

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

BANQUE DE L'ALGÉRIE

INFLUENCE DE LA GUERRE
RENOUVELLEMENT DU PRIVILÈGE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le samedi 22 mai 1926, à 3 h. 1/2

PAR

Pierre BONIFAY

Président : M. NOGARO, professeur.

*Suffragants : { MM. OUALID, professeur.
MAUNIER, agrégé.*

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, rue Racine, 15

1926



THESE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA BANQUE DE L'ALGÉRIE

INFLUENCE DE LA GUERRE
RENOUVELLEMENT DU PRIVILÈGE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le samedi 22 mai 1926, à 3 h. 1/2

PAR

Pierre BONIFAY

Président : M. NOGARO, professeur.

*Suffragants : { MM. OUALID, professeur.
MAUNIER, agrégé.*

PARIS

JOUVE & Cie, ÉDITEURS

15, rue Racine, 15

—
1926

*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni
mprobation aux opinions émises dans les thèses ; ces opi-
nions doivent être considérées comme propres à leurs
auteurs.*



PREFACE

« Théophile Gautier a écrit que l'Afrique commençait aux Pyrénées et certains Espagnols ne lui ont jamais pardonné cette affirmation : aussi, j'aime bien mieux dire que l'Europe se termine aux bords du Sahara. » Ainsi s'exprimait dans une conférence récente un grand Français qui connaît bien l'Algérie pour y avoir beaucoup vécu, le général Mangin (1). L'idée très exacte qu'il exprimait, avait été développée il y a plus de vingt ans par Paul Leroy-Beaulieu dans le livre remarquable qu'il a consacré à l'Afrique du Nord et l'éminent économiste concluait en disant : « Ce pays appartient beaucoup plus au système méditerranéen qu'au système africain (2). » Et Paul Leroy-Beaulieu montrait que tout confirmait cette observation : par sa formation géologique, par son climat, par sa production, par sa population, par son histoire même, l'Algérie est avant tout une terre méditerranéenne. Pour nous, Algériens, le doute ne saurait être permis et l'amour souvent empreint de quelque chauvinisme régionaliste que nous portons à notre sol natal n'est néanmoins que le pro-

1. Conférence faite à la Société des Conférences le 28 février 1923.

2. Paul Leroy-Beaulieu, *L'Algérie et la Tunisie*, p. 15.

longement de notre amour pour la France comme l'Algérie n'est par delà la Méditerranée que le prolongement de la mère-patrie (1).

Cependant, quelles que soient les ressemblances signalées, quelque étroits que soient les liens qui unissent les deux pays, il n'en reste pas moins vrai que l'Algérie est une colonie, et c'est un point qu'il importe de fixer très nettement dès le début de cette étude. On ne s'étonnera plus alors du régime spécial — et nous ne disons pas toujours favorable — qu'elle possède sur plusieurs points et dont certains regrettent l'existence.

D'abord, l'Algérie est un pays neuf : notre première entrée en Algérie date, on le sait, du 14 juin 1830 (débarquement des troupes françaises à Sidi-Ferruch) mais les tergiversations des Chambres, reflétant d'ailleurs assez nettement l'opinion française assez peu favorable à la colonisation retardèrent beaucoup la mise en valeur de la colonie, à tel point que l'administration se montrait jusqu'en 1838 hostile à l'immigration des colons. Cet état d'esprit n'avait pas encore disparu en 1854 où il apparaît dans un rapport fait au ministère de l'Agriculture par un haut fonctionnaire M. Heurtier au nom du Comité d'émigration. Aussi, bien que l'on soit presque à la veille de célébrer le centenaire du débarquement, n'est-il pas

1. Ce point est très brillamment mis en lumière dans le tome XI de la *Géographie Universelle* de E. Reclus, consacré à l'Afrique Mineure.

paradoxal de soutenir que l'Algérie est encore un pays jeune dont les besoins comme tel, diffèrent énormément de ceux de la métropole.

Il ne faut pas oublier en outre que l'Algérie est et semble devoir rester encore longtemps un pays purement agricole ; sans aller jusqu'à dire que l'Algérie ne possède aucune industrie (n'oublions pas qu'il y existe 750 usines occupant 30.000 ouvriers), le manque d'eau et surtout de charbon semble y interdire tout développement intense de la grande industrie. En 1921, les produits des mines ne représentaient que les 11,5 0/0 de l'exportation totale alors que les vins et les céréales représentaient à eux deux les 68,3 0/0. Une disproportion aussi forte prouve la prédominance de l'agriculture dans ce pays : et, de fait les seules industries qui aient pu y prendre un certain développement sont les industries agricoles, ainsi que l'a montré dans un livre très documenté, le seul document sérieux que nous possédions sur l'Algérie industrielle, M. Laboubée, autrefois inspecteur de la Banque de l'Algérie, actuellement directeur de la Banque industrielle à Alger (1). C'est donc l'agriculture qui constitue la richesse principale de l'Algérie. Il va de soi que la prospérité algérienne se trouve liée année par année au climat, et particulièrement au régime des pluies ; bonne ou mauvaise récolte, et voilà toute la situation

1. *Notes sur l'Industrie Algérienne*, par M. Laboubée-Jourdan. Alger, 1917.

économique algérienne transformée. C'est pourquoi l'on constate en étudiant les statistiques commerciales des variations aussi considérables d'une année à l'autre. C'est pourquoi aussi le crédit y présente des caractères tout à fait spéciaux. Beaucoup d'agriculteurs ne peuvent offrir en garantie des prêts qui leur sont consentis par la banque que la récolte espérée ; mais la récolte ne vient qu'une fois l'an. Il en résulte que les engagements des colons devront être à longue échéance neuf ou dix mois au moins en général. Les banques privées ne leur escompteront ce papier que si elles ont l'assurance de le réescompter à la Banque de l'Algérie : c'est donc sur celle-ci que repose en définitive tout le crédit de la colonie. Doit-on s'étonner par conséquent qu'elle ait cru parfois devoir modérer l'ardeur d'entreprise de certains clients, soucieuse avant tout de conserver intact le crédit de son billet. Nous verrons par la suite de cette étude, que le montant de son portefeuille a toujours été très élevé proportionnellement aux autres postes du bilan. La crise de 1899 avait été pour elle une très dure épreuve qui explique sa modération actuelle. La guerre lui a occasionné des difficultés considérables. Si elle a pu les surmonter, c'est à cette politique de prévoyance et de sagesse qu'elle le doit. Un service de ce genre est inestimable : c'est aussi la justification de la politique suivie par les directeurs de la banque depuis 1900. Ils ont le droit d'en être fiers.

LA BANQUE DE L'ALGÉRIE

INFLUENCE DE LA GUERRE RENOUVELLEMENT DU PRIVILÈGE

PREMIÈRE PARTIE

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE. CAPITAL ET RÉSERVES

C'est seulement vers 1845 qu'on songea à établir en Algérie un établissement de crédit. Le 19 juillet 1845, en effet, l'Assemblée nationale vota une loi autorisant la Banque de France à installer à Alger un Comptoir d'escompte au capital de 10 millions de francs. Sur ces 10 millions, 2 devaient être fournis par la banque et 8 par le public. La Banque de France quoique n'étant que simple commanditaire, avait la direction de l'entreprise.

Ce vote ne devait d'ailleurs être suivi d'aucune réalisation : en février 1848, rien n'avait encore été

fait et la Révolution de 1848 vint couper courts tous ces projets.

En 1850, fut fondé à Alger, un Comptoir national d'escompte dont le succès fut dès le début considérable, si considérable qu'il ne tarda pas à manquer de fonds pour satisfaire aux demandes de ses clients : et pourtant il pratiquait l'escompte au taux de 8 0/0.

Mais ce n'est qu'en 1851 qu'intervint enfin la loi dotant l'Algérie d'une banque d'émission. Le 4 août 1851, l'Assemblée nationale votait la loi créant la Banque de l'Algérie et c'est la destinée de cet établissement que nous nous proposons d'étudier aujourd'hui. Nous poursuivrons cette étude dans l'ordre qui semble nous avoir été indiqué par la banque elle-même dans la rédaction de son bilan, en voyant successivement les plus importants des comptes qui composent celui-ci : et il nous paraît naturel de commencer par le compte origine, celui qui est à la base de toute entreprise, le compte capital. Nous y joindrons l'étude des réserves, qui ne sont en somme que du capital mis sagement de côté dans le but de faire face à de mauvais jours toujours possibles.

L'article 2 de la loi du 4 août 1851 avait fixé à 3 millions de francs le capital de la Banque de l'Algérie : ce capital était divisé en 6,000 actions de 500 francs.

Mais en outre la banque recevait de l'Etat un prêt subventionnel de 1 million de francs ; le tiers des actions, soit 2,000, restait spécialement affecté au

remboursement de ce prêt dont le taux d'intérêt était de 3 0/0. Mais par une faveur faite à la banque et qui donna lieu à de vives critiques à l'Assemblée Nationale (1), les actionnaires devaient recevoir au moins 4 0/0 avant tout paiement d'intérêt à l'Etat. Cette générosité de l'Etat ne devait entraîner pour lui aucune perte car la banque put lui rembourser le prêt subventionnel de 1 million dès 1857, grâce aux bénéfices résultant de l'émission avec prime d'une partie des actions. En effet, si 2.000 actions furent émises en 1852 à 500 francs, 2.000 autres furent émises en 1856 à 600 francs et les 2.000 dernières en 1857 à 700 francs. Aussi la banque fut-elle en mesure, à la suite de cette émission, non seulement de rembourser l'Etat, mais encore de porter à son compte de réserves une somme de 400.000 francs.

Pour les trois augmentations de capital qui ont eu lieu depuis en 1861, 1881 et 1907, on a employé le même genre d'émission d'actions avec prime : il est en effet naturel lorsqu'une société est prospère qu'elle fasse payer aux nouveaux actionnaires le droit d'être admis parmi les associés, mais cela n'est possible que lorsque le cours des actions est largement supérieur à leur valeur nominale.

En ce qui concerne la Banque de l'Algérie l'émission avec prime a eu en outre l'avantage de permettre

1. Voir discours de M. Levasseur et réponse de M. Benoist d'Azy à l'Assemblée Nationale du 4 août 1851.

la constitution de réserves importantes qui permirent d'éviter un désastre lors de la crise de 1896-1900. En Allemagne d'après l'article 262 du Code de commerce la prime résultant de l'émission d'actions au-dessus de leur valeur nominale doit être obligatoirement versée à un fonds de réserve : en France, cette mesure, quoique très habituelle, n'est rendue obligatoire par aucune loi.

Le décret impérial du 3 mars 1861 porta le capital de 3 à 10 millions par l'émission de 14.000 actions de 500 francs. Cette émission devait avoir lieu au fur et à mesure des besoins et en vertu de délibérations du conseil d'administration approuvées par le ministre des finances. Un droit de préférence était établi au profit des anciens actionnaires conformément à l'article 10 des statuts.

L'émission fut réalisée en 3 tranches : 2.000 actions à 600 francs en 1861, ce qui permit de porter aux réserves une somme de 100.000 francs ; 2.000 actions à 700 francs en 1864, ce qui fournit pour « amortissement et réserves » une somme de 400.000 francs et enfin 10.000 actions à 700 francs en 1871, émission après laquelle on put inscrire aux réserves une somme de 2 millions de francs.

Une nouvelle augmentation du capital eut lieu en 1881. L'arrêté ministériel du 28 octobre 1881 le porta de 10 à 20 millions : d'un seul coup le capital était doublé. L'extension croissante des affaires de la banque justifiait en partie une pareille

mesure, mais il est à remarquer que l'initiative de cette augmentation émanait de la banque et que dès le 28 novembre 1874 son directeur proposait au nom du conseil d'administration à l'Assemblée générale des actionnaires le doublement du capital. C'est qu'en effet les administrateurs et certains actionnaires pensaient faire une excellente opération espérant que le taux des actions nouvelles achetées par eux à un prix assez bas, atteindrait rapidement celui des actions anciennes, alors très élevé. Le cours moyen de l'année 1879/1880 n'avait-il pas été en effet de 1.853 francs. On décida d'émettre les actions nouvelles avec une prime de 435 francs soit au cours de 935 francs ce qui laissait encore une jolie marge de bénéfices dans le cas où l'hypothèse prévue se réaliserait. Mais pour obtenir que les cours se maintiennent au même niveau il fallait distribuer des dividendes au moins équivalents et par conséquent doubler les bénéfices de l'entreprise puisque, par suite de l'augmentation de capital, il y avait deux fois plus d'actionnaires à rémunérer. Opération difficile, on le conçoit.

Voulant à tout prix éviter la baisse des actions, les administrateurs résolurent d'intensifier les opérations de la banque et on assista à ce spectacle paradoxal d'un prêteur battant la campagne pour trouver des emprunteurs. De là la création des comptoirs d'escompte et l'origine de cette politique de crédit si libérale qu'elle finit par conduire la Banque

de l'Algérie tout près de la ruine. On voit ainsi combien une augmentation de capital qui paraît en général d'excellent augure pour l'avenir d'une entreprise peut conduire à de funestes résultats par suite de l'imprudence d'un conseil d'administration qui n'hésitait pas alors que le dividende distribué en 1878/1879 avait été de 71 francs à le hausser encore à 90 francs en 1879/1880 et à 100 francs en 1880/1881.

Depuis la sévère leçon que lui a donnée cette crise, la banque sous une autre direction et garantie contre le retour des fautes du passé par les mesures de prudence de la loi du 5 juillet 1900 n'a plus connu de pareils errements.

La dernière augmentation de capital édictée par la loi du 11 avril 1907, n'a été que de 5 millions représentés par 10.000 actions de 500 francs entièrement libérées. Elle est largement justifiée par l'extension des affaires de la banque à la Tunisie, extension réalisée par le décret du 8 janvier 1904. Aujourd'hui même on peut se demander si ce capital de 25 millions n'est pas un peu faible, surtout si on le compare à celui d'autres banques d'émission. Sans vouloir établir un parallèle avec les grandes banques d'émission européennes, banques d'Etat ou banques privées, et pour nous en tenir aux banques coloniales, nous pouvons constater que la banque de l'Indo-Chine a actuellement un capital de 72 millions: il est vrai que les actions ne sont libérées que d'un

quart : mais la banque pourrait en cas de besoin appeler la part complémentaire et on constate que le Conseil d'administration de cette banque préfère augmenter son capital par de nouvelles émissions que de faire cet appel, se réservant ainsi des disponibilités pour l'avenir. En outre la Banque de l'Indo-Chine dispose d'énormes réserves qui atteignaient au 31 décembre 1921 plus de 67 millions de francs sans tenir compte des réserves immobilières. Il est donc probable que si la Banque de l'Algérie devait étendre ses opérations dans toute l'Afrique du nord, hypothèse qui dans l'état actuel des choses ne semble pas devoir se réaliser du moins avant longtemps, elle serait obligée de procéder à une augmentation de son capital.

Quoi qu'il en soit, d'après le bilan du 31 octobre 1913 la Banque de l'Algérie disposait d'un capital de 25 millions de francs et de plus de 20 millions de réserves statutaires et extraordinaires : mais la moitié de ce capital devait d'après l'article 6 des statuts être placée en rentes sur l'Etat (1). Cette prescription était d'ailleurs largement observée, la banque possédant toujours d'après le même bilan 29.112.750 francs de rentes sur l'Etat. Le chiffre de ce compte est actuellement de 18.385.850 francs. Le point remarquable est surtout la disproportion

1. La même prescription existe dans les statuts de la Banque de France dont le capital se retrouve à l'actif sous la rubrique « Rentes disponibles et Rentes immobilisées ».

du chiffre du capital avec le total du bilan qui se montait au 31 octobre 1913 à 1.380.954.921,09 et avec le chiffre du portefeuille qui atteignait 434.963.805 fr. 04. Nous verrons plus loin l'explication de cette anomalie et nous chercherons à discerner où la banque trouvait les ressources qui lui étaient nécessaires et que ne lui fournissaient ni son capital ni ses réserves. En ce qui concerne ce dernier compte la banque avait constitué depuis 1881, tant par des prélèvements sur les bénéfices qu'au moyen des primes réalisées sur la majoration des actions à l'émission, une somme qui s'élevait au 31 octobre 1899 à 19.462.000 francs. Le 31 octobre 1900 les réserves étaient réduites à 53.389 fr., la différence ayant été absorbée par la liquidation du papier du portefeuille. Une gestion prudente permit une reconstitution rapide de réserves importantes et dès avant la guerre ce compte atteignait le chiffre de 33.459.916 fr. 89, report des pertes et profits compris.

Enfin il est à remarquer que les immeubles de la banque sont complètement amortis et que tout nouvel achat ou construction d'immeuble donne lieu à l'inscription d'une somme équivalente au compte « réserves immobilières », ce dont on ne peut que féliciter les administrateurs chargés de la gestion de la Banque de l'Algérie.

CHAPITRE II

CIRCULATION

Fixer le montant des billets en circulation est un des problèmes les plus délicats, mais aussi les plus importants de l'administration des banques. Si l'émission est trop faible, et n'est que la représentation des espèces métalliques déposées en caisse, la banque émettant alors non du papier-monnaie mais seulement de la « monnaie de papier » se prive du bénéfice de son privilège qui lui permet de doubler ou même de tripler sa puissance avec du papier. En même temps, elle ne procure à ses clients, comme à ses actionnaires, que les avantages d'une banque de dépôt. Si, à l'inverse, elle émet des billets d'une manière excessive atteignant ou presque la limite qui lui a été fixée, elle s'expose en cas de crise à ne pouvoir surmonter celle-ci par une augmentation de sa circulation et à se trouver aussi contrainte de suspendre ses paiements.

Ce danger est tellement grave que les Etats se sont toujours efforcés de limiter d'une manière assez stricte la faculté d'émission des banques auxquelles ils accordaient ce privilège ; mais la politique la

plus sévère est-elle vraiment en cette matière la meilleure et la plus sûre ?

Il était autrefois admis en dogme que des règles strictement limitatives devaient être à la base de l'organisation de toute banque d'émission. En particulier, la règle célèbre de la circulation limitée au triple de l'encaisse paraissait bien représenter pour ses partisans la perfection même, car, malgré une certaine audace elle assurait presque la sécurité. L'expérience a montré depuis qu'il n'y avait là rien d'absolu. Tout d'abord, la valeur de cette règle limitative est liée à la composition de l'encaisse et il ne semble pas que le législateur, souvent peu disposé à accorder de grandes libertés aux banques d'émission se soit préoccupé avec la même rigueur de cette composition. Il nous suffira de citer l'exemple de nos banques coloniales qui furent soumises au moment de leur réorganisation en 1851 aux deux règles suivantes :

1^o La circulation fiduciaire ne pourra dépasser le triple de l'encaisse métallique.

2^o La circulation fiduciaire s'ajoutant au compte-courant et aux autres dettes sociales ne pourra excéder le triple du capital social.

« Ces dispositions qui peuvent paraître sages au premier abord, étaient en fait assez illusoires, car, si en temps normal le billet était convertible, la banque pouvait effectuer le remboursement aussi bien en argent qu'en or : or l'argent avait en 1914 beaucoup perdu de sa valeur. En outre, les banques colo-

niales comptent dans leur encaisse des bons de caisse inexportables : on voit donc que la convertibilité était bien mal assurée en ce qui concerne les relations extérieures (1). »

Mais en outre, l'expérience des pays étrangers nous permet de constater que les seules banques d'émission qui aient fait faillite sont celles pour lesquelles les plus grandes précautions avaient été prises. Il est facile d'en comprendre la raison. Lorsqu'une banque a une faculté d'émission très limitée, elle se trouve obligée pour satisfaire à ses besoins normaux d'émettre tout ce que ses statuts autorisent. Que survienne un accident imprévu, elle ne peut surmonter la crise par un supplément d'émission. Enfermée dans une armature trop étroite, elle la fait craquer et c'est la faillite. Si, au contraire, ses statuts lui accordent une large faculté d'émission il lui reste entre le montant des billets émis et le montant de l'émission possible une sorte de « marge de sécurité » qui lui permettra toujours le moment venu, de gagner du temps. Or, c'est presque toujours là le but essentiel à atteindre et le moyen de salut. Il faut avant tout éviter la panique. Si la banque continue à faire face normalement à ses engagements, ne fût-ce que quelques jours, la confiance se rétablira d'elle-même et la crise se résoudra très vite.

En ce qui concerne la Banque de l'Algérie, la

1. M. Nogaro à son cours.

loi du 4 août 1851 avait limité d'une manière assez stricte la faculté d'émission par son article 6 ainsi conçu :

« Le montant des billets en circulation cumulé avec celui des sommes dues par la banque en compte courant ne pourra excéder le triple du numéraire existant en caisse. L'excédent du passif sur le numéraire en caisse ne pourra dépasser le triple du capital réalisé. »

M. René Brice, président de la commission chargée d'étudier le projet de loi, renouvelant le privilège de la Banque de l'Algérie, avait déjà remarqué en 1879 que les deux règles limitatives de l'article 6 ne cadraient pas toujours exactement : et prenant l'exemple de cette année 1879 où le bilan accusait 36 millions d'encaisse et 10 millions de capital, il montrait l'antinomie existant entre ces deux dispositions. Le premier paragraphe permet à la banque d'émettre pour 108 millions de billets ($3 \text{ fois } 36 = 108$) : même en tenant compte des sommes dues en compte courant qu'on peut évaluer de 10 à 12 millions, on arrive au chiffre de $108 - 12 = 96$ millions de francs. Si au contraire, on calcule la faculté d'émission d'après le deuxième paragraphe de l'article 6, la banque ne peut plus émettre que 66 millions de francs de billets ($36 + 10 \text{ fois } 3 = 66$) chiffre très inférieur au précédent. Aussi cette deuxième disposition fût-elle abrogée par l'article 3 de la loi du 3 avril 1880. Quant au système il ne

fut abrogée qu'en 1900, lors du renouvellement du privilège de cette époque.

La réglementation nouvelle est définie par l'article 2 de la loi du 5 juillet 1900 qui s'exprime ainsi :

« Les émissions de billets de la Banque de l'Algérie seront maintenues dans des proportions telles qu'au moyen du numéraire réservé dans les caisses de la banque et les échéances du papier de son portefeuille elle ne puisse, dans aucun temps, être exposée à différer le paiement de ses engagements au moment où ils lui seront présentés ».

Cette formule excessivement large laisserait à la banque une trop grande liberté si le même article dans son paragraphe 2 ne limitait l'émission à 150 millions de francs. Depuis cette époque, des lois successives ont augmenté la limite d'émission qui atteignait à la veille de la guerre le chiffre de 300 millions de francs.

Ce système dans lequel la fixation du maximum d'émission est laissée à la discrétion du parlement a été vivement critiquée. M. Maurice Jais dans une thèse soutenue en 1902 sur *La Banque de l'Algérie et le Crédit Agricole* craint « les conséquences fâcheuses de cette mesure. Il est regrettable dit-il (1), que par la loi du 5 juillet 1900, on n'ait pas limité la faculté d'émission d'une manière assez mathématique. Seuls, les conseils d'administration régle-

1. M. Jais, *La Banque de l'Algérie et le Crédit Agricole*. Thèse Paris, 1902, p. 62.

ront l'émission, la création ou l'annulation des billets et ils auront toujours la tentation bien naturelle de provoquer l'émission d'un nouveau capital qui leur assurera des bénéfices proportionnels et pourra leur procurer de gros dividendes. En pareil cas, le conseil d'administration est seul juge et partie. »

La suite des événements a prouvé que ces craintes n'étaient pas fondées. Mais d'ailleurs est-il vraiment besoin de s'attacher aussi strictement à surveiller la couverture métallique des billets émis. Toutes ces précautions, au moins en ce qui concerne la Banque de l'Algérie, étaient en effet assez illusoires. Écoutons plutôt ce que dit M. Avenol, dans l'article très remarquable qu'il a consacré aux banques algériennes (1) :

« Le billet de la Banque de l'Algérie est remboursable en espèces au porteur et à vue. En fait, la banque usant de la faculté légale que lui donne le pouvoir libératoire illimité des pièces de 5 francs ne rembourse qu'en écus... Tout en remplissant strictement ses obligations légales, la Banque de l'Algérie laisse donc peu d'attrait au remboursement... Aussi n'a-t-elle pas à se préoccuper d'une couverture métallique de sa circulation ; elle se borne à entretenir une abondante encaisse de conversion dont la proportion atteint 25 à 30 0/0 des billets émis. Au 30 juin 1914, les chiffres étaient les suivants :

1. H. Avenol, *Les Banques algériennes et la Banque de l'Algérie* (*Revue des Sciences politiques*, t. XXXVI, 1916, p. 382 et s.).

Encaisse: 65 millions de francs ;

Circulation: 219 millions de francs ;

soit une proportion d'environ 30 0/0.

Cette proportion s'élève à 43 0/0 si l'on tient compte de 29 millions de rentes sur l'Etat.

Mais c'est bien à tort qu'on se serait préoccupé d'une semblable situation et la Banque de l'Algérie bien que son coefficient de liquidité fût largement inférieur à celui d'établissements analogues, ne s'inquiétait en rien de la convertibilité de son billet. C'est qu'elle avait et a d'ailleurs encore, deux solides étais pour soutenir son crédit. Par l'existence d'un compte courant du Trésor, en principe toujours cré-
diteur, qui lui permet, comme nous le verrons au chapitre IV, des emprunts déguisés au Trésor, elle s'appuie d'une part sur le ministère des Finances : par le contre-coup et aussi par le compte courant qu'elle entretient avec la Banque de France elle s'appuie en outre sur notre premier établissement d'émission.

Suivant l'expression de M. Lavergne dans son ouvrage consacré à la Banque de l'Algérie « au point de vue de la valeur de son billet, la Banque de l'Algérie n'est que la filiale des deux plus grandes puissances financières de la Métropole : le ministre des Finances français et la Banque de France (1). Profitant ainsi de l'encaisse de la Banque de France il lui

1. B. Lavergne, *La Banque de l'Algérie*, Paris, 1919, p. 44.

était donc loisible de se désintéresser de la convertibilité de son billet.

Le montant de la circulation qui n'était que de 2.600.000 francs en 1855 dans les premières années d'exploitation de la banque, atteignait au 31 octobre 1913, 228.466.150 francs et la nécessité d'une circulation aussi intense n'est qu'une preuve de plus du développement considérable de l'économie algérienne. Il faut d'ailleurs tenir compte dans ce chiffre de la circulation tunisienne qui se montait à la même date à 36.368.580 francs. En effet le privilège de la Banque de l'Algérie a été étendu à la Tunisie par le décret beylical du 7 mai 1904. La banque y émet des billets semblables aux billets algériens mais portant en outre la mention « Tunisie » en caractères noirs. En pratique, les billets algériens sont couramment acceptés en Tunisie par le public, de même qu'on voit dans le commerce en Algérie des billets tunisiens.

Notons enfin que la loi du 4 août 1851 autorisait seulement l'émission de billets de 1.000, 500, 100 et 50 francs. La loi du 3 septembre 1870 créa les coupures de 25 francs et un décret de très peu postérieur autorisa l'émission de billets de 10 francs. La loi du 3 avril 1880 revint à la règle établie en 1851 en y ajoutant seulement les billets de 20 francs. Depuis les coupures de 10 et 5 francs ont été rétablies (ces dernières à la suite de la guerre) et ce à la grande satisfaction du public. Contrairement à ce que pensaient certains, les Arabes n'ont guère fait de diffi-

cultés pour faire confiance à notre papier malgré leur préférence ancestrale pour l'écu d'or ou d'argent. Le billet de 5 francs a même reçu un accueil si empressé que des vœux se sont élevés de toute part pour demander son maintien même après la suppression du cours forcé.

CHAPITRE III

LES PRINCIPALES OPÉRATIONS FAITES PAR LA BANQUE

Comme tous les établissements bancaires, la Banque de l'Algérie fait surtout les trois sortes d'opérations suivantes :

- 1^o Dépôts ;
- 2^o Escompte ;
- 3^o Avances sur titres.

Voyons-les successivement, avant d'étudier l'importante question du crédit à l'agriculture.

1^o DÉPÔTS. — L'article II des statuts prévoit deux sortes de dépôts ; la banque est autorisée :

a) A recevoir, moyennant un droit de garde, le dépôt volontaire de tous titres, lingots, monnaies et matières d'or et d'argent.

b) A recevoir en compte courant, sans intérêt, les sommes qui lui sont déposées.

Dans la première catégorie de dépôts, son action ne diffère pas de celle des autres banques. Le droit de garde, perçu sur la valeur estimative des dépôts est fixé d'après un tarif établi par le Conseil d'admi-

nistration. Il est la simple rémunération du service rendu.

Mais lorsqu'il s'agit, non plus d'objets précieux, mais de numéraire en général, le caractère économique et juridique du dépôt se trouve modifié. La banque est, en effet, autorisée à se servir de ce numéraire ; c'est donc à tort que cette opération est qualifiée de « dépôt » ; elle représente plutôt un prêt du client exigible à sa volonté. En effet les dépôts faits à la Banque de l'Algérie sont toujours à vue, c'est-à-dire remboursables immédiatement, sur la demande du déposant. Il n'existe pas de dépôt à délai de préavis ou à échéance fixe, comme dans les autres banques. Mais ce prêt est un prêt sans intérêt ; les statuts, nous l'avons vu, interdisent à la banque de percevoir un intérêt quelconque, pour les sommes déposées.

Cette règle, qui se trouve également dans les statuts de la Banque de France, a pour but d'éviter une augmentation trop considérable des dépôts, qui amènerait la banque à faire des placements douteux, pour utiliser ses disponibilités. C'est donc une considération de prudence qui a dicté, aux rédacteurs des statuts, cette disposition. L'absence de toute rémunération n'encourage guère les dépôts. Aussi sont-ils restés longtemps très peu importants.

De 12.500.000 en 1875, ils étaient retombés à 9.400.000 en 1890, puis à 7.700.000 en 1900. Après avoir atteint 18.300.000 francs en 1912 le montant

de ces dépôts était de 15.000.000 au bilan de 1913.

En tout état de cause, ces sommes ne peuvent expliquer que dans une faible mesure, les opérations d'escompte et avances accomplies par la banque pendant la même période. Par exemple en 1912, où le chiffre des dépôts atteignait son maximum (18 millions), le portefeuille représentait à lui seul 322.600.000 fr. C'est ailleurs, nous le verrons, que la banque trouvait les sommes nécessaires pour l'escompte, et surtout pour les avances, soit au commerce, soit à l'agriculture.

2° ESCOMPTE. — L'escompte du papier de commerce, c'est-à-dire l'achat de créances à terme, est la principale opération des banques d'émission : elle est tout à fait compatible avec leurs obligations. C'est en effet un crédit à court terme, par conséquent facilement réalisable. Le seul risque couru par la banque est le non-paiement du papier à l'échéance. Pour éviter la réalisation de ce risque, les statuts ont pris les précautions suivantes :

a) Le papier escompté par la banque, ne doit pas être à une échéance de plus de cent jours. Cette règle a pour résultat d'éloigner des guichets de la banque presque tout le papier agricole, qui n'est, en général, payable qu'à une échéance plus longue, souvent après la récolte seulement.

A chaque renouvellement, de nombreuses demandes ont tendu à faire augmenter ces délais. Très sagement le Gouvernement et le Parlement s'y sont toujours

refusés, estimant toute augmentation de cette durée incompatible avec une prudente gestion.

b) La banque trouve une autre garantie dans la personnalité des signataires des effets de commerce. Elle est en effet toujours libre de refuser à l'escompte les effets dont le paiement lui paraît douteux. Le papier présenté à la banque n'y est admis qu'après examen de la solvabilité des signataires par le comité d'escompte. Dans chaque succursale, le Conseil d'administration nomme chaque année un comité d'escompte qui examine les effets de commerce présentés.

c) La banque ne reçoit que les effets timbrés, portant au moins les signatures de deux personnes notoirement solvables (art. 12 des statuts). Nous trouvons là une différence essentielle avec les statuts de la Banque de France qui ne peut recevoir à l'escompte que le papier portant trois signatures.

Comment se justifie cette différence de traitement ? La troisième signature n'est en général que celle d'un garant, non partie dans l'affaire, et qui se fait évidemment payer la garantie qu'il fournit. En Algérie où l'argent est très cher, était-il utile d'exiger cette signature, trop onéreuse pour le service rendu ? On ne l'a pas pensé. En fait la banque ne semble pas avoir eu à se plaindre de cette faculté qui lui permet d'être à la fois banque d'escompte pour ses clients, et banque de réescompte pour les autres établissements bancaires de l'Afrique du nord.

Cette partie de l'activité de la banque avait pris,

dès avant la guerre, un développement considérable, puisque les escomptes de l'exercice 1912/1913, avaient porté sur 1.309.822 effets pour une valeur de 2.086 millions de francs. Chaque année marquait une augmentation sur la précédente malgré l'installation, en Algérie, d'établissements nouveaux, ou la création d'agences nouvelles d'établissements déjà installés. C'est dire la confiance dont jouissait la banque auprès du commerce algérien.

3° AVANCES SUR TITRES. — D'après le paragraphe 3 de l'article II des statuts, la Banque de l'Algérie est autorisée à faire des avances sur les mêmes valeurs et dans les mêmes conditions que la Banque de France, conformément à l'ordonnance du 15 juin 1834.

Néanmoins, le montant du prêt ne peut atteindre que les $\frac{3}{5}$ de la valeur des titres, alors que la banque de France est autorisée à prêter jusqu'aux $\frac{4}{5}$. Diverses clauses de garantie subsidiaires sont en outre prévues par les statuts, de manière à rendre les opérations le moins aléatoires possibles.

Le compte « Avances sur titres » représentait au bilan de 1913 1.173.656 francs. Depuis le bilan de 1919, ce poste a pris, pour des raisons fiscales, la dénomination de « Comptes courants garantis par des nantissements de titres ». Il s'est énormément accru, gonflé qu'il est par des avances sur titres faites particulièrement au Gouvernement tunisien.

4° CRÉDIT AGRICOLE. — Dès l'origine de la colo-

nisation, la question du crédit à l'agriculture fut l'une des plus difficiles à résoudre.

C'est qu'en effet le crédit colonial présente des caractères très particuliers, étant beaucoup plus un crédit personnel qu'un crédit hypothécaire ou foncier. Souvent la seule garantie que l'emprunteur puisse offrir à la banque est la récolte espérée : c'est le cas du crédit d'exploitation ou crédit de campagne.

Dans nos vieilles colonies une loi de 1852 a même autorisé la banque d'émission à pratiquer des « cessions sur récolte pendante ». C'est ce qu'a très bien exprimé M. W. Oualid dans ses ouvrages sur les banques coloniales (1).

« Tous les pays à forte population indigène imprévoyante et peu économe savent combien il est difficile de soustraire les cultivateurs soit à l'exploitation des usuriers, soit à l'expropriation du sol qui est la conséquence ordinaire d'un emprunt nécessaire, mais inconsidéré, qui aboutit en fin de récolte à priver, s'il doit être remboursé, le récoltant des fruits et quelquefois même de la terre, son instrument de travail.

« Notre grande colonie de l'Afrique du nord n'ignore pas ces difficultés que les sociétés indigènes de prévoyance s'efforcent d'atténuer et que les comptoirs

1. W. Oualid, *Le privilège de la Banque d'Indo-Chine et la question des banques coloniales*. Paris, 1923.

d'escompte ont contribué à résoudre pour les colons européens. »

Dans les premiers temps de notre installation en Algérie l'argent était très rare ; aussi le taux des prêts était-il fort élevé. Nous n'en voulons pour témoin qu'un article du Dr Gaucher d'Ain-Témouchent, qui, dans l'*Algérie agricole* du 15 janvier 1887 réclamait un abaissement de taux.

N'oublions pas d'ailleurs que ce n'est qu'en 1881, que le taux légal, en matière civile, a été ramené à 6 0/0. En 1835 on l'avait fixé à 10 0/0, en laissant libre le taux de l'intérêt conventionnel ; et une enquête du comte Lebon en 1867 avait révélé que les taux communément usités étaient 8 à 12 0/0 sur hypothèque, et 20 à 25 0/0 sur billet.

Un effort pour améliorer cette situation fut tenté en 1866 où le gouvernement impérial favorisa la création d'une Société générale qui devait employer son capital de 100 millions à favoriser les exploitations de mines, forêts, terres et entreprises de travaux publics. Elle devait prêter ses 100 millions à l'Etat qui, en retour, lui donnait 100.000 hectares de terre au prix de 1 franc de rente par hectare. Mais par suite de spéculations malheureuses, cette société dut être liquidée en 1877. Sa succession fut recueillie par la Compagnie algérienne, dont le programme est beaucoup moins vaste.

D'ailleurs une banque est mal placée pour assurer un crédit de ce genre. Comme le dit très bien M. Mau-

rice Wahl dans son livre sur l'Algérie. « Le cultivateur n'est pas un commerçant et ne peut négocier directement son papier. L'emprunt sur hypothèque lui impose des formalités coûteuses, des frais d'inscription qui se cumulent avec les intérêts. Il n'est pas certain de pouvoir rembourser en temps voulu. Ce qu'il lui faut, ce n'est pas tant une somme prêtée à long terme, mais une avance de saison lui permettant d'entreprendre une campagne et d'attendre la récolte (1). » Bien préférables paraissent être les comptoirs d'escompte locaux ou des caisses mutuelles de crédit. C'est d'ailleurs dans cette direction qu'on cherche de plus en plus la solution de ce problème.

Le plus ancien des comptoirs d'escompte est celui de Saint-Denis-du-Sig créé en 1871. Vers la même époque des caisses agricoles s'établissent à Mascara et à Guelma; mais leur escompte était assez onéreux et somme toute, rien de sérieux n'avait été fait à la veille du renouvellement du privilège de 1880.

Aussi lors de ce renouvellement, le Parlement s'efforça-t-il d'obtenir de la banque une organisation plus vaste du crédit agricole. Le directeur de la banque ne fit d'ailleurs aucune difficulté pour promettre de « rendre la banque le plus accessible aux petits commerçants et aux colons (2) ».

Dans les années qui suivirent le renouvellement

1. Maurice Wahl, *L'Algérie*, Paris, 1903.

2. Voir le rapport de M. René Brice.

de ses privilèges, la banque s'efforça de développer les comptoirs d'escompte locaux. Successivement furent ouverts ceux de Sidi-Bel-Abbès, Boufarick, Tlemcen, Philippeville, Ain-Témouchent, Djidjelli, Sétif, pour ne citer que les plus importants. Les colons apportaient leurs billets à ces comptoirs, qui y apposaient la deuxième signature nécessaire pour pouvoir les présenter à l'escompte de la banque. Mais il n'y avait là qu'un trompe l'œil. La signature du comptoir ne représentait pas vraiment une garantie supplémentaire, puisque ces comptoirs, créés par la banque, ne vivaient guère que par elle. En outre ils faisaient un chiffre d'escompte trop important, très supérieur à leur capital et à leurs réserves. Il faut néanmoins rendre justice à ces comptoirs d'escompte qui ont permis le développement du vignoble algérien, aujourd'hui source de richesse considérable pour la colonie.

Lors du renouvellement du privilège de 1900, le problème du crédit à l'agriculture se posait de nouveau devant le Parlement : on chercha cette fois une solution dans la voie du crédit mutuel. Le 29 juin 1900 fut déposé un projet de loi tendant à rendre applicable à l'Algérie la loi du 31 mars 1899 qui institue les caisses régionales de crédit agricole. La loi fut votée le 8 juillet 1901. Dans son article 1^{er} la loi prescrivait que l'avance de 3 millions et la redevance annuelle à verser au Trésor par la Banque de l'Algérie seraient mises à la disposition du Gouvernement et attribuées

à titre d'avances aux caisses régionales de crédit agricole mutuel. Une organisation fut mise sur pied, comprenant à la base des caisses locales et au-dessus des caisses régionales, dispensatrices et régulatrices du crédit (1).

Ces dernières devaient être les intermédiaires entre l'Etat et les caisses locales, en même temps qu'elles contrôlèrent le fonctionnement de celles-ci. En 1902 il existait 3 caisses régionales de crédit agricole mutuel et 25 caisses locales.

La loi du 29 décembre 1911 porta de 3 à 5 millions l'avance consentie par la Banque de l'Algérie ; enfin la loi du 3 décembre 1913 prévoit de la manière suivante la répartition des redevances qu'elle établit :

- 1^o 100.000 francs aux coopératives agricoles ;
- 2^o 200.000 francs à des institutions de crédit agricole à long terme ;
- 3^o Le surplus à des sociétés d'habitations à bon marché, sociétés d'assurance mutuelle agricole, sociétés de propagande industrielle, commerciale et touristique, sociétés de recherches et mise en valeur des richesses archéologiques et artistiques.

Pendant les années qui précédèrent la guerre un mouvement de propagande très intense fut fait auprès des agriculteurs eux-mêmes en faveur des caisses de crédit mutuel agricole. Qu'il nous suffise de citer à ce sujet la tournée de conférences faites dans le

1. Cf. Jais, *op. cit.*, p. 120 et s.

département d'Oran par le député Eugène Etienne.

Essayons maintenant de voir quel fut le résultat de tous ces efforts très louables. D'après le rapport adressé au président de la République et annexé au *Journal Officiel*, le nombre des caisses de crédit mutuel agricole s'élevait au 31 juillet 1914 à 41, dont 17 pour le département d'Alger, 13 pour le département de Constantine et 10 pour le département d'Oran. Leur capital représentait : 1.454.005 francs de souscrits, dont 759.680 de versés pour le département d'Alger ; 1.999.850 francs de souscrits, dont 622.475 de versés pour le département de Constantine ; 1.137.620 francs de souscrits, dont 715.145 de versés pour le département d'Oran. Les dépôts s'élevaient à 3.502.577 pour les 3 départements. Enfin le nombre des effets escomptés pendant l'année se montait à 18.264 pour une somme de 15.620.663 francs.

Ces résultats sont loin d'être négligeables. Néanmoins la Banque de l'Algérie n'était pas très favorable au développement de ces établissements, se méfiant, semble-t-il, de leur gestion. Écoutons à ce sujet ce que disait M. Giraud aux délégations financières (1) : « Jusqu'ici la banque n'a pas refusé d'escompter directement le papier des caisses de crédit mutuel agricole, mais elle se montre très circonspecte en ce qui concerne ces papiers, prétendant que ces caisses, à part quelques-unes, ne fonctionnent

1. Délégations financières, 1917, séance du 5 avril.

pas d'une façon normale et que l'inspection n'en est pas suffisamment assurée. » D'autre part, dans son rapport au président de la République du 24 novembre 1916, le Gouvernement général signalait que la Banque de l'Algérie refusait d'escompter du papier des caisses locales et des caisses régionales.

Nous verrons, dans notre troisième partie consacrée au renouvellement du privilège, quelles mesures ont été prises par les nouvelles conventions, mais d'ores et déjà nous pouvons remarquer qu'il existe entre les opérations du Crédit agricole et les opérations de la banque d'émission une antinomie à peu près irréductible (1).

Ce n'est pas, comme on le dit habituellement, que les banques d'émission soient éloignées du crédit à long terme parce que le crédit qu'elles ont elles-même est à très court terme, exposées qu'elles seraient à des demandes de remboursement de leurs billets. Si, en effet, dans les premiers temps de sa création, le billet de banque a été considéré comme une promesse de payer, il en est aujourd'hui assez différemment. L'habitude est prise, et bien prise d'y voir une véritable monnaie et, en ce qui concerne les règlements intérieurs, peu nous chaut d'ailleurs que ce billet soit ou non remboursable en espèces.

C'est pour une raison très différente que les banques d'émission s'écartent, et très justement à mon sens,

1. Nous n'envisageons, bien entendu, pour le moment, que l'époque normale d'avant guerre où le cours forcé n'était pas en vigueur.

d'engagements à trop long terme : c'est parce que leur crédit est à ce point lié au crédit public, que le moindre ébranlement de l'un entraînerait un ébranlement corrélatif immédiat de l'autre. Aussi, pour conserver intact ce crédit, pour éviter qu'il puisse être suspecté le moins du monde, les banques d'émission sont-elles tenues à une extrême prudence.

C'est pourquoi on ne peut guère demander à la Banque de l'Algérie l'escompte direct du papier agricole. La solution de ce problème pourrait être trouvée dans la mutualité qui a donné par ailleurs de si excellents résultats. Un droit de contrôle très étendu serait donné à la banque sur les mutuelles afin de calmer ses justes appréhensions : mais en cette matière, la banque ne peut guère que se servir d'intermédiaire et peut-être favoriser ces mutuelles en leur accordant un taux d'escompte préférentiel.

Quoi qu'il en soit, il ne faut pas oublier les services rendus par la banque, en particulier le prêt de 4 millions qu'elle a consenti sans intérêt au département de Constantine, après la crise de mildew de 1899 et il faut reconnaître que ces incursions dans le domaine du crédit agricole ont été assez malheureuses pour qu'elle soit peu disposée à tenter de nouvelles expériences.

CHAPITRE IV

LE COMPTE COURANT DU TRÉSOR

C'est peut-être là le service le plus considérable et aussi le moins connu et le moins apprécié que la Banque de l'Algérie rende à la colonie. Bien peu en effet se rendent compte et du fonctionnement de ce compte et de son utilité, tant il paraît naturel qu'aucun change n'existe entre l'Algérie-Tunisie et la métropole. C'est pourtant un véritable paradoxe alors que le billet algérien n'a pas cours en France.

Etudions d'abord la question sous son aspect théorique. Certains auteurs ont soutenu qu'il y avait inéluctablement un change entre un pays et ses colonies hors le cas où la monnaie coloniale serait admise dans la mère patrie et réciproquement, sans aucune distinction. Le problème n'est pas posé d'une façon précise : il existe plusieurs sortes de change qu'il importe de bien distinguer :

1° En premier lieu, le change n'est pas forcément international, il peut être intérieur. La France même a connu de ces changes intérieurs ; il a alors pour but de faciliter les règlements et d'économiser les transports d'espèce : aujourd'hui, cette sorte de

change n'appartient plus qu'à l'histoire économique, depuis qu'existent des moyens de règlement plus commodes : chèques et mandats postés;

2° Le change international peut n'être qu'un moyen annexe de règlement, employé pour sa plus grande commodité mais pouvant être remplacé par l'envoi de métal. Dans ce cas, — et c'est ce qui existait avant la guerre — les variations de change seront limitées. Il ne pourra jamais atteindre un tarif supérieur aux frais d'envoi d'espèces métalliques. Ce sont les barrières bien connues appelées « gold point » d'entrée et de sortie entre lesquelles évoluaient avant la guerre le change franco-anglais, par exemple. Le problème se posera exactement de la même façon s'il est possible d'envoyer d'un pays à l'autre des billets sous enveloppe, comme cela peut se produire entre une métropole et sa colonie, soit quelles emploient la même monnaie fiduciaire (entre la France et Madagascar par exemple) soit parce que les monnaies qu'elles emploient sont convertibles l'une dans l'autre. Si le droit au change devient trop élevé, les débiteurs useront de cet autre moyen de règlement qui consiste à expédier des billets, et de lui-même le tarif du change baissera.

3° Mais il y a des cas — et c'est aujourd'hui la généralité — où la lettre de change est le seul moyen de règlement entre deux pays. Les variations du change sont alors illimitées et les exemples surabondent malheureusement de dépréciations effrayantes

de certains billets de banque. Il n'y a plus alors aucune garantie, aucune sécurité dans les échanges internationaux. Faute de monnaie exportable on ne pourra payer à l'étranger qu'en achetant des traites : les débiteurs devront donc se soumettre au tarif qui leur est demandé, quelque onéreux qu'il soit. Ce régime est celui qui régit aujourd'hui les rapports internationaux par suite de l'interdiction d'exportation de l'or, conséquence de la proclamation du cours forcé. Mais il peut même exister entre une métropole et sa colonie ; nous en constatons les tristes effets entre la France et l'Indo-Chine : cette situation résulte de ce fait que l'Indo-Chine ne reçoit pas de monnaie française et qu'elle ne peut expédier au dehors que des piastres d'argent.

De tout cela, nous pouvons tirer la conclusion suivante : le problème du change se posera inéluctablement entre la colonie et la mère patrie mais il ne pourra être résolu que si les deux pays ont une monnaie commune ou du moins deux monnaies convertibles l'une dans d'autre.

Voyons maintenant le cas particulier de l'Algérie. Le commerce algérien s'effectue presque uniquement avec l'extérieur : en ce qui concerne ses relations avec les pays étrangers, sa balance du commerce est régulièrement créditrice, ce qui lui permet de régler très facilement ses dettes envers ces pays. Il n'en est pas du tout de même en ce qui concerne ses relations avec la France. L'Algérie y exporte

beaucoup moins qu'elle n'en importe : l'excédent qui se chiffrait avant la guerre par 100 ou 150 millions annuellement s'est aujourd'hui beaucoup accru en valeur absolue, mais si l'on tient compte de la dévalorisation du franc la proportion est restée à peu près la même.

Cette constatation entraîne une conclusion naturelle : le franc algérien doit subir une dépréciation constante, analogue à celle dont on a cherché si longtemps, mais en vain, à préserver le franc de nos vieilles colonies, Antilles ou Réunion. Pourtant, il n'en est rien. Lorsqu'un Algérien veut envoyer de l'argent en France il lui suffit de prendre un mandat-poste pour lequel il ne paiera que les frais de port ordinaires, qui ne sont pas plus élevés d'Algérie en France qu'entre deux départements français. Il peut aussi s'adresser à la banque et la charger d'effectuer le paiement en France, ce qu'elle fera moyennant une commission minime : c'est qu'en effet si la banque manque de traites sur la France, il lui suffit de prendre un mandat à la poste comme le ferait un simple particulier : et les deux procédés se ramènent ainsi à un seul. Comment un équilibre si parfait a-t-il pu s'établir, c'est ce que nous allons chercher à voir.

L'Algérie n'a pas de Trésor particulier : le Trésor français possède simplement à Alger un compte qui paie toutes les dépenses de l'Etat en Algérie et encaisse toutes ses recettes. Ce compte tenu par le

trésorier payeur général n'est pas connu : ce qui apparaît au bilan de la banque c'est le compte courant que le Trésor public possède à la banque.

Lorsqu'on envoie un mandat d'Algérie en France l'argent versé à la banque est porté au crédit du compte courant : mais il ne sort pas d'Algérie. En France le destinataire du mandat sera payé sur d'autres crédits par les postes françaises. On a en somme par ce moyen créé à Alger un fonds de conversion qui permet à la colonie de se procurer de l'argent sur la métropole à un taux fixe : mais ce fonds, semble-t-il, doit être rapidement épuisé, puisque, nous l'avons vu, les créances de l'Algérie sur la France sont régulièrement inférieures à celles de la France sur l'Algérie. Or, il n'en est rien, et ce fonds est tout au contraire indéfiniment extensible. Pendant les dix années qui ont précédé la guerre, l'excédent des mandats émis sur les mandats payés n'a jamais été en Algérie inférieur à 120 millions de francs.

Années	Excédent (en millions de francs)
1904	126
1905	130
1906	130
1907	128
1908	121
1909	136
1910	137
1911	147
1912	230
1913	215

Soit au total. . . . 1.500

Voilà donc en dix ans une différence de 1.500 millions de francs et pourtant le compte courant ne s'est guère modifié, sinon vers 1912 et pour des raisons toutes différentes, mais il n'a jamais dépassé 207 millions, chiffre qui est loin d'expliquer tous les excédents accumulés que nous venons de voir.

C'est que la France a utilisé ses disponibilités en Algérie : tout d'abord, le Gouvernement français emploie très judicieusement une partie de ce solde au paiement des dépenses militaires, annuités de chemins de fer, rentes, pensions. Le supplément est appliqué au développement de la colonie : ce sont les capitaux métropolitains placés en Algérie que la banque transforme en ses billets.

Il y a donc là un système de convertibilité qui repose sur l'appui d'administrations d'Etat. Tout est bâti sur ce fait que la banque achète tout le papier tiré sur la France par les exportateurs algériens ; lorsqu'elle manque de remises elle emprunte au Trésor et celui-ci utilise en Algérie même les disponibilités qui résultent pour lui de ces emprunts (1).

Mais ces emprunts au Trésor ne sont pas absolument gratuits : si les 20 premiers millions sont prêtés sans intérêt, il existe pour toutes les sommes empruntées au delà de 20 millions un taux d'intérêt croissant. Actuellement le tarif est le suivant :

1. Cf. B. Laverne, *op. cit.*, et H. Avenol, *Les Banques Algériennes et la Banque de l'Algérie*.

Jusqu'à 20 millions.....	aucun intérêt.
De 20 à 25 millions.....	1 o/o
De 25 à 30 millions.....	2 o/o
De 30 à 60 millions.....	2,50 o/o
De 60 à 100 millions.....	2,75 o/o
De 100 à 125 millions.....	3 o/o.
Au delà de 125 millions....	Le taux moyen des Bons du Trésor pen- dant le trimestre précédent sans que ce taux puisse être inférieur à 3 o/o.

La gratuité des 20 premiers millions n'était d'ailleurs qu'une compensation de la charge imposée à la banque par la Convention du 30 novembre 1911 qui l'obligeait à mettre à la disposition de l'Etat une somme de 100 millions en cas de mobilisation.

On a souvent considéré ce tarif progressif comme une sorte de change pour cette raison que son taux croît au fur et à mesure que les besoins de traites sur la France augmentent en Algérie : si c'en est un il est en tout cas bien minime ; en outre étant fixé il ne saurait entraîner aucune gêne pour le public qui d'ailleurs ne s'en doute même pas : et à la vérité, ce n'est pas un change.

Mais le point le plus original de ce mécanisme dont M. Lavergne a pu dire qu'il « s'est révélé le plus perfectionné qu'il soit possible d'imaginer entre une métropole et une colonie (1) », c'est peut-être la

1. B. Lavergne, *op. cit.*, p. 39.

manière dont il a vu le jour. Avant 1878 il existait simplement trois comptes courants à Alger, Oran et Constantine ouverts aux trésoriers de ces départements. Ceux-ci déposaient leurs fonds à la banque et les en retiraient au moyen de chèques et de quittances. En 1878, le ministre des Finances, pour des raisons de commodité décida qu'aucune distinction ne serait plus faite entre Trésor algérien et Trésor français. La France et l'Algérie paieraient l'une pour l'autre, encaisseraient l'une pour l'autre. Le Trésor français aurait simplement à Alger un compte courant où s'enregistreraient ces différentes opérations, mais à cette époque nul ne prévoyait le résultat considérable qu'entraînerait cette innovation considérée alors comme une simplification de comptabilité.

Les avantages de ce système sont en effet inappréciables et compensent de loin les quelques inconvénients qu'il entraîne. Le premier et le plus important est cette convertibilité à un taux fixe des deux monnaies : c'est à cette fixité, on peut le dire, qu'est dû pour la plus grande part le développement actuel de l'Algérie. Quel métropolitain aurait osé envoyer son argent dans la colonie s'il avait eu, en outre les risques normaux, à craindre l'aléa d'une perte au change toujours possible : ou bien alors à quel taux aurait-il fait payer son concours financier ? C'est une sécurité immense et souvent inaperçue pour le colon algérien, pour l'exportateur, pour tous ceux qui ont des relations d'affaires de France en Algérie et d'Al-

gérie en France que cette équivalence des deux monnaies, pourtant impénétrables.

On a vivement reproché à ce mécanisme de fausser le marché algérien parce qu'il est une création contraire aux lois économiques. La banque, dit-on, reste sans avertissement à l'approche des crises. C'est une erreur de croire que la stabilité des changes dispense la Banque de l'Algérie d'avoir dans une certaine mesure une politique de change : dans les bonnes années les Algériens peuvent être amenés, lorsque le taux de l'argent est assez bas, par suite de l'abondance des capitaux, à emprunter à la banque pour faire des placements à l'extérieur : opérations défavorables pour la banque amenant en outre un déséquilibre de la balance des comptes algérienne. Aussi, la banque a-t-elle toujours les yeux fixés sur le solde du compte courant. Certes, celui-ci est loin de représenter, comme on le croit souvent, l'état de la balance commerciale de la colonie puisque les recettes en Algérie sont inscrites au crédit d'un compte du Trésor qui n'est pas publié et les dépenses à son débit : le compte courant tenu par la banque n'indique que les mouvements des sommes versées et reprises par le trésorier payeur général à la banque. Il n'en reste pas moins une indication très sérieuse ; un accroissement considérable de ce compte rend à peu près certaine une balance défavorable. C'est ce qui se passa en 1912 ; cette crise devait d'ailleurs montrer que la Banque de l'Algérie si elle avait le moyen

de déceler l'approche du péril avait aussi celui de le faire disparaître. Elle y avait un grand intérêt car le grossissement du compte du Trésor entraîne pour elle le paiement d'intérêts élevés et ce n'est pas le côté le moins curieux de ce système que de faire payer la perte du change non à l'intéressé mais à l'établissement d'émission. C'est en tout cas, une inappréciable garantie.

CHAPITRE V

SITUATION GÉNÉRALE A LA VEILLE DE LA GUERRE

Maintenant que nous avons passé en revue les principales sources d'activité de la Banque de l'Algérie, efforçons-nous de voir rapidement quelle était sa situation générale à la veille de la guerre. L'exercice 1913-1914 ayant été affecté en partie par la guerre, nous étudierons donc l'exercice 1912-1913.

Le 27 novembre 1913, M. Emile Moreau, directeur général de la Banque de l'Algérie, rendant compte de la gestion du Conseil à l'Assemblée générale des actionnaires, leur soumettait le bilan suivant. Nous nous efforcerons, dans la présentation de ce bilan, de placer les comptes dans un ordre méthodique, de façon à en faciliter l'étude.

ACTIF		
Disponibilités à vue	Encaisse.....	69 415.037
	Rentes sur l'Etat.....	29.112.750
	Portefeuille.....	325.003.649
Disponibilités à terme	Avances sur titres.....	1.173.656
	Correspondants d'Algérie.....	14.867.496
	Correspondants de France.....	4.846.440
	Effets remis par la Banque.....	11.853.204
Immobilisations	Hôtels de la Banque.....	8.006.936
	Avances à l'Etat français.....	5.000.000
	Avances à l'Etat tunisien.....	1.000.000
Comptes d'ordre	Succursales.....	628.769.518
	Bureaux auxiliaires.....	115.126.445
	Titres de la caisse des retraites.....	3.855.020
	Soit au total	1.328.071.000 francs environ.

PASSIF

Passif exigible	{	Circulation.....	228.466.150
		Bordereaux à payer.....	38.980
		Compte c. sur place.....	15.821.126
		Chèques à payer.....	172.180
		Dividendes à payer.....	124.158
Passif exigible à terme	{	Recouvrements à effectuer	1.147.457
		Trésor public.....	137.448.941
		Trésor tunisien.....	28.526.401
Passif non exigible	{	Banque de France.....	8.314.305
		Capital.....	20.686.436
		Réserves statutaires.....	8.333.333
		Réserves immobilières....	8.006.936
		Réserve extraordinaire...	12.353.103
Comptes d'ordre	{	Comptes divers.....	10.074.321
		Banque de l'Algérie son cte. avec les succursales	623.276.342
		Réescompte du portefeuille	1.801.435
		Caisse des retraites.....	3.995.494
		Pertes et profits.....	6.606.704
		Effets envoyés en recouvre- ment.....	118.563.717

1^o COMPARAISON DES DISPONIBILITÉS ET DES EXIGIBILITÉS. — C'est le premier point à examiner, car cette comparaison révèle assez sûrement la situation de trésorerie d'une banque.

En gros nous voyons que le passif exigible comprend à peu près les comptes suivants:

Circulation	228.466.150
Comptes Ct. sur place.....	15.821.126
Bordereaux à payer	38.980
Chèques à payer	172.180
Dividendes à payer.....	124.158
Recouvrements à effectuer..	1.147.457
Soit au total	245.770.101

En face de ces 245 millions exigibles, les dispo-

nibilités immédiates se chiffrent de la manière suivante :

Encaisse.....	69.415.037
Rentes sur l'Etat.....	29.112.750
Portefeuille.....	325.003.749
Soit au total.....	<u>423.534.536</u>

Le degré de liquidité est donc de $\frac{245 \times 100}{423} = 57 \%$ ce qui est l'indice d'une excellente situation de trésorerie.

Certes il y a beaucoup de réserves à faire sur un calcul de ce genre. « L'étude des bilans, dit M. Oualid, ne suffit pas à révéler la situation exacte d'une banque, car, même si apparemment, le montant nominal des créances liquides ou rapidement réalisables dépasse les dettes immédiatement ou très prochainement exigibles, leur valeur de réalisation est à la merci d'une crise, rendant le client insolvable (1). »

Ainsi nous devons faire remarquer que dans le portefeuille, toutes les créances ne sont pas également bonnes, ou également réalisables. Parmi les rentes sur l'Etat 12.500.000 francs sont immobilisés, l'article 6 des statuts obligeant la banque à conserver toujours la moitié de son capital en fonds d'Etat.

Mais nous n'étudions pas ici la manière dont la banque aurait pu liquider sa situation ; nous avons seulement voulu montrer que sa trésorerie était tout à fait au large, et c'est là le critérium le plus sérieux d'une bonne situation financière.

1. W. Oualid, *op. cit.*

2^o IMPORTANCE DES IMMOBILISATIONS. — En ce qui concerne les immobilisations nous constatons, comme on pouvait s'y attendre, que le chiffre qui les représente au bilan est assez faible, puisqu'il ne représente que 0,67 du total du bilan : 8 millions pour plus d'un milliard. En outre ce compte a sa contrepartie exacte au passif, dans le compte « réserves immobilières », ce qui signifie que les immobilisations sont entièrement amorties. D'ailleurs à chaque construction ou achat d'immeuble, une somme correspondant à la valeur de l'immeuble est portée au compte « Amortissement »; ainsi en 1913-1914, pour la construction d'un immeuble évalué à 400.000 francs. C'est là l'indice d'une sage et prudente gestion.

3^o IMPORTANCE DES RÉSERVES. — L'article 29 des statuts oblige la banque à constituer une réserve égale au tiers de son capital, soit 8.333.333 fr. 33. Celle-ci a atteint son maximum, mais le Conseil d'administration a cru bon d'aller au delà des obligations imposées par les statuts, et à cet effet il a créé une « réserve extraordinaire », poste qui comportait déjà en 1913 12.353.103 francs, soit une somme presque égale à la moitié du capital.

On a souvent critiqué assez vivement l'importance de ces réserves. Cette question est d'ailleurs presque toujours une source de conflits entre les actionnaires et le Conseil. Ceux-là, ne voyant que leur intérêt immédiat, et ayant le désir assez légitime de toucher des dividendes plus élevés, se désintéressent assez fa-

cilement de l'avenir d'une société dont ils ne sont que les créanciers temporaires, jusqu'au jour où, le cours des actions ayant monté, ils vendront leurs titres.

Celui-ci au contraire, soucieux d'assurer la gestion la plus prudente, est assez porté à favoriser les actionnaires futurs au détriment des actionnaires présents.

On ne saurait l'en blâmer, si l'on songe que la banque n'a pu surmonter la crise de 1899-1900, qu'à l'aide des importantes réserves que son Conseil avait eu la sagesse de constituer. Si nous nous reportons aux bilans de cette époque, nous voyons que les réserves qui atteignaient 19.462.000 francs en 1899, tombèrent en 1900 à 53.389 francs. Aussi serait-on mal fondé à venir reprocher à la banque un excès de prévoyance, facilement explicable. Quoi qu'il en soit, ces réserves permettaient certainement à la banque d'éviter une augmentation de capital, mais ce chiffre n'est pas suffisamment exagéré, pour nous permettre de critiquer sur ce point, la gestion du conseil.

4° L'ACTION DE LA BANQUE. — Nous allons maintenant étudier rapidement l'action de la Banque d'Algérie; c'est-à-dire cette créance que possède contre elle tout prêteur. On peut l'envisager à deux points de vue bien différents :

a) On peut chercher d'abord la valeur intrinsèque de cette créance, sa valeur de réalisation.

Pour ceci, retranchons des valeurs composant l'actif réel, c'est-à-dire ce que l'entreprise possède effectivement, le montant du passif exigible. En divisant la

différence par le nombre d'actions ou aura la valeur de liquidation de l'action.

D'après le bilan précédent, l'actif réel se monte à peu près à 490.200.000 francs et le passif exigible à 424.900.000 francs.

Différence: $490.200.000 - 424.900.000 = 65$ millions 300.000.

Le nombre des actions à rembourser étant de 50.000, il y aura pour chaque action

$$\frac{65.300.000}{50.000} = 1.306 \text{ francs.}$$

C'est un cours très élevé, mais il faudrait tenir compte des dépréciations que subirait l'actif en cas de liquidation anticipée;

b) Mais pour l'actionnaire temporaire une autre valeur seule compte, c'est la valeur vénale ou cote de la Bourse. Celle-ci est en général plus élevée que la valeur de liquidation, et c'est ici le cas, puisque la moyenne des cours de l'action de la Banque de l'Algérie a été en 1913 de 3.279 fr. 82. C'est tout d'abord une preuve de confiance de la part du public, mais c'est aussi que la cote en Bourse tient compte de divers éléments qui ne sont pas chiffrés dans le bilan : clientèle, monopoles, etc.

Mais ce qu'il est intéressant surtout de constater, c'est la progression constante du cours de cette action; cette constance est, bien plus que le cours élevé de l'action, le symptôme d'une situation solide et bien établie.

Voyons, dans un petit tableau, le cours de l'action, les bénéfices réalisés, et les dividendes distribués dans les années qui ont précédé la guerre.

Années	Bénéfices nets	Dividendes	Cours de l'action
	fr.		fr.
1906-1907	2 470.000	42,50	1 271 »
1907-1908	3.621.000	42,50	1.380 »
1908-1909	4.465.000	55	1.574,29
1909-1910	6.347.000	60	1.708,52
1910-1911	6.943.000	60	2.107,08
1911-1912	8.255.000	85	3.014,71
1912-1913	9.077.000	105	3.279,82

La simple succession de ces chiffres se passerait de commentaires : progression continue des bénéfices, ayant pour corollaire une progression dans le dividende distribué et dans le cours de l'action en bourse.

On retiendra surtout la régularité de ces augmentations qui est l'indice d'une situation prospère. Enfin cherchons quel était le taux de placement pour un capitaliste achetant des actions de la banque.

Pour un capital de 3.279 fr. 82, il recevait un revenu de 105 francs, soit $\frac{105 \times 100}{3.280} = 3,02$ 0/0. C'était

même en 1913, un taux de placement assez bas, qui est une preuve de la confiance dont jouissait notre grand établissement financier de l'Afrique du Nord. Ses actions n'étaient pas considérées comme des valeurs spéculatives donnant des dividendes élevés, au risque de ne plus rien distribuer l'année suivante,

mais comme des placements de tout repos, pour lesquels la sécurité qu'ils assurent permet de se contenter d'un rendement bien plus faible.

Quant à l'action de la banque sur la vie économique de l'Afrique du Nord, elle était considérable, et c'est à bon droit que M. Moreau pouvait le 31 octobre 1913, rendre toute justice à son établissement et traiter « d'inconsistantes » les critiques passionnées dirigées contre lui.

C'est qu'en effet pendant l'hiver 1912-1913, la banque avait eu à intervenir énergiquement.

Les années précédant la crise, et en particulier l'année 1910, avait été, comme il se produit toujours en pareil cas, des périodes d'exceptionnelle prospérité. Une série de circonstances heureuses, mauvaises récoltes en France, récoltes abondantes en Algérie, entraînèrent une hausse des prix des céréales et des vins, et permirent aux colons algériens de réaliser des bénéfices considérables.

Il en résulta une augmentation du prix de la terre et une fièvre de spéculation qui, naturellement, abusait du crédit sous toutes ses formes. Loin d'entraîner un accroissement de l'épargne, cette ère de prospérité ouvrait la porte aux dépenses excessives, aux placements hasardeux, aux spéculations inconsidérées.

L'année 1912 vit les disponibilités de l'Algérie diminuer considérablement; dans toutes les banques les dépôts baissaient, alors que le portefeuille s'enflait. En même temps le compte du Trésor croissait

démessurément, accru qu'il était par les envois d'argent que les Algériens faisaient en France. Au 31 janvier 1913, il atteignait 214 millions.

La banque se trouvait ainsi dans la situation suivante : on lui demandait des capitaux, qui étaient immédiatement transformés en mandats-poste et venaient grossir le compte du Trésor, c'est-à-dire une dette payable en or à Paris. En présence de cette situation paradoxale et dangereuse, le Conseil d'administration décida d'augmenter le taux de son escompte. Par là il ralentissait les demandes de crédit et attirait en Algérie les capitaux étrangers et métropolitains par l'offre d'un taux plus rémunérateur. Au même moment d'ailleurs, la Compagnie algérienne et le Crédit foncier, pour se procurer des disponibilités, furent amenés à augmenter leur capital.

Peu à peu la situation redevient normale, et la proportion entre les différents comptes de la banque se rétablit, mais il est intéressant de constater la corrélation qui a existé entre le taux de l'escompte et le solde créditeur du compte du Trésor et qui apparaît sur le tableau suivant (1) :

Dates	Taux	Compte du trésor
17 octobre 1912	5 0/0	125.480.191
4 novembre 1912	5,50 0/0	152.383.771
27 décembre 1912	6 0/0	202.241.517
15 mai 1913	5,50 0/0	170.658.370
11 août 1913	5 0/0	139.411.376

1. Nous ne tiendrons compte que du taux commercial, le taux de campagne le suivant d'ailleurs exactement dans ses variations, mais 1 0/0 plus cher.

Cette exemple avait seulement pour but de montrer l'influence considérable que la Banque de l'Algérie exerce sur la situation financière de l'Afrique du Nord. Pour reprendre l'expression d'un délégué financier algérien M. Lisbonne, « la banque a été la dispensatrice et surtout la régulatrice du mouvement financier. Par le jeu de la modification de l'intérêt elle a pu enrayer un mouvement trop accentué dans les dépenses et mettre un frein à l'imprévoyance de nos colons (1) ».

5^o VALEUR MONÉTAIRE DU BILLET ALGÉRIEN. — On peut se demander comment dans les circonstances les plus difficiles le crédit du billet de la Banque de l'Algérie est toujours resté inébranlable : c'est que cet établissement a deux puissants appuis et c'est ce dont beaucoup de personnes ne semblent pas se douter surtout en Algérie.

Lorsque la banque manque de papier sur la France il lui suffit nous l'avons vu dans le chapitre précédent d'emprunter au Trésor. Le taux d'intérêt payé par elle s'élève progressivement au montant de ses emprunts mais jamais le Trésor ne lui refuserait son aide : c'est donc pour elle une sécurité absolue d'être soutenue presque sans limite par le ministère des Finances.

Mais elle a un deuxième étai : c'est la banque de France : puisqu'en effet, les Algériens sont toujours

1. Rapport aux Délégations financières sur le renouvellement du privilège de la Banque de l'Algérie, session d'avril 1917

sûrs de pouvoir échanger au pair leurs billets contre des billets français. Il y a là une solidarité qui assure à la Banque de l'Algérie, outre son crédit propre, tout celui dont jouit la Banque de France. Cette étroite association dont les avantages ont été incalculables avant et pendant la guerre n'a pas cessé aujourd'hui et c'est l'erreur de beaucoup d'Algériens de se désintéresser de la situation financière de la Banque de France dans la pensée que leur billet algérien ne subirait pas les mêmes bouleversements que le billet métropolitain. Souhaitons seulement que ces traverses soient évitées à nos deux établissements d'émission.

En somme, il résulte de cette étude qu'avant la guerre, la Banque de l'Algérie avec un capital de 25 millions, une circulation de 228 millions et une encaisse de 69 millions arrivait à subtenir aux besoins considérables de l'Algérie et supportait un portefeuille de 325 millions de francs.

Cette situation paradoxale ne peut s'expliquer que par l'existence des deux comptes des Trésors français et tunisien qui fournissaient à la banque d'importantes disponibilités puisqu'ils s'élevaient au 31 octobre 1913 le premier à 137 millions et le second à 28 millions et demi de francs.

Nous allons voir comment la guerre a profondément modifié cette situation.

DEUXIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

LA CRISE ÉCONOMIQUE RÉSULTANT DE LA GUERRE

Comment la Banque s'efforce de la surmonter

La déclaration de guerre, le 2 août 1914, ne pouvait manquer de causer en Algérie, comme en France, un immense bouleversement. Si nous étions loin du théâtre des opérations, le même enthousiasme et la même angoisse nous étreignaient, angoisse que l'absence de nouvelles rendait encore plus pénible.

Aujourd'hui il n'est plus personne qui ne rende hommage à ces vaillants régiments nords-africains, dont les traits d'héroïsme ne se comptent plus, et qui avaient à honneur d'être toujours (peut-être plus souvent qu'à leur tour) au premier rang. Mais pour ceux qui restaient, la vie se trouvait aussi brutalement modifiée, car les répercussions de la guerre s'y firent sentir immédiatement.

Deux événements, considérables en soi, bouleversèrent en effet du premier jour, on peut le dire, toute la vie économique algérienne : la proclamation du cours forcé et le moratorium des échéances.

COURS FORCE. — En matière de circulation fiduciaire on distingue le cours libre, le cours légal et le cours forcé des billets de banque.

a) Il y a cours libre lorsque la banque est tenue de rembourser en espèces métalliques le billet qu'on lui présente, et que les créanciers ne sont pas tenus d'accepter le dit billet en paiement.

b) Il y a cours légal lorsque la banque est tenue de rembourser en espèces métalliques le billet qu'on lui présente, et que les créanciers sont tenus d'accepter en paiement ce billet, qui possède ce qu'on appelle un pouvoir libératoire illimité. Cette hypothèse était la situation de tous les Etats civilisés avant la guerre.

c) Il y a enfin cours forcé, lorsque les créanciers sont obligés d'accepter le billet en paiement, et que la banque n'est pas tenue de le rembourser à présentation. Cette hypothèse se réalise lorsque le Gouvernement se trouve en présence de charges exceptionnelles si fortes qu'il ne peut y faire face que par des demandes d'argent à la banque, qui se traduisent en pratique par l'émission de papier-monnaie.

Avant la période actuelle, la France a déjà connu deux fois le cours forcé. Il a été décrété pour la première fois en 1848; ce ne fut d'ailleurs qu'une me-

sure de très courte durée : imposé le 15 mai 1848, il put être supprimé le 6 août 1850. La guerre de 1870 nous offrit un second exemple de cours forcé. On dut l'établir dès le 12 août 1870 et il dura cette fois jusqu'au 1^{er} janvier 1875.

La guerre de 1914, par les dépenses formidables qu'elle entraîna dès le premier jour, devait évidemment faire se renouveler cette situation. La loi du 5 août 1914, englobant la Banque de France et la Banque de l'Algérie, déclarait dans son article 3: « Jusqu'à ce qu'il soit disposé autrement par une loi, la Banque de France et la Banque de l'Algérie sont dispensées de l'obligation de rembourser leurs billets en espèces ». La Tunisie avait été encore plus prompte à prendre cette détermination puisque le « décret concernant le cours forcé de la Banque de l'Algérie » — c'est son titre — date du 1^{er} août 1914. Ce décret prévoyait en outre des peines d'amende et même de prison en cas de récidive pour ceux qui refuseraient ces billets, ou les prendraient pour une valeur inférieure à celle marquée. Enfin un dahir du 6 août 1914 étendait au Maroc la même mesure.

A l'heure où nous écrivons, cette situation exceptionnelle n'a pas encore pris fin, et nul ne peut prévoir quand on reviendra au droit commun. Rien, en tout cas, jusqu'à ce jour, n'en fait présager le retour. Cette mesure est d'une importance capitale car elle a permis à la banque comme nous le verrons plus loin, de se procurer par l'émission, les ressources

qu'elle ne trouvait plus dans les comptes du Trésor, et de faire à l'Etat des avances très importantes.

LE MORATORIUM DES ÉCHÉANCES. — La caractéristique des opérations commerciales est l'interdépendance étroite de tous ceux qui y participent. Il y a là un enchevêtrement de dettes et de créances réciproques tel que chacun, on peut le dire, a intérêt à la bonne marche des affaires de tous. Ce lien se vérifie particulièrement en cas de faillite d'une grosse maison, qui a toujours pour conséquence la cessation de paiement de plusieurs autres maisons, et le droit commercial ne pouvait manquer de prévoir de pareilles situations et d'appliquer aux commerçants malheureux toute sa mansuétude. Chacun est en droit, pour payer ses dettes, de compter sur les créances qu'il possède lui-même. Que ses débiteurs viennent à être défaillants, et voilà un commerçant mis dans l'impossibilité de se libérer.

A la déclaration de guerre, bien nombreux furent ceux qui partirent dès les premiers jours, sans avoir eu le temps d'arranger leurs affaires : aussi ne faut-il pas s'étonner de ce que de nombreuses créances demeurèrent en souffrance. Il n'était pas possible d'appliquer le droit commun à ces mobilisés qui avaient tout quitté pour répondre à l'appel de la Patrie en danger et dont les affaires se trouvaient de ce fait bien souvent très compromises. Pour ceux qui restaient, la situation sans être aussi noire, était loin d'être brillante par suite de cette dépendance réci-

proque. Des mesures exceptionnelles s'imposaient : elles furent prises dès les premiers jours d'août 1914. Le décret du 2 août 1914 rendit applicable à l'Algérie le décret du 31 juillet 1914 qui prorogeait de trente jours francs « les délais de protêts et les actes destinés à conserver le recours des valeurs négociables ». En outre les déposants des caisses d'épargne ne pouvaient se faire rembourser que 50 francs par quinzaine (décret du 31 juillet 1914). Les déposants des banques virent également leur droit au remboursement très limité : à 250 francs et les 5 0/0 du surplus (décret du 2 août 1914). C'était, on peut le dire, l'arrêt de toute la vie économique; c'étaient toutes les sources de revenu taries, les dépôts et l'argent en report immobilisés, les rentes des loyers suspendues, l'escompte supprimé, les échéances impayées, les créances irrecevables, suspendant entièrement le crédit. Il en résulta pour la Banque de l'Algérie un gonflement de son portefeuille engorgé d'effets sur les mobilisés, sur les ennemis, ou sur des particuliers privés de leurs revenus. Au 31 octobre 1914 il dépassait 434 millions.

La vie économique reprit pourtant, mais sur une nouvelle base; les achats se faisaient dorénavant presque exclusivement au comptant, ainsi que le constate M. Germain Martin dans un livre sur les finances de la France : et ce n'est, on peut le dire, qu'au compte-gouttes, que les crédits furent peu à peu accordés. La politique de la banque à ce sujet à même

été a cette époque très violemment critiquée. Dans un article publié dans le *Bulletin de la Société de géographie d'Alger*, M. Victor Demontes s'est fait, en ces termes, l'écho de ces critiques (1). « La campagne viticole de 1914 avait été très bonne : la production avait dépassé 10 millions d'hectolitres pour l'Algérie, mais cette surabondance avait été une première cause de dépréciation de ce produit. Puis la guerre était venue avec la désorganisation des transports maritimes, le retard des livraisons et l'arrêt des achats pour le commerce. On vendit peu et mal. Quand il s'agit de soigner la vigne au printemps suivant, les disponibilités des agriculteurs étaient faibles, la lutte contre les maladies cryptogamiques devenait particulièrement difficile et onéreuse pour une année très humide. Le warrantage des vins aurait alors rendu les plus grands services et l'action de l'administration s'exerça en ce sens auprès de la banque. Un prêt de un à deux millions largement garanti par le prix du vin ou même par celui de l'alcool qu'il contenait, aurait permis de sauver près de deux millions d'hectolitres de la récolte de 1915. Ce ne fut pas l'avis du directeur de la banque ». En effet, malgré les réclamations très pressantes du Gouvernement général, la banque — et ce sont les expressions même de son directeur général — « résista à ces sollicitations qui

1. Demontes, *L'Algérie pendant ces dix-huit mois de guerre*, (*Bulletin de la Société de Géographie d'Alger et de l'Afrique du Nord*, année 1915).

lui paraissaient dangereuses pour son crédit et d'ailleurs sans utilité, comme l'ont prouvé les événements, pour l'intérêt général (1) ». Ce refus et quelques autres affaires expliqueront en partie l'animosité que nous verrons au moment du renouvellement du privilège l'administration centrale de l'Algérie témoigner à la banque.

Le décret du 2 août 1914 ne prorogeait les échéances des valeurs négociables que pour trente jours francs, mais il n'était que le premier d'une longue série de décrets analogues qui prorogèrent d'abord de trente jours en trente jours (décrets du 29 août et 27 septembre 1914), puis de soixante en soixante jours (décrets du 27 octobre et 15 décembre 1914-25 février 1915), enfin de quatre-vingt-dix en quatre-vingt-dix jours (décrets du 15 avril, 24 juin, 16 octobre et 23 décembre 1915). Mais à cette époque déjà de nombreuses protestations s'étaient élevées contre cet état de choses. Outre un vœu de l'assemblée des présidents des Chambres de commerce d'Algérie du 19 décembre 1914, retenons simplement un rapport de la Chambre de commerce d'Alger du 30 juin 1915 qui présentait un projet de décret. Le rapporteur invoquait l'exemple de la Tunisie où un décret beylical du 20 mai 1915 avait fait cesser tout sursis légal de paiement pour les débiteurs non présents sous les drapeaux, et du Maroc où un arrêté viziriel

1. Compte rendu de M. Moreau, assemblée générale des actionnaires du 28 janvier 1925.

du 12 novembre 1914 avait dénoncé le moratorium des échéances et organisé sa liquidation. La question était délicate à résoudre car il était difficile d'établir un régime absolument opposé pour les mobilisés et pour les non mobilisés, et qu'en outre des précautions très sérieuses devaient être prises pour éviter des réclamations globales de l'arriéré par des mesures judiciaires inquisitoriales et humiliantes. Mais le maintien du moratorium avait aussi de graves inconvénients, permettant aux mauvais payeurs de ne pas s'acquitter, et à certains débiteurs malhonnêtes de réaliser leur actif pour se dérober ensuite en invoquant une prétendue insolvabilité. En Algérie, enfin, il est habituel chez les indigènes de retarder jusqu'aux plus extrêmes limites la date du paiement et de ne s'acquitter que contraints et forcés. Aussi les réclamations se firent-elles avec le temps de plus en plus nombreuses et de plus en plus vives. La Commission de législation du ministère du Commerce ne devait pas rester insensible à ces plaintes; elle prépara un projet de décret qui fut approuvé en octobre 1915 par une Commission algérienne du Moratorium, instituée à Alger par le gouvernement général. C'est pourtant en 1916 seulement qu'une solution devait intervenir.

Déjà le décret du 18 mars 1916, prorogeant de quatre-vingt-dix jours les échéances, réservait la question en Algérie et faisait prévoir un règlement spécial dans ce pays. C'est le décret du 20 mars 1916 qui assura la liquidation de ce moratorium : toutes

les échéances concernant les dettes des non-mobilisés devenaient exigibles après vingt-trois mois. Seuls les tribunaux de commerce avaient qualité pour accorder des délais supplémentaires. En même temps une lettre du ministre du Commerce au gouverneur général, en date du 18 mars 1916, l'assurait que « la Banque de l'Algérie avait pris l'engagement d'user avec ménagement des moyens que lui donneraient les nouveaux décrets pour poursuivre ses débiteurs ». Enfin un décret du 25 juillet 1916 étendit très justement le droit d'accorder des délais supplémentaires aux présidents des tribunaux civils et aux juges de paix à compétence étendue, comme il en existe de nombreux en Algérie.

On peut dire que cette série de décrets fut très favorablement accueillie en Algérie, et leur effet bien-faisant ne devait pas tarder à se faire sentir, si bien que M. Jonnard, gouverneur général de l'Algérie, pouvait, dans l'exposé de la situation de l'Algérie en 1917, s'exprimer en ces termes : « Le mouvement des affaires qui s'était considérablement ralenti au début de la guerre, a commencé dès l'année 1916 à reprendre une intensité rassurante. Au cours de 1917 la reprise n'a fait que s'accroître... Cette tendance est nettement accusée, non seulement par les comptes rendus des établissements financiers de la colonie, mais encore par l'augmentation marquée des exportations algériennes et par l'importance du nombre et du chiffre des opérations commerciales. La suppres-

sion du moratorium des effets de commerce a certainement contribué à la renaissance économique de l'Algérie. Accueillie avec un véritable soulagement dans les milieux commerciaux, elle a mis fin aux criants abus qui s'étaient produits sur certains points, à la faveur des moratoires, et personne ne conteste plus aujourd'hui les bienfaits de cette mesure. Au surplus la liquidation des effets moratoriés se poursuit dans les conditions les plus satisfaisantes et avec les plus grands ménagements. Jusqu'ici elle n'a soulevé aucune plainte fondée de la part des intéressés. »

Le 15 octobre 1920, le portefeuille moratorié de la banque ne s'élevait plus qu'à 7.762.819 francs dont le recouvrement total paraissait assuré (Compte rendu du directeur de 1920). Le 4 août 1914 il s'élevait à 356.617.442 francs.

LES SERVICES RENDUS PAR LA BANQUE A L'ÉTAT. — En présence du bouleversement général la Banque de l'Algérie ne pouvait rester indifférente. L'eut-elle voulu, qu'elle n'eut pu résister longtemps aux sollicitations pressantes d'un Etat dont les obligations s'étaient accrues dans des proportions considérables et qui avait besoin de ressources importantes et immédiates. C'est un moyen commode que ce recours aux banques d'émission commode et peu coûteux; n'ayant pas le caractère toujours aléatoire d'un emprunt auprès du public, surtout dans des circonstances troublées, il permet d'obtenir un taux d'intérêt infiniment moins élevé.

Aussi fut-il de tout temps employé par les gouvernements de tous les pays. Sans remonter à Louis XIV et à ses billets de monnaies, à la Révolution et à ses assignats, voyons rapidement que la Banque de France depuis sa création en 1802 a dû plusieurs fois s'incliner devant les exigences du Pouvoir central. Napoléon I^{er} déjà eut souvent l'intention de recourir à elle pour assurer les dépenses de ses guerres : mais la résistance énergique du gouverneur Mollien, l'empêcha de mettre ses projets à exécution. En 1848 nous voyons l'Etat se faire consentir des avances mais ce fut une pratique de courte durée. En 1870 il y eut un véritable conflit entre le Gouvernement provisoire et la banque dont la direction après avoir consenti des avances s'élevant à 100 millions se refusait à tout sacrifice nouveau. Mais la lutte était inégale. Le sous-gouverneur général fut contraint de se démettre ; il fut remplacé par un trésorier payeur général, et de ce jour les avances reprirent de plus belle. A la signature de l'armistice elles atteignaient déjà 815 millions ; elles devaient se monter quelques mois plus tard à 1 milliard 530 millions. Le remboursement fut beaucoup plus aisé qu'on aurait pu le croire, grâce sans doute à la ferme politique de la banque qui exigea l'exécution ponctuelle de la Convention de 1872, par laquelle le Trésor s'engageait à rembourser annuellement 200 millions. Le 1^{er} janvier 1878, on pouvait supprimer le cours forcé.

La guerre de 1914 devait entraîner pour l'Etat des

dépenses fantastiques, qui pour les mois d'août et septembre 1914 devaient s'élever à 1.100 millions par mois. Le gouvernement s'était, bien avant la guerre, assuré le concours des banques de France et d'Algérie par des conventions secrètes. La convention de juillet 1899 prévoyait 40 millions sous forme d'avances portant intérêt à 1 0/0 l'an (avenant du 6 juillet 1900). Le 30 novembre 1911 elle fut remplacée par une nouvelle convention. Par celle-ci la banque s'engageait, en cas de mobilisation générale, à mettre à la disposition du Gouvernement, à titre d'avance, une somme maximum de 100 millions de francs, mais seulement sous la condition qu'une loi serait votée, approuvant cette convention, élevant d'une somme équivalente la limite de la circulation et dispensant la banque de rembourser les billets en espèces. L'intérêt prévu était très faible, 1 0/0 l'an. Dès les premiers jours d'août 1914, le Gouvernement se vit contraint de demander aux chambres de voter un certain nombre de mesures exceptionnelles, justifiées par la situation et destinées, suivant les termes mêmes de l'exposé des motifs, « à assurer les premières ressources permettant de faire face aux besoins du Trésor (1) ». Ces mesures étaient la proclamation du cours forcé des billets des banques de France et de l'Algérie, l'augmentation de la faculté d'émission de ces deux établissements, et la ratification des conventions du 11 novem-

1. Documents parlementaires, 1914, Chambre, Annexe n° 418.

bre 1911 pour la Banque de France et du 30 novembre 1911 pour la Banque de l'Algérie. Ce fut la loi du 5 août 1914.

Là ne devait pas se borner le concours apporté à l'Etat par la Banque de l'Algérie. Le 9 septembre 1915, une nouvelle convention était passée entre M. Ribot, alors ministre des Finances, et M. Moreau, directeur général de la banque. Le montant des avances était augmenté de 100 millions. L'article 3 de cette convention posait un principe très important, tant par sa nouveauté que par l'engagement qu'il contenait : « L'Etat, y était-il dit, s'engage à rembourser dans le plus bref délai possible, les avances faites à l'Etat par la Banque de l'Algérie, soit au moyen des ressources ordinaires du budget, soit sur les premiers emprunts, soit sur les ressources extraordinaires dont il pourra disposer. » Cette clause ne devait d'ailleurs pas rester lettre morte, puisque, nous le verrons, moins de deux ans après l'armistice toutes les avances faites par la Banque de l'Algérie étaient remboursées.

Comme dans la Convention de 1911, ces avances devaient être représentées par des bons du Trésor à trois mois, renouvelables en tout ou parties, mais seulement pendant la durée du cours forcé. Le taux restait de 1 0/0, mais il devait être porté à 3 0/0 un an après la cessation des hostilités, ce supplément d'intérêt de 2 0/0 devant être affecté à un "compte de réserves, destinées à couvrir les pertes qu'aurait

pu subir la banque sur les effets moratoriés de son portefeuille. A défaut de cette utilisation, ces sommes seraient employées à l'amortissement de la dette de l'Etat envers la banque.

Enfin les avances de guerre ne devaient pas entrer en ligne de compte pour le calcul de la circulation productive. C'est qu'en effet l'article 4 de la loi du 29 décembre 1911 prévoit que la banque doit verser au Trésor une redevance calculée à raison de 0 fr. 50 par 100 francs de circulation productive. Pour ces avances de guerre existait une redevance spéciale (1), égale au produit de la somme avancée par le 1/8 de l'intérêt prévu. Celui-ci étant de 1 0/0 (art. 2 de la Convention du 6 septembre 1915), cela revient à dire que l'intérêt des avances était ramené à 7/8 0/0, donc un taux extrêmement faible. C'était en somme de l'argent presque gratuit que la banque fournissait à l'Etat : il est vrai que cet argent lui revenait fort bon marché, ne lui coûtant que les frais de fabrication puisqu'à chaque demande nouvelle d'avances, correspondait un décret augmentant la faculté d'émission, ainsi qu'en fait foi le petit tableau suivant :

1. Ce régime devait être modifié par la Convention du 12 décembre 1917 comme nous le verrons dans notre troisième partie.

AVANCES DE LA BANQUE		MONTANT DE L'ÉMISSION	
	Millions		Millions
Convention du 30 nov. 1911, ratifiée par loi du 5 août 1914. . .	100	Loi du 29 déc. 1911 . . .	300
Convention du 6 sept. 1915, ratifiée par loi du 30 nov. 1915 . .	100	— 5 août 1914 . . .	400
Convention du 3 juin 1918, ratifiée par loi du 24 juillet 1918. .	100	Décret du 26 sept. 1914 .	450
Convention du 23 sept. 1918, ratifiée par loi du 8 oct. 1918. . .	100	— 27 nov. 1915. .	500
		— 27 juillet 1917. .	550
		— 10 sept. 1917. .	600
		— 12 oct. 1917 .	650
		— 28 mai 1918 . .	700
		— 13 août 1918 .	800
		— 13 sept. 1918. .	900

Par deux fois on le voit, au cours de l'année 1918, l'Etat fait appel à la Banque de l'Algérie; c'est l'époque où les dépenses de guerre deviennent le plus considérables, mais aussi où le Gouvernement comptait surtout pour se procurer des ressources sur l'inflation sous ses diverses formes. Le 30 novembre 1918 le montant des avances de guerre était de 360.900.000 fr. Ce n'était que peu de chose auprès des efforts de la Banque de France, dont la circulation fiduciaire augmenta dès les premiers mois de 1918 de 247 millions par semaine, et dont les avances passèrent du 2 janvier 1919 au 2 janvier 1920, de 17 milliards 800 millions, à 25 milliards 850 millions. « Ce fut la seule pratique financière d'un gouvernement, dont le chef bénissait le ciel de ne pas l'avoir fait naître économiste (1). »

Plus heureuse que la Banque de France, la Banque de l'Algérie allait voir ses avances rapidement soldées.

1. M. Germain Martin à son cours, 1923-1924.

La politique de déflation pratiquée par M. François Marsal, permit à l'Etat, en même temps qu'il diminuait sa dette vis-à-vis de la Banque de France, d'éteindre celle qu'il avait envers la Banque de l'Algérie. Au 31 octobre 1919, le compte « avances exceptionnelles à l'Etat » figurait au bilan pour une somme de 340.850.000 francs. Au 31 octobre 1920, il avait disparu du bilan. Tout était soldé.

L'Algérie aussi dut, au cours de la guerre, avoir recours à la Banque de l'Algérie, et ce, pour équilibrer son budget. « La guerre de 1914 en tarissant la source d'un grand nombre de recettes, devait créer à la colonie de grosses difficultés budgétaires. Dès les derniers mois de 1914 elles se firent sentir et elles allèrent en s'aggravant au cours des mois suivants (1). » Pour l'année 1914, il atteignait déjà plus de 14 millions. On le couvrit aisément à l'aide de l'excédent du fonds de réserve de 1913. Mais pareille méthode ne pouvait servir les années suivantes. Pour combler le déficit du budget de 1915, la loi du 30 décembre de cette même année autorisa l'Algérie à émettre jusqu'à concurrence de 50 millions de francs des bons à échéance d'un an, renouvelables de plein droit à la fin de la première année, et pouvant être renouvelés ensuite en vertu d'une autorisation donnée par décret. Ces bons devaient être escomptés par la Banque de l'Algérie qui percevait au moment de l'es-

1. Victor Demontes, *op. cit.*, p. 7.

compte un intérêt de 4 0/0 l'an. En revanche la Banque était dispensée de la redevance prévue par la convention de 1911 sur le montant de ses billets correspondant à cette escompte. En 1916, il fallut recourir à un procédé analogue; on prorogeait de six mois, jusqu'au 1^{er} juillet 1917 le délai d'émission des bons; le reliquat pouvant être affecté à combler le déficit de l'exercice 1916. En outre l'Algérie était autorisée à demander à la banque au cours de l'année 1917, à titre d'avance sur le montant des valeurs constituant le placement des fonds libres de la colonie, les sommes nécessaires pour l'acquittement des dépenses imputables sur fonds d'emprunt et sur les excédents du fonds de réserve (1). Le montant de ces avances et des bons ne devait pas dépasser le maximum fixé de 50 millions. C'était donc une avance sur titres que consentait ainsi la banque; titres qui ne pouvaient être réalisés à cette époque sans une perte très élevée par la colonie (2).

C'étaient en effet :

1^o des rentes 3 0/0 pour une valeur de 34.500.000 fr. francs;

2^o Des obligations algériennes 1902, pour une valeur de 4.000.000 de francs.

Les rentes avaient été achetées au cours moyen de 96 francs et les obligations à celui de 454 francs.

1. Loi du 30 décembre 1916, art. 15.

2. Cf. rapport Chastenot sur projet de loi concernant le budget de l'Algérie. Doc. parl., Sénat, 1916, Annexe n° 464.

Leur vente aurait donc causé un grave préjudice à l'Etat algérien.

Le système des avances persista pendant toute la durée de la guerre : elles se montaient au 31 octobre 1918 à 30.575.433 fr. 22. L'année 1919 devait voir se précipiter les avances parallèlement à ce qui se passait en France. Une loi du 25 avril 1919 autorisa l'Algérie à demander une nouvelle avance de 15 millions sur le montant des valeurs constituant le placement des fonds libres de la colonie, et ce pour assurer la balance du compte relatif à la réquisition des céréales en Algérie. La loi du 14 juin 1919 modifiait les articles 20 et 21 de la loi des Finances du 30 décembre 1918. Pour parer aux insuffisances budgétaires l'Algérie avait encore recours au système de bons à échéance d'un an, dont le remboursement devait être effectué dans un délai maximum de deux ans après la cessation des hostilités. La Banque de l'Algérie escompterait ces bons dont l'émission était limitée à 69 millions.

Toutes ces conventions furent respectées, car les avances qui atteignaient encore 42.695.433 fr. 22, au 31 octobre 1920 étaient soldées l'année suivante. Cette sage politique devait porter ses fruits, mais on le voit, pendant toute la durée de la guerre, la banque fut toujours prête indépendamment des services de Trésorerie qu'elle rendait aux Etats français et algériens, à leur apporter son concours le plus entier pour franchir le cap de ces difficiles périodes. Il est

bon de s'en souvenir si l'on veut apprécier son action, sans parti-pris ni pour, ni contre elle, en s'efforçant de l'étudier de la manière la plus objective possible.

CHAPITRE II

LA BANQUE AU MAROC ET EN TUNISIE

Au moment des premières expéditions françaises au Maroc la monnaie qui avait cours était vulgairement appelée monnaie hassani du nom du sultan Moulay-el-Hassan qui l'avait fait frapper en 1881. On parlait même de la peseta hassani mais ce n'était là qu'une monnaie de compte car il n'existait au Maroc que les pièces suivantes :

Le douro ou réal qui équivalait à peu près à notre écu de 5 francs;

Le demi-douro;

Le quart de douro;

Le dixième de douro vulgairement appelé double billioun;

Le vingtième de douro vulgairement appelé billioun.

Jusqu'en 1904 environ, la monnaie espagnole avait circulé concurremment avec la monnaie hassani, ce qui donnait au Maroc un système monétaire solidaire du système monétaire espagnol. Ce fut pour lui une bonne fortune; sa circulation étant uniquement faite d'argent, celle-ci livrée à elle-même aurait baissé tout

autant que le métal argent qui était tombé à cette époque à plus de la moitié de la valeur légale.

Mais le sultan Abd-el-Aziz ayant fait des frappes nouvelles en diminuant le poids et le titre des douros marocains, il y eut rupture d'équilibre. La loi de Gresham se mettant à jouer, la mauvaise monnaie marocaine chassa la bonne monnaie espagnole. Peu à peu, les pièces espagnoles furent rapatriées dans la péninsule; en 1906, il n'en restait pour ainsi dire plus et c'est alors que commença une intervention française d'abord discrète, puis avouée. Des banques privées, soit françaises (Comptoir d'Escompte de Paris), soit algériennes (Compagnie Algérienne, Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie) installèrent des succursales au Maroc et donnèrent à leurs clients l'habitude de rédiger leurs transactions en francs et d'employer ainsi la monnaie française au moins comme monnaie de compte.

C'est à ce moment qu'à la suite des incidents diplomatiques soulevés par le voyage de l'empereur d'Allemagne à Tanger se réunit la conférence d'Algésiras qui devait entre autres questions donner une solution à la situation bancaire au Maroc. Deux projets se trouvèrent en présence : le projet français qui prévoyait un établissement créé sous le régime de la loi française dont le capital serait divisé en 15 parts, 11 pour les puissances représentées à Algésiras et 4 pour le consortium de banques français; le projet allemand, ne tenant pas du tout compte du droit de

préférence de la France, établissait un véritable protectorat international sur le Maroc. La banque dont le siège social devait être à Tanger centralisait tous les revenus de l'Empire Chérifien et y assurait la police et l'accomplissement des grands travaux d'utilité publique. On aboutit à une transaction et on mit péniblement sur pied la Banque d'Etat du Maroc au capital de 15.400.000 francs. Ce capital était divisé en 14 parts, 12 allant aux Etats signataires et 2 au consortium. Un conseil d'administration de 16 membres représentant les 16 parts et 4 censeurs désignés respectivement par la Banque de France la Banque d'Angleterre, la Reichsbank et la Banque d'Espagne administraient le nouvel établissement. En ce qui concerne la compétence, la banque, pour les affaires où elle était défenderesse, relevait en première instance du Tribunal consulaire international de Tanger et en appel de la Cour fédérale de Lausanne qui statuait en dernier ressort. L'acte d'Algésiras donnait à la banque le privilège exclusif d'émission, mais ne lui permettait pas d'empêcher la « Circulation amiable » de billets autres que les siens.

Les débuts de la Banque d'Etat furent loin d'être brillants; ses billets furent accueillis sans enthousiasme, puis même avec la plus extrême réserve. C'est que parallèlement circulaient de plus en plus nombreux des billets de la Banque de l'Algérie : depuis longtemps déjà, ils étaient très répandus dans la zone frontière du Maroc oriental : les événements

de 1912 et des années suivantes ne pouvaient qu'activer les relations commerciales entre les deux pays. La banque se fit représenter au Maroc par un établissement correspondant la Banque algéro-tunisienne. Mais la circulation algérienne fut surtout répandue dans tout le Maroc par une décision du ministre des Finances de janvier 1914, prescrivant aux payeurs aux armées de solder les dépenses du corps d'occupation avec des billets de la Banque de l'Algérie. Le ministre voyait là une excellente occasion d'utiliser le compte courant du Trésor qui était alors démesurément gonflé. Pour appuyer cette circulation, toujours plus importante, la Banque de l'Algérie avait très prudemment mis en dépôt dans les caisses de la Banque algéro-tunisienne un très important stock de numéraire. Il devait véritablement sauver le Maroc.

La guerre, inattendue au Maroc encore plus qu'ailleurs, provoqua dès la mobilisation une terrible crise de confiance. De nombreux déposants affolés se précipitèrent aux guichets des banques, réclamant le remboursement non en chèque sur Paris mais en numéraire et en billets : en deux jours, sur la seule place de Casablanca, deux millions furent ainsi remboursés (1). On ne pouvait continuer longtemps à ce rythme. C'est alors que la réserve métallique de la Banque algéro-tunisienne apparut comme providentielle : « Tout le monde sollicitait de la Banque

1. Note des établissements financiers de Casablanca au Consul de France en cette ville, le 1^{er} août 1914.

algéro-tunisienne l'appui qu'elle n'a refusé à personne. De cette façon, chaque établissement le lendemain rouvrit ses guichets, s'engageant pour huit jours à verser à chaque déposant 500 francs et le cinquième du solde en numéraire français, le reste en chèques sur Paris. Grâce à ce pacte, la confiance pu renaître de suite (1). » L'aide apportée par la Banque de l'Algérie se montait déjà à plus de 4 millions de francs. Elle ne devait pas en rester là et profiter de la carence de la Banque d'Etat pour prendre ses lieu et place et agir comme une véritable banque d'émission. La résidence avait demandé à la Banque d'Etat de lui fournir 5 millions de francs en billets de la Banque de France, mais celle-ci se trouva dans l'impossibilité de satisfaire à cette demande. On se retourna alors vers la Banque de l'Algérie qui, par son correspondant la Banque algéro-tunisienne avança 1.500.000 francs à Rabat et 600.000 francs à Tanger. Elle-même faisait passer par Oudjda une somme de 7 millions destinée aux besoins du Trésor aux Armées. Enfin le 17 octobre 1914 le croiseur *Cassard* quittait Oran apportant le 28 du même mois au payeur principal à Casablanca une nouvelle somme de 15 millions de francs.

Les services rendus établissaient de plus en plus solidement la Banque au Maroc. En mars 1916, un

1. Rapport de M. Fabry, directeur général des finances du Protectorat.

décret autorisa le Maroc à émettre 30 millions de bons que la banque était prête à lui escompter afin de permettre la continuation du programme des travaux publics dans le protectorat. Le 31 octobre 1917, cette avance était réalisée pour 11.870.000 francs et devait atteindre un peu plus tard plus de 20 millions. En février 1918, le Gouvernement marocain put émettre le grand emprunt de liquidation qu'il avait en vue depuis longtemps déjà. Celui-ci ayant fort bien réussi lui permit de régler toutes ses dettes envers la Banque de l'Algérie.

Il n'en restait pas moins que la banque avait au début de la guerre sauvé le Maroc d'une crise monétaire dont les conséquences auraient pu être très graves pour notre prestige et même pour notre sécurité dans le protectorat. Les facilités de trésoreries qu'elle avait par la suite consenties au Gouvernement chérifien achevaient de lui donner une place prépondérante et une situation bien supérieure à celle de la Banque d'Etat. Aussi, à la fin de la guerre, n'y avait-il qu'une voix pour réclamer l'extension des affaires de la Banque de l'Algérie au Maroc, réalisant ainsi un système monétaire unique pour toute l'Afrique du Nord.

Sans remonter jusqu'au vœu favorable émis par les délégations financières au mois d'avril 1917, tous les travaux préparatoires du Parlement au sujet du projet de renouvellement sont d'accord sur ce point. « La plus simple et la plus harmonieuse des solu-

tions, disait dans son rapport M. Paul Ribeyre (1), serait de confier le crédit du Maroc à l'établissement qui déjà tient le crédit de l'Algérie et de la Tunisie. » Et M. Chastenet, rapportant le projet au Sénat, rappelait l'avis favorable exprimé par la Commission des affaires extérieures de la chambre, et conseillait de faire table rase au Maroc. « La Banque de l'Algérie (2) pourra alors faire valoir les titres qu'elle peut avoir à la concession du privilège d'émission ». La discussion à la Chambre des députés amena M. Broussais à exprimer à la tribune l'opinion de tous les parlementaires algériens, et il concluait en disant (3) : « Espérons qu'après la guerre et avec des accords internationaux favorables au développement de notre influence, de notre commerce, de notre industrie, affirmant surtout plus complètement notre prépondérance économique au Maroc, tout naturellement l'instrument incomplet qu'est actuellement la Banque d'Etat du Maroc sera remplacé. Il est logique que l'instrument voisin, celui qui a été institué en Algérie, étende son action et devienne à un moment donné l'auxiliaire utile de notre politique au Maroc. » Faut-il enfin rappeler que dans son article sur la Banque de l'Algérie paru dans la *Revue d'Economie*

1. P. Ribeyre, Séance du 13 mars 1918, Doc. parl., Chambre, annexe n° 4434.

2. Chastenet, Séance du 14 janvier 1919, Doc. Parl., Sénat, Annexe n° 446.

3. Chambre des Députés, Séance du 1^{er} octobre 1918, *J. O.* du 2 octobre.

Politique de décembre 1918, M. B. Lavergne prenait nettement position en faveur de cette solution. « Il serait contraire à toute logique et à notre intérêt national d'instituer une deuxième banque d'émission dans l'Afrique du Nord française » (1). Enfin la banque elle-même était très disposée à trouver là une juste récompense des efforts qu'elle avait faits pendant toute la durée de la guerre. Ces légitimes espérances devaient pourtant se trouver déçues.

Par suite de l'opposition du maréchal Liautey, la Banque de l'Algérie se vit éloigner du Maroc au profit de la Banque d'Etat. Le maréchal, voyant le Maroc en plein essor, ne voulut pas que son crédit fût liée à celui de l'Algérie et par contre-coup à celui de la France, ni surtout que le loyer de l'argent au Maroc pût dépendre de la Banque de l'Algérie. L'avenir dira si la concentration bancaire n'était pas une solution plus sage et si l'esprit d'exclusivisme du maréchal Liautey n'a pas été pour une fois, défavorable au développement du protectorat.

C'est donc la Banque d'Etat du Maroc qui est aujourd'hui le seul établissement d'émission; les billets algériens après avoir longtemps circulé concurremment avec ceux de la Banque d'Etat ont actuellement à peu près complètement disparu. Les parts autrichienne et russe ont été attribuées au Consortium français : enfin, usant du droit que lui confé-

1. B. Lavergne, *op. cit.*, p. 48.

rait l'article 145 du Traité de Versailles, le Gouvernement français a désigné la Banque de l'Algérie pour acquérir les 2.200 actions provenant de la part allemande de la Banque d'Etat du Maroc. Ce n'est pour elle qu'une bien faible compensation.

LA BANQUE EN TUNISIE

Comme sa voisine, la Tunisie ne pouvait manquer d'avoir besoin elle aussi, du concours de la banque. Mais remontons un peu plus haut.

Ce n'est que depuis 1904 que la Banque de l'Algérie a obtenu l'autorisation de s'installer dans la Régence de Tunis avec le privilège d'émission de billets payables au porteur et à vue. Comme il s'agissait d'un pays de protectorat, la procédure employée fut assez particulière, le Parlement n'ayant à intervenir en rien. Une convention fut conclue entre le directeur de la Banque et le résident général de la République française à Tunis le 8 janvier 1904, mais son entrée en vigueur était subordonnée à son approbation par des décrets du bey de Tunis et du président de la République autorisant la banque à s'établir en Tunisie. Par un même document du 8 janvier 1904, le bey de Tunis autorisa la banque à étendre ses opérations à la régence et approuva la convention (Décret tunisien du 8 janvier 1904-20 Chaoual 1321). Ce n'est au contraire, que le 7 mai de

la même année que M. Emile Loubet, président de la République par deux décrets distincts rendait définitives et l'installation de la banque en Tunisie et la convention du 8 janvier.

Aux termes de cette convention, la banque s'engageait à faire au Gouvernement tunisien pendant toute la durée de son privilège une avance sans intérêt de 1 million de francs. En outre, elle devait payer une redevance annuelle de : 66.666 francs jusqu'au 31 décembre 1905; 83.333 francs du 1^{er} janvier 1906 au 31 décembre 1912 et 100.000 francs du 1^{er} janvier 1913 au 31 décembre 1920.

En somme cette convention était calquée sur celle qui liait déjà l'Etat à la banque concernant l'Algérie. Elles devaient subir de même des modifications parallèles. En 1912, lorsque la redevance devint proportionnelle, un décret tunisien du 30 mars 1912 porta la redevance tunisienne à 0,10 0/0 du montant total de la circulation productive, avec un minimum annuel de 150.000 francs.

Le rôle de la Banque dans la Régence n'est également que le prolongement de celui qu'elle joue en Algérie : elle y effectue les mêmes opérations. « Elle conserve gratuitement dans ses coffres les titres appartenant au Gouvernement tunisien ou aux caisses qui en dépendent. Elle rend à la Régence les mêmes services de trésorerie qu'à l'Algérie (1) ». Nous avons

1. Cf. Rapport P. Ribèreyre, *op. cit.*

vu plus haut le rôle important joué par ce compte du Trésor.

Mais pendant la guerre nos deux possessions nord-africaines ne devaient pas suivre des voies absolument parallèles. Si le cours forcé et le moratorium des échéances furent comme en Algérie décrétés en Tunisie dès le premier jour, celle-ci chercha bientôt à reconquérir sa liberté en ces matières. A partir de la fin de 1914 ce ne sont plus des décrets français mais des décrets beylicaux qui prorogent le moratorium. Par là, la Régence entendait revendiquer un régime propre adapté à sa situation spéciale et différent de celui de la Métropole. Le 20 mai 1915, près d'un an avant l'Algérie elle décidait avec l'assentiment du Gouvernement français de mettre fin au moratorium des valeurs négociables et des sommes dues à raison de ventes commerciales ou d'avances sur titres. Exception était faite bien entendu pour les débiteurs présents sous les drapeaux ou renvoyés dans leurs foyers par suite de blessures ou maladies contractées en service.

Pendant toute la guerre, la Tunisie fit appel à la banque; dès le 14 décembre 1914 elle se fit ouvrir au taux de 4 0/0 un crédit de 14 millions. Il fut augmenté par la suite et finit par atteindre 70 millions à partir du 2 août 1918. Ces avances étaient garanties par des titres appartenant au Gouvernement tunisien et avaient pour but l'achat de denrées et matières destinées au ravitaillement de la Tunisie

et de la Métropole. L'aide ainsi apportée par la banque n'apparaît pas nettement aux bilans successifs car le montant de ces prêts a été bloqué dans le compte « avances sur titres », mais l'énorme gonflement de ce poste est un sûr critérium des services rendus. Il suffit de voir les accroissements successifs qu'il a subis de 1914 à 1920.

Années	Montant du compte
1914	1.447.908
1915	1.156.464
1916	6.846.286
1917	4.216.170
1918	69.931.547
1919	158.946.748
1920	314.722.806

A partir de 1919 il faut tenir compte dans ces avances à la Tunisie d'avances consenties à l'occasion de l'emprunt national de novembre 1918 puis plus tard de celui de février 1920 sur les titres de ces emprunts. Peu à peu des remboursements furent opérés de l'un et l'autre côté et le compte reprit une allure normale. Tombé à 125.569.390 francs en 1922, il n'atteignait déjà plus que 90.848.659 francs en 1923 et 81.382.322 francs au 31 octobre 1924.

Parallèlement à la Convention du 12 décembre 1917 la Tunisie devait renouveler le privilège de la Banque de l'Algérie par un décret tunisien du 30 décembre 1918. Celui-ci approuvait une Convention du 5 janvier 1918 que nous étudierons plus loin et qui stipulait pour le Protectorat des avantages semblables à ceux accordés à l'Algérie.

CHAPITRE III

SITUATION DE LA BANQUE DE L'ALGÉRIE EN 1918

La guerre laissait la Banque de l'Algérie dans une situation qui, sans être mauvaise n'en était pas moins fortement obérée. Elle était surtout profondément différente de celle de 1914 : dans le compte rendu fait à l'Assemblée générale, M. Moreau l'appréciait en ces termes : « Au 31 octobre 1918, notre bilan se totalisait par 2.012.842.846. Au passif, notre capital et nos réserves étaient intacts. Les comptes du Trésor public et du Trésor tunisien ne nous fournissaient plus de ressources appréciables. La circulation atteignait le chiffre formidable de 884.106.360 francs. A l'actif le numéraire en caisse ne présentait aucun caractère digne de remarque. Le portefeuille s'élevait à 363.528.765 francs dont 56.747.542 francs de papier moratorié et 114.009.110 francs de bons de la défense nationale. Le portefeuille commercial courant ne restait donc qu'à 192.772.113 francs. Le poste des avances sur titres qui abrite les engagements du Gouvernement tunisien atteignait 69.931.547 francs, celui des avances à l'Etat 345.862.500 francs. La banque

avait prêté à l'Algérie 30.575.433 francs pour ses besoins généraux et 15.375.000 francs pour acheter des cargos. Le protectorat marocain ne nous devait plus rien. »

Avant la guerre nous l'avons vu, les soldes créditeurs des comptes du Trésor français et du Trésor tunisien mettaient à la disposition de la banque d'importantes disponibilités et c'est la remarque capitale qu'inspire à première vue ce bilan de 1918 de voir que ces disponibilités n'existent plus. Si le compte du Trésor tunisien possède encore un solde créditeur, à vrai dire bien diminué, de 8.612.850 francs ceux-ci sont compensés par le solde débiteur du Trésor public qui atteint 8.519.300 francs. Ce compte, créditeur par sa nature, ne s'est d'ailleurs trouvé débiteur que passagèrement; mais, quoi qu'il en soit, au 31 octobre 1918 la Banque de l'Algérie n'avait aucune aide financière à espérer de ce côté-là. Son encaisse n'ayant que médiocrement augmenté (86 millions au lieu de 69 en 1914) son capital étant resté immuable, ce ne sont pas ces postes qui ont pu lui permettre de supporter les lourdes charges de la guerre.

Les avances de diverses sortes consenties par la banque atteignaient en effet à ce 31 octobre 1918 près de 400 millions qui se décomposaient ainsi :

Avances à l'Etat français (Lois du 5 juillet 1900 et du 29 décembre 1911).	5.000.000 fr.
Avances à l'Etat français (Lois des 5 août 1914, 30 novembre 1915, 24 août et 8 octobre 1918.....)	345.862.000 —
Avances à l'Etat tunisien (Décret du 7 mai 1904).....	1.000.000 —
Avances à l'Algérie (Lois des 30 décembre 1915 et 30 décembre 1916.....)	30.575.000 —
Avances à l'Algérie pour achat de cargos.....	15.375.000 —
Soit au total.....	397.812.000 —

A ce chiffre il faut ajouter les 50 millions prêtés à la Tunisie et bloqués nous l'avons vu dans les avances sur titres : et il ne faut pas oublier que la banque venait à peine d'être remboursée par le Maroc des prêts qu'elle lui avait consentis.

Quoi d'étonnant alors à ce que la banque ait été contrainte d'élever considérablement le niveau de son émission à découvert. De 228 millions en 1913 le poste des billets en circulation était passé en octobre 1918 à 884.106.360 francs. Il devait fatalement en résulter une certaine dépréciation du billet au porteur et nous partageons l'avis de M. Lavergne lorsqu'il déclare que la banque est loin d'être la seule responsable de cette inflation. « Pas plus que la Banque de France, dit-il (1), la Banque de l'Algérie, par suite de la guerre, n'est maîtresse de son émission. Maîtresse de l'escompte elle ne l'est pas si on peut dire

1. B. Lavergne, *op. cit.*, p. 49

du second robinet par lequel l'émission s'accroît : les prêts à l'Etat. » Et nous pouvons remarquer avec lui que la circulation de la banque rétrograderait presque au niveau du 30 octobre 1914 si ces différentes avances lui étaient remboursées ainsi que les 114 millions de bons de la Défense nationale souscrits par elle. C'est donc l'Etat et au-dessus de lui les circonstances extérieures qui, seuls, avaient fait croître jusqu'alors la circulation algérienne.

Les opérations faites par la banque n'atteignaient même pas le chiffre de 1913. Si le montant du portefeuille comptait au bilan de 1918 pour 363 millions 528.765 francs contre 325.003.649 francs en 1913. Il n'y a là qu'un accroissement illusoire car dans le chiffre de 1918 sont compris 56 millions de papier moratorié et 114 millions de bons de la Défense nationale. On a même très vivement reproché à la banque d'avoir restreint à ce point l'aide qu'elle apportait au commerce et à l'agriculture et on lui a surtout fait grief de n'avoir réservé son escompte qu'aux gros clients, écartant impitoyablement de ses guichets les petits commerçants et les petits colons, dont les garanties ne lui paraissaient pas suffisantes. Ces critiques furent portées à la tribune de la Chambre par M. Moutet, député socialiste du Rhône, qui accusait la banque de n'avoir pas bien rempli son rôle de banque d'émission. Elles étaient loin d'être fondées et M. Moreau y avait répondu par avance dans son compte rendu de 1916 : « L'examen des statis-

tiques qui sont reproduites dans nos rapports, y disait-il, relativement au nombre des effets escomptés et à la valeur globale de ces effets a donné lieu parfois à des déductions inexactes. Ayant remarqué que la valeur moyenne des effets de notre portefeuille s'était élevée de 1.535 francs en 1913 et 1.457 francs en 1914 à 5.325 francs en 1915, certaines personnalités ont cru pouvoir en conclure que la Banque de l'Algérie écartait systématiquement de ses guichets les petits commerçants pour réserver exclusivement son concours à ses clients riches. » Et M. Moreau n'avait pas de peine à montrer la faiblesse du raisonnement des détracteurs de la banque : la comparaison ne pouvait pas être faite entre les deux chiffres de 1913 et de 1915 car de nombreux éléments avaient influé sur le second et tous dans le même sens. Avant tout, dans les premiers mois de la guerre le moratorium eut pour résultat de développer les paiements au comptant; toutes les petites dettes furent ainsi réglées sans émission de papier de commerce laissant seulement en circulation les effets portant sur de grosses sommes. De 1.309.822 en 1913 le nombre des effets escomptés passa à 122.275. Cette diminution considérable portait presque uniquement sur le papier de commerce et faisait ainsi prédominer dans le portefeuille des banques le papier de campagne, le papier d'exportation et le papier agricole de valeur moyenne bien plus élevée. Enfin la banque escompta à cette époque de nombreux bons de la Défense na-

tionale dont le montant moyen devait dépasser 347.000 francs, ce qui ne contribua pas peu à faire croître la valeur générale moyenne du papier entrant dans le portefeuille.

Mais surtout, le directeur général montrait très justement qu'il n'y avait aucun rapport à établir entre la valeur de l'effet escompté et la situation de fortune du client qui le présente. Ce sont les créanciers et non les débiteurs qui viennent demander à la banque l'escompte de leurs traites : « En fait, disait M. Moreau, la Banque de l'Algérie reçoit annuellement des plus riches et des plus puissantes firmes de la colonie des milliers de valeurs dont le montant ne dépasse pas trois chiffres. Par contre il lui arrive de négocier à un petit colon une traite de quatre ou cinq chiffres qui, à elle seule représente le maximum du crédit consenti pour l'année entière. » Et M. Ribeyre à la Chambre des Députés n'avait pour répondre à M. Moutet qu'à reprendre les arguments qui lui étaient fournis par le directeur. Pour apprécier sainement cette question il faut tenir compte avant tout du nombre de cotes de crédit ouvertes par la Banque de l'Algérie et du montant de ces cotes. Or en 1914, la Banque avait ouvert 796 cotes dont 252 de 20.000 francs et au-dessous, 229 de 21 à 50.000 francs, 134 de 51 à 100.000 francs, et 181 de plus de 100.000 francs. En 1916 le nombre des cotes était de 2.745 dont 1.040 de moins de 20.000 fr. 756 de 21 à 50.000 francs, 392 de 51 à 100.000 fr.

et 557 supérieures à 100.000 francs. Ces chiffres sont suffisamment éloquentes pour rendre inutile toute conclusion. Les critiques élevées sur ce point contre la Banque de l'Algérie étaient manifestement injustifiées.

Enfin, comme banque privée, la situation de la Banque de l'Algérie était loin d'être mauvaise au moment où fut signé l'armistice. Le cours de l'action après avoir légèrement baissé dans les années 1914 et 1915 avait à cette époque atteint et même dépassé le cours moyen de 1912-1913 soit 3.279 francs. Si les bénéfices n'atteignaient que 6.340.000 francs en 1918 contre 9.077.000 francs en 1912-1913 le Conseil d'administration avait pu néanmoins continuer à assurer aux actionnaires un dividende égal à celui d'avant-guerre, soit 110 francs par action au porteur dividende plus élevé qu'il ne l'avait jamais été à aucune période de l'histoire de la Banque. Quant aux réserves ce poste loin d'avoir été entamé, s'était au contraire accru étant passé de 28.693.000 francs en 1913 à 31.180.783 francs au 31 octobre 1918.

Aussi nous semble-t-il qu'il n'est pas bon de critiquer trop âprement la gestion de notre établissement d'émission pendant la guerre. Si la prudence du Conseil d'administration a lésé parfois — et cela est indéniable — des intérêts privés très estimables l'époque troublée que l'on traversait exigeait une vue plus large des événements. Il s'agissait avant tout de faire franchir sans encombre au crédit de la ban-

que l'écueil de la guerre. Il est indiscutable qu'il y avait parfaitement réussi: et aujourd'hui encore, nous bénéficions en Algérie des effets bienfaisants de cette sage politique qui assure au billet algérien dans l'Afrique du Nord un crédit souvent supérieur au billet de la banque de France lui-même.

TROISIÈME PARTIE

CHAPITRE PREMIER

LES SOLUTIONS EN PRÉSENCE

Le privilège concédé à la Banque de l'Algérie expirait le 31 novembre 1920. Comme à chaque renouvellement, le gouvernement en présence de cette situation pouvait proposer au vote des Chambres des projets bien divers.

Ecartons d'abord rapidement l'hypothèse de la banque d'Etat qui n'a, semble-t-il, jamais été dans les intentions du gouvernement. Dans un très beau rapport sur le renouvellement de la Banque de France, en 1897, M. Antonin Dubost avait fort bien condamné les banques d'Etat en ces termes : « L'histoire des banques d'Etat dans le passé comme dans le présent, est lamentable. Il n'y en a pas une dont le billet ne perde au change, parfois jusqu'à 30 et 40 0/0, comme cela est arrivé même dans un grand pays dont les ressources paraissaient considérables.

Il n'y en a pas une qui ait fait l'escompte à un taux se rapprochant même de loin de celui des grandes banques d'émission privées. La raison est partout la même, elle tient à l'usage abusif que font des banques d'Etat les gouvernements dont elles dépendent en exigeant d'elles des services incompatibles avec la fonction de banques d'émission. On leur demande d'escompter du papier d'Etat ou à des échéances indéterminées ou bien à des échéances trop éloignées pour ne pas provoquer d'inquiétudes sur le remboursement des billets. » C'est en effet cette subordination excessive de la banque à l'Etat qui a fait condamner aujourd'hui presque unanimement un système d'étatisme exclusif en matière bancaire.

Mais, hors cette solution excessive, on avait songé :

- a) A installer en Algérie la Banque de France ;
- b) A remplacer la Banque de l'Algérie par un établissement nouveau ;
- c) A renouveler purement et simplement le privilège de la banque.

Voyons successivement ces trois solutions.

LA BANQUE DE FRANCE EN ALGÉRIE

On peut dire que cette possibilité a été envisagée lors de chaque renouvellement de privilège. Bien plus, avant la création de la Banque de l'Algérie, une loi du 18 juillet 1845 avait confié à la banque de

France l'établissement d'un comptoir en Algérie : ce projet ne fut, d'ailleurs jamais mis à exécution et la loi de 1851 intervint avant même l'ouverture de ce comptoir.

En 1879, en 1897, en 1899, le Parlement repoussa des propositions tendant à prolonger en Algérie le privilège de la Banque de France. En 1918, le gouvernement dans l'exposé des motifs se déclarait hostile à cette extension et qualifiait cette solution d'inopportune. « Les circonstances ne la recommandent pas aujourd'hui, disait-il. La Banque de France a devant elle une tâche immense qu'il paraît inutile de compliquer et d'alourdir en l'obligeant à modifier ses statuts et à constituer une nouvelle section d'opérations : d'autre part les intéressés eux-mêmes estiment plus que jamais que le développement de l'Afrique du Nord exige dans sa place actuelle et prochaine le concours d'un établissement adapté à ses besoins, à ses mœurs, à ses usages commerciaux (1). »

Les deux banques en effet, sont loin d'avoir le même but : en 1913, le bilan de la Banque de France accuse pour une encaisse de 4.614.036.000 de francs une circulation de 5.832.295.000 son but est donc presque uniquement monétaire. Voyons au contraire le bilan de 1913 de la Banque de l'Algérie. Encaisse : 65.958.000 fr. et circulation : 212.320.000 fr.

1. Exposé des motifs du projet de loi portant renouvellement du privilège de la Banque de l'Algérie. Documents parlementaires Chambre. Annexe n° 4.172.

Son objet est donc bien plutôt de procurer des capitaux à la colonie. Il y a là une antinomie qui paraît pour le moment irréductible.

La Banque de France était elle-même fort peu disposée à étendre ses opérations en Algérie. Son installation posait en effet le dilemme suivant : ou la banque ne modifiait en rien ses statuts et c'était alors accroître les formalités et les contrôles pour le commerce algérien. L'exigence de la troisième signature aurait été pour lui très gênante et très onéreuse, la banque n'étant ainsi presque uniquement qu'une banque de réescompte, les autres banques devenaient des intermédiaires obligatoires. Ou bien alors, la banque en s'installant établissait des règles propres à la colonie. Il lui fallait prévoir une section spéciale d'opérations pour l'Algérie et c'était pour elle une charge extrêmement lourde surtout en pleine guerre.

Enfin, les intéressés eux-mêmes c'est-à-dire les Algériens, craignaient avec l'accroissement des formalités d'escompte de voir sacrifier les intérêts de la colonie par un établissement pour qui les opérations bancaires en Algérie n'auraient été que subsidiaires. Si certains en espéraient un abaissement du taux de l'escompte ils se trompaient sans doute, car en tout état de cause il aurait été impossible à la Banque de France d'appliquer en Algérie le même taux que dans la Métropole. Quant à la question du change nous avons vu ce qu'il faut en penser, et M. Barbedette exprimait assez l'opinion générale en disant aux déléga-

tions financières (1). « Je suis convaincu de la nécessité d'avoir une banque spéciale dans ce pays. La question de la suppression du change par l'introduction en Algérie de la Banque de France n'est pour moi qu'un trompe-l'œil. La Banque de France est trop administrative, elle ne faciliterait pas les opérations commerciales dans la colonie, elle ne ferait que les compliquer. »

CRÉATION D'UN ÉTABLISSEMENT NOUVEAU

On pouvait également songer à remplacer la Banque de l'Algérie par un établissement privé nouveau, et cette opinion fut soutenue à la tribune de la Chambre par M. Moutet. Son amendement sur ce point fut repoussé par la Chambre très judicieusement semble-t-il. Il n'y avait pas de raisons bien probantes d'enlever son privilège à la Banque de l'Algérie. Les services rendus pendant la guerre par cet établissement soit au Trésor public, soit à la colonie, voire même au Maroc militaient au contraire en sa faveur. En outre, il est probable que ce changement aurait été préjudiciable à la colonie, comme à l'Etat; à la colonie, car il aurait fallu à cette banque nouvelle une période d'assimilation pendant laquelle le crédit aurait été moins bien assuré; à l'Etat, qui n'aurait touché que peu ou pas de redevances pendant les premières années d'exploitation.

1. Délégations financières. Session d'avril 1917.

Mais, bien mieux, au moment du vote de la loi, quelques semaines après l'armistice, un bouleversement de ce genre était à peu près impossible. Par l'émission au cours forcé, par les prêts consentis au Gouvernement et à la colonie, la banque se trouvait trop profondément liée au crédit public pour que sa liquidation fut possible sans grand dommage. C'est d'ailleurs ce qu'avait fort bien vu M. Broussais, député d'Alger, qui, dans son discours à la Chambre des Députés, regrettait le caractère à peu près obligatoire du vote demandé au Parlement. Ce caractère obligatoire, disait-il (1), empêche toute libre discussion. Et c'est pourquoi un accord presque unanime existait sur la question du renouvellement. »

Mais, malgré ce caractère obligatoire, dont parlait M. Broussais, le gouvernement était bien décidé à faire payer le plus cher possible le privilège concédé. Il est d'ailleurs facile de justifier cette prétention de l'Etat. C'est un véritable droit régalien que l'Etat accorde par là à une compagnie privée au profit de laquelle il se dépouille d'une partie de son pouvoir. Cette concession étant pour la banque une source de bénéfices considérables, il est juste que l'Etat demande au concessionnaire une part de ses bénéfices. Écoutons M. Paul Leroy-Beaulieu dans sa *Science des Finances* : « Un Etat qui concède à une compagnie privilégiée le monopole de l'émission des billets au porteur et à vue fait un acte légitime en stipulant à

1. Chambre des Députés. Séance du 1^{er} octobre 1918.

son profit une part dans les bénéfices de cette banque au-delà de l'intérêt normal des capitaux engagés. »

Mais, quand il s'agit d'une banque coloniale, ce raisonnement prend encore plus de force car le privilège d'émission donne à la banque qui en est investie un avantage considérable sur les autres établissements bancaires. Les banques d'émission européennes sont surtout des banques de réescompte : l'exigence de la troisième signature oblige presque la clientèle à passer par l'intermédiaire d'une banque ordinaire. Au contraire, les banques coloniales n'exigeant que deux signatures, sont les concurrentes directes des autres banques, avantagées qu'elles sont en outre par l'attrait pour une maison d'être admise à l'escompte de la banque d'émission.

Aussi, depuis quelques années, le gouvernement a-t-il pris l'habitude, de se faire consentir à chaque renouvellement des sacrifices de plus en plus importants. En même temps, il se réservait toujours le droit de nommer le directeur général.

C'est au renouvellement de 1900 que l'Etat a pour la première fois, réclamé de la banque une part de ses bénéfices. L'article 5 de la loi du 5 juillet 1900 prévoit en effet le paiement d'une redevance annuelle de 200.000 francs qui devait s'élever ensuite progressivement jusqu'à 300.000 francs. L'article 6 approuve une Convention annexe par laquelle la banque faisait au Trésor pour toute la durée de son privilège une avance sans intérêt de 3 millions de

francs. Lorsque le privilège de la banque fut étendu à la Tunisie, on ne manqua pas d'insérer dans les Conventions du 24 décembre 1903 et du 8 janvier 1904 des dispositions analogues : avance sans intérêt de 1 million de francs et paiement d'une redevance qui devait s'élever progressivement de 66.666 à 100.000 fr.

En outre, une clause résolutoire permettant de faire cesser ce privilège au 31 décembre 1912 avait été insérée dans la loi du 5 juillet 1900 et dans la Convention du 8 janvier 1904. Ce fut une occasion nouvelle d'accroître les charges de la banque. La redevance de fixe qu'elle était devint proportionnelle à la circulation à découvert : quant à l'avance sans intérêt, elle fut augmentée de 2 millions.

Comme nous le verrons plus loin, la Convention de 1918, en présence des bénéfices réalisés par la Banque de l'Algérie devait être encore plus lourde pour cet établissement.

CHAPITRE II

L'OPINION ALGÉRIENNE

La loi renouvelant le privilège de la Banque de l'Algérie, si elle ne fut votée par le Parlement que fin 1918, était depuis longtemps déjà sur le chantier. Le ministre de l'Intérieur, comme il est naturel avait tenu à consulter pour la préparation de la Convention les corps constitués de l'Afrique du Nord. Dans ce but il avait invité, par deux dépêches des 27 et 31 juillet 1916, le Gouverneur général de l'Algérie à ouvrir une enquête sur le projet de renouvellement. En réponse à ces dépêches, le Gouverneur adressait au ministre le 14 novembre 1916 une lettre où il lui donnait l'avis de l'administration algérienne mais faisait remarquer qu'il serait bon avant de déposer un projet de loi de prendre l'avis des délégations financières et du Conseil supérieur. C'est ce qui fut fait à la session d'avril 1917 de ces assemblées.

En ce qui concerne le principe du renouvellement tout le monde en Algérie ou presque était d'accord pour faire de nouveau confiance à la Banque de l'Algérie. Les Chambres de commerce algériennes, consultées par une lettre circulaire du Gouverneur avaient

émis dans leur session d'août-septembre 1916 des vœux à peu près similaires et même pour certaines d'entre elles conçus en termes identiques (1). Ces cinq compagnies comme d'ailleurs la Chambre de commerce de Bougie (2) concluaient au renouvellement pour trente ans. La Chambre de commerce de Bône allant encore plus loin, demandait cinquante ans. C'est là une belle manifestation de confiance : néanmoins, il faut tenir compte que ces vœux furent émis en pleine guerre, époque d'immense incertitude peu favorable à des innovations hardies et où le plus sage était évidemment de maintenir l'état de choses existant.

L'année suivante : les délégations financières devaient se montrer bien plus circonspectes en proposant de ne renouveler le privilège de la banque que pour une durée de 10 années. C'était trop peu : certes, il n'est pas bon que le Gouvernement se dessaisisse pour trop longtemps de ce droit quasi régalien d'émission ; mais il faut éviter en restreignant à quelques années le champ d'action de la banque de la lancer dans une politique d'actionnaires politique de profits immédiats et de dividendes annuels aussi considérable que possible. L'idée des délégations fi-

1. Chambre de Commerce d'Alger, Séance du 23 août 1916; Chambre de Commerce d'Oran, Séance du 18 août 1916; Chambre de Commerce de Constantine, Séance du 9 septembre 1916; Chambre de Commerce de Philippeville, Séance du 30 août 1916; Chambre de Commerce de Mostaganem, Séance du 23 août 1916.

2. Séance du 26 août 1916.

nancières était d'accorder à la banque plutôt une prorogation qu'un renouvellement de son privilège. « Prorogeons pour peu de temps, disait M. Aymes à la séance des délégués colons du 3 avril 1916 et plus tard nous aurons une vue beaucoup plus nette de la situation générale, de nos besoins et de nos nécessités. » Mais les Chambres de commerce obéissaient à un autre mobile : si elles réclamaient un renouvellement de longue durée, c'est qu'elles espéraient bien obtenir en échange de sérieux avantages; or elles estimaient très justement que la banque ne consentirait d'efforts importants que si elle était assurée d'avoir un privilège d'une durée assez longue pour lui permettre de se rattraper des avances faites. Pour la contribution à la banque industrielle, pour l'avance sans intérêt, pour la liquidation du portefeuille moratorié la banque était en droit de se montrer beaucoup moins généreuse, si on ne lui accordait que dix ans d'autant plus que le cours forcé ne pouvant être aboli la prorogation était pour ainsi dire obligatoire, au moins pendant quelques années.

Mais, cette question de durée mise à part il y a peu de choses à signaler dans les textes votées par les assemblées consulaires : assez flous dans leur rédaction ils insistent surtout sur la question primordiale du crédit agricole et du crédit à long terme.

Bien plus intéressantes sont les résolutions votées par les délégations financières dans les séances des 4 et 5 avril 1917 sur les rapports très documentés

de MM. Joly et Lisbonne. En voici le texte, mais en remarquant avec M. Morinaud que le classement de ces résolutions n'entraîne entre elles aucun ordre de priorité.

I. — Avant toute chose, il est indispensable que la Banque de l'Algérie se rapproche davantage des intérêts dont elle a la garde et indispensable aussi que tant pour les besoins personnels que pour la surveillance de sa clientèle, des relations plus étroites et plus suivies puissent s'établir entre eux. La Banque de l'Algérie devra donc transférer son siège social à Alger.

II. — La Banque de l'Algérie devra faire à l'Etat pendant la durée de son privilège l'avance des sommes suivantes sans intérêt :

1^o Vingt millions pour être affectés aux organisations agricoles. Les associations des caisses agricoles locales et des caisses régionales pourront présenter leur papier d'escompte à l'escompte direct de la Banque de l'Algérie. Le montant maximum des prêts hypothécaires à consentir par les institutions agricoles qui y sont autorisées par le décret du 25 mars 1915 sera porté de 8.000 à 15.000 francs.

2^o Trois millions de francs destinés à la création de banques populaires ou toute autre organisation utile à l'aide nécessaire au petit commerce.

3^o Trois millions de francs pour être affectés aux sociétés coopératives de production et de consommation.

III. — La banque de l'Algérie devra prêter son concours à l'organisation d'une société ayant pour but de faciliter le crédit industriel.

IV. — La Banque de l'Algérie devra encore faire à l'Etat pendant la durée de son privilège une avance de 3 millions de francs devant être affectée en subvention aux Monts-de-Piété. Cette avance sera productive d'intérêts au taux de 20/0 par an.

V. — La Banque de l'Algérie devra verser à l'Etat à titre de participation forfaitaire aux bénéfices une somme de 1 franc 0/0 et par an de la valeur des billets en circulation en excédent de l'encaisse métallique étant entendu que le régime actuellement en vigueur sera maintenu pour les billets émis en représentation des sommes prêtées à l'Etat français ou à l'Algérie.

VI. — Le taux de l'intérêt de la Banque de l'Algérie ne devra jamais être supérieur à 1 0/0 au-dessus du taux de la banque de France, sauf en cas de crises exceptionnelles manifestées par l'inflation du compte du Trésor, crises au cours desquelles il peut être nécessaire d'augmenter le taux de l'escompte pour en réduire l'importance.

VII. — Le taux de l'intérêt de l'avance de 50 millions de francs consentis par la banque à la colonie sera réduit à 1 0/0.

VIII. — La Banque de l'Algérie devra prendre toutes dispositions nécessaires pour le change au pair soit chez ses correspondants à Paris ou à Mar-

seille, soit en Algérie, de 2.000 francs de billets de la Banque de France à toute personne se rendant dans la Métropole.

IX. — La Banque de l'Algérie devra accepter à ses guichets et sans taxation de change la monnaie frappée par le gouvernement Tunisien.

X. — Enfin, les assemblées algériennes sont d'avis d'accueillir favorablement l'extension au Maroc des opérations de la Banque de l'Algérie.

Nous allons étudier rapidement les différents problèmes qui étaient posées par ces demandes.

TRANSFERT DU SIÈGE SOCIAL A ALGER. — Depuis le jour même, on peut le dire, où le Parlement décida le transfert du siège social de la banque d'Alger à Paris, des réclamations se sont élevées contre cette disposition. Dès le 2 juillet 1900, M. Treille, sénateur du département de Constantine, demandait à la tribune du Sénat, que cette décision fut rapportée. Et depuis bien des vœux ont été émis, demandant le retour à Alger du siège social, invoquant l'éloignement des dirigeants de la banque qui ne connaissent pas leurs clients et sont tentés de se désintéresser des affaires algériennes. Pourtant la première expérience qui a été faite à ce sujet est fort peu encourageante. Écoutez plutôt ce que dit M. Oualid dans son ouvrage sur les banques coloniales. « Les coloniaux ne manquent pas de clamer à l'éloignement et à l'absentéisme d'un établissement aussi distant de leurs intérêts qu'il envisage avec quelque dédain et une négligence cer-

taine, sollicité qu'il est par les opérations plus tentantes et plus fructueuses qui s'offrent à lui journellement à Paris. Pour éviter ce danger, point n'est besoin de déplacement de siège ; un autre mode de désignation du directeur général et des directeurs locaux, une participation plus large d'éléments coloniaux à l'administration de la banque y pourvoiraient... L'expérience de l'Algérie a montré le vice d'une organisation locale, incapable de se retrancher le cas échéant derrière le veto réel ou prétendu d'une administration centrale lointaine et moins accessible aux influences et à la pression locales. Qu'on se remémore la crise de la Banque de l'Algérie contrainte de réaliser à grands frais un gage immobilier en pleine crise agricole et viticole et réduite à liquider son opération en la passant à une société paravent « la Domaniale », dont le premier acte fut de déposer son bilan » (1).

Cette première motion avait d'ailleurs été très vivement combattue aux délégations financières par MM. de Redon et Barbedette. Ce dernier avait cité l'exemple du Crédit foncier et de la Compagnie algérienne qui avaient transféré leur siège social à Paris. Il proposait une solution mixte. Le siège social serait à Alger afin que l'impôt sur les valeurs mobilières, les droits d'enregistrement et de timbre fussent payés en Algérie, le siège administratif restant à Paris. c'est le système, qui pour des raisons fiscales, a été

1. W. Oualid, *op. cit.*

adopté par le Crédit foncier. Mais ce vœu ne fut pas pris en considération.

La Tunisie, par contre, a toujours été farouchement opposée au transfert du siège social à Alger, au point qu'elle en faisait une condition « sine qua non » de l'installation de la banque dans la Régence. L'article 1^{er} de la convention du 8 janvier 1904, dit, en effet, prévoyant cette hypothèse : « Toutefois, le Gouvernement tunisien se réserve la faculté de retirer à la Banque de l'Algérie son autorisation au cas où le siège social de la banque cesserait d'être établi à Paris ». De même, la convention du 30 décembre 1918 dans son article 2 interdit à la banque tout transfert de siège social. Une fois de plus, le Gouvernement et le Parlement se sont trouvés d'accord pour maintenir le siège de la banque loin des influences locales trop disposées à prendre une place prépondérante dans la direction de cet établissement.

FIXATION DU TAUX DE L'INTÉRÊT. — Cette motion tendant à limiter artificiellement le taux de l'intérêt est extrêmement curieuse, car elle prétend aller à l'encontre de lois économiques. Il est clair en effet, que si le taux d'intérêt offert aux capitaux disponibles en Algérie était trop faible, ceux-ci n'auraient pas de peine à trouver ailleurs un emploi plus rémunérateur ; il en résulterait donc une émigration des capitaux qui serait préjudiciable surtout aux colons que cette motion espère protéger. En outre, le critérium adopté pour déceler une crise économique soit le gonflement du compte

courant, est tout à fait insuffisant. Enfin quelle raison y a-t-il de lier la situation économique de l'Algérie à celle de la France. Les mêmes phénomènes y produisent bien les mêmes effets, mais il se peut très bien qu'ils n'agissent pas au même moment. Très justement, MM. de Redon et Barbedette développèrent ces idées et demandèrent aux délégations de rejeter la motion, elle fut néanmoins adoptée par 24 voix contre 18 et nous ne pouvons que reprendre à ce sujet la conclusion de M. Lavergne (1). « Une fois de plus une assemblée politique s'était montrée ignorante des plus élémentaires lois économiques ». Ce vœu ne devait pas être accueilli par le Gouvernement qui dans son exposé des motifs justifie ainsi son opinion : « Il ne pouvait être question de procéder à une limitation artificielle du taux de l'escompte qui en supprimant un régulateur de l'émission dans la colonie eût exposé cette dernière au danger de voir s'établir entre elle et la Métropole un change défavorable que tous les efforts ont toujours tendu à lui éviter. »

AVANCES DIVERSES ET PARTICIPATION AUX BÉNÉFICES.

— Bien plus raisonnables sont les diverses motions concernant les avances demandées à la banque au profit de l'agriculture et du commerce algérien.

Dans son rapport, M. Lisbonne faisait les remarques suivantes : les prêts du Crédit foncier sont grevés de lourdes charges et entourés de formalités, donc

1. Bernard Lavergne, *La banque de l'Algérie*, p. 51.

trop compliqués et trop onéreux pour les agriculteurs. Les comptoirs d'escompte ont fait faillite; en revanche, les caisses régionales agricoles ont donné de très bons résultats: c'est pourquoi il proposait de demander à la banque une avance sans intérêt de vingt millions de francs pour les sociétés de crédit mutuel agricole.

M. Lisbonne demandait en outre: 3 millions de francs pour le petit commerce, 3 millions pour les coopératives de production et de consommation et 3 millions pour les Monts-de-Piété mais cette dernière somme avec intérêt de 20/0. Le rapporteur faisait remarquer que ces avances faites par la banque au moyen de billets qu'elle émet ne lui coûtaient rien et représentaient seulement pour elle une réduction sur les bénéfices. Le sacrifice qui lui était demandé consisterait surtout dans la perte d'intérêt pendant les dix ans prévus comme durée du privilège soit:

Intérêts à 5 o/o de 20 millions pen-	
dant 10 ans	13.000.000 fr.
Intérêts à 3 o/o de 3 millions pen-	
dant 10 ans	900.000 fr.
Soit au total.....	13.900.000 fr.

Le rapporteur demandait en outre que la redevance de la banque fût élevée de 0,50 à 1 0/0 de la circulation productive. Après avoir écarté le partage des bénéfices en raison des difficultés d'application, il se ralliait au système de participation forfaitaire aux bénéfices en prenant pour base la circulation à découvert. Pour se garantir contre toute déflation

ultérieure qui aurait pu réduire la redevance, la commission avait même prévu sur la proposition de M. Morinaud une redevance minimum de 1.500.000 francs. Ces craintes étaient, malheureusement d'ailleurs, bien mal fondées.

Quoi qu'il en soit ces demandes n'avaient rien d'excessif et le rapporteur montrait dans sa conclusion qu'il était facile à la banque d'y satisfaire et que le renouvellement de son privilège représentait pour elle la réalisation de bénéfices très supérieurs aux avances qui lui étaient demandées.

MOTIONS DIVERSES. — On ne peut qu'approuver aussi la motion VI proposée par M. Bérard qui prévoyait que le taux du prêt de 58 millions fait par la Banque de l'Algérie pour combler son déficit serait égal au taux accordé par la Banque de France à l'Etat français soit : à 10/0.

Les délégations financières réclamaient aussi la création d'une banque industrielle aidée dans ses débuts par la Banque de l'Algérie : nous verrons par l'étude de la convention que satisfaction leur a été donnée sur ce point.

Il en a été de même pour le change gratuit de 2.000 francs de billets pour chaque personne partant pour la France ou arrivant en Algérie.

Enfin, en ce qui concerne la dernière motion, retenons simplement que les délégations financières étaient favorables à l'extension des affaires de la banque au Maroc. Nous avons vu plus haut pourquoi ce projet n'a pas réussi.

CHAPITRE III

LES DÉBATS AU PARLEMENT

Le projet de loi « portant renouvellement du privilège de la Banque de l'Algérie et approuvant les modifications des statuts de cette banque » fut déposé sur le bureau de la Chambre par M. L. L. Klotz, ministre des Finances, le 31 décembre 1917. Il fut renvoyé à la Commission du commerce et de l'industrie et à la commission du budget, les deux commissions étant exceptionnellement réunies pour délibérer en commun.

M. Paul Ribeyre, chargé par les deux commissions de faire le rapport, déposa celui-ci le 13 mars 1918 (1). La Commission des affaires extérieures déposa également un avis, mais ce n'est que le 12 septembre 1918, que le projet vint en discussion au Palais-Bourbon. Il devait occuper 6 séances, du 12 septembre au 17 octobre 1918.

La discussion générale fut presque entièrement occupée par un discours de M. Moutet, député socialiste du Rhône et par la réponse du rapporteur, M. Paul Ribeyre. C'est presque le procès de la banque qu'entama M. Moutet à la séance du 12 septembre 1918, en tout cas le procès du projet de loi,

1. Doc. Parl., Chambre, Annexe 4434.

tout en reconnaissant qu'il n'avait aucun contre-projet à proposer. Aussi se ralliait-il à la thèse des délégations financières ; renouveler pour peu de temps, puisqu'on ne peut faire autrement et à ce moment-là discuter sérieusement une convention dont la durée pourra être plus longue. M. Moutet soutient d'abord que la Banque de l'Algérie n'est pas l'instrument de crédit qui convient à la colonie, car elle est à la fois banque d'émission et banque privée ; comme banque d'émission on ne lui donne que du crédit à court terme, comme banque privée elle doit fournir à l'agriculture des crédits à long terme.

Nous avons vu ce qu'il fallait en penser ; en fait d'ailleurs, et c'est ce que M. Moutet semble oublier, le billet de banque était dès avant la guerre à peu près inconvertible ; en outre il ne faut pas oublier que la Banque de l'Algérie n'est pas isolée et qu'elle s'appuie sur la banque de France d'une part et sur le Trésor public d'autre part, ce qui assure considérablement son crédit.

M. Moutet reconnaît ensuite que la banque a rendu des services mais qu'elle n'a pas rendu, dit-il tous les services qu'elle aurait pu et dû rendre. Il lui reproche en faisant l'escompte à deux signatures de concurrencer les banques privées, profitant ainsi de son privilège contrairement à l'esprit de celui-ci. Et M. Moutet en profite en passant pour s'élever avec énergie contre le taux différentiel d'escompte pratiqué par la banque.

Mais cette question mérite une étude plus approfondie. Déjà aux délégations financières elle avait donné lieu à des discussions très vives. La commission chargée de l'étude des vœux à présenter au Ministre avait voté une motion réclamant de la banque un taux uniforme d'escompte pour tous ses clients. Mais en séance publique cette motion fut très vivement combattue, en particulier par M. Petit actuellement député d'Oran et le rapporteur M. Lisbonne la retira. Reproduisons les très bons arguments que donna à cette occasion M. Petit (1) : « La banque fait de grosses opérations ; elle en fait également de petites. Si vous l'obligez à appliquer un taux uniforme à tous ses clients quels qu'ils soient, dans la limite du maximum fixé par le rapport de la commission, tous les clients afflueront aux guichets de la banque, si ce taux est minimum. Dans ce cas la banque refusera l'escompte des valeurs secondaires et les petits commerçants, n'offrant pas la même capacité financière que les gros, se verront fermer les guichets à leur nez, la banque n'ayant aucun intérêt à travailler avec eux. Si le taux est appliqué au maximum, c'est la grosse clientèle qui s'en ira d'elle-même, trouvant le loyer de l'argent trop élevé et pouvant trouver mieux à d'autres banques. Or nous avons intérêt à avoir un instrument de crédit solide, travaillant beaucoup ; vous n'obtiendrez pas ce résultat par le moyen préconisé. »

1. Dél. fin. séance du 3 avril 1917.

Ces arguments furent repris à la tribune de la Chambre par M. Paul Ribeyre, qui montra qu'une telle disposition ne pourrait être que préjudiciable au petit commerce qui ne trouverait plus d'escompte. Il expliquait dans quels cas spéciaux la banque consentait des taux inférieurs. D'une part il existe en Algérie deux taux officiels : le taux du papier ordinaire, et le taux dit « de campagne » qui est toujours de 10/0 plus élevé ; il est vrai de dire que même pour le papier ordinaire certains clients obtiennent des taux un peu inférieurs, mais ces clients sont presque toujours les banques qui offrent une garantie bien supérieure à celle des particuliers. En second lieu la banque a consenti un taux d'escompte réduit pour la liquidation du papier moratorié, ce qui est bien naturel. Enfin si elle fait des conditions plus favorables à certains clients, peut-on lui en tenir rigueur et surtout lui interdire pareille pratique ? Il ne faut pas oublier qu'en Algérie comme dans tous les pays neufs, le crédit est avant tout un crédit personnel ; toutes les banques coloniales agissent de même par la force des choses. Ces arguments ont convaincu la Chambre des députés qui par 323 voix contre 127 repoussa un amendement de M. Moutet tendant à obliger la banque à pratiquer un taux uniforme d'escompte (1).

Mais ce que craint surtout M. Moutet, et c'est

1. Chambre des Députés, débats parlementaires, séance du 10 octobre 1918.

là la conclusion de son discours, c'est qu'en renouvelant le privilège de la banque pour vingt-cinq ans, on s'engage avec elle d'une manière quasi définitive. Dans vingt-cinq ans dit-il, le billet auquel on se sera habitué ne pourra plus être remplacé par un autre moyen de crédit : dans vingt-cinq ans on ne pourra plus se passer de la banque. Il ne faut donc pas se lier les mains pour un temps aussi long, mais bien plutôt, suivant les demandes mêmes des délégations financières « réserver l'avenir ». M. Moutet arriva ainsi, quoi qu'à vrai dire par un chemin assez différent, à une conclusion identique à celle de l'assemblée financière algérienne : renouveler pour peu de temps puisque les circonstances ne permettent pas de discuter librement la convention. Le député du Rhône invoquait aussi une autre autorité : le gouverneur général de l'Algérie qui, dans un rapport adressé au Gouvernement le 24 novembre 1916, s'exprimait ainsi : « ... S'il convient, pour des raisons qui m'échappent, d'envisager dès aujourd'hui le renouvellement du privilège de la Banque de l'Algérie, après 1920, j'estime que ce ne peut être que pour une durée très courte, cinq ans par exemple qui, ajoutés à la période en cours, permettra à la banque des vues d'avenir aussi étendues que les événements actuels peuvent l'autoriser. » Sans vouloir mettre en doute l'impartialité de M. Lutaud, on peut penser néanmoins à la lecture de cette lettre qu'il n'a pas su se soustraire à certaines influences locales hos-

tiles à la banque. Quant aux délégations, leurs délibérations sont antérieures à la convention de décembre 1917 ; depuis aucune protestation ne s'est élevée contre cette convention. On peut en inférer qu'elles ne la désapprouvent pas, au moins dans ses grandes lignes. Tels sont les arguments qui furent employés par M. Klotz, ministre des Finances et par M. Ribeyre, en réponse aux critiques de M. Moutet. Peut-on oublier en outre, quand on apprécie les vœux des délégations, le mot d'un délégué lui-même, M. Thomas : « Nous devons demander beaucoup pour obtenir quelque chose. »

Enfin M. Moutet estime que les charges imposées à la banque sont insuffisantes et loin d'égaliser les avantages qui résultent pour elle de la convention. Il va même jusqu'à dire, et c'est là un argument assez spécieux « que la création de la banque industrielle, loin d'être un sacrifice demandé à la Banque de l'Algérie, est au contraire pour elle une source de bénéfices. Nous verrons en examinant les différents articles de la convention ce qu'il faut penser de cette manière de voir.

La Chambre des députés ne devait pas suivre M. Moutet, et c'est par une moyenne de 300 à 350 voix que furent repoussés ses différents amendements.

En ce qui concerne le Sénat, il n'y eut aucune discussion publique : l'urgence ayant été déclarée, le projet fut voté sans modification par la Haute Assemblée en deux séances.

CHAPITRE IV

LA LOI DU 29 DÉCEMBRE 1918 ET LES TEXTES ANNEXES

La loi promulguée le 29 décembre 1918 comprenait trois points importants :

Elle renouvelait le privilège de la banque pour une durée de vingt-cinq ans, jusqu'au 31 décembre 1945.

Elle approuvait la convention du 12 décembre 1917, celles des 4 mars 1918, et 4 octobre 1918 et l'avenant du 31 mars 1918.

Elle approuvait les modifications apportées aux statuts de la banque.

Etudions d'abord la convention du 12 décembre 1917 qui est la pièce angulaire de tout l'édifice.

ARTICLE PREMIER. — La banque s'engage à porter de 7 à 10 le nombre de ses succursales et de 22 à 25 le nombre de ses bureaux auxiliaires ce qui revient en somme à la création de 6 bureaux auxiliaires trois nouveaux prévus par la Convention et trois autres pour remplacer ceux transformés en succursales. Avant 1918 la banque possédait en Algérie 6 succursales (la septième étant Tunis), Alger, Oran,

Constantine, Bône, Philippeville et Tlemcen. En 1922, elle a transformé en succursales les bureaux auxiliaires de Mostaganem, Sidi-Bel-Abbès et Bougie. En outre, le Conseil d'administration a décidé la création de bureaux nouveaux à Affreville, Béja, Bouira, Djidjelli et Relizane : mais par suite de l'impossibilité de trouver des locaux vacants seul celui d'Affreville a été ouvert le 16 octobre 1924. Un de ces bureaux celui de Béja se trouve en Tunisie conformément à l'article 1^{er} de la Convention du 30 décembre 1918 passée entre le résident général de la République française à Tunis et le directeur général de la banque. Par cet article 1^{er}, la banque s'engage à affecter à la Tunisie au moins une des nouvelles créations qui lui sont imposées par la Convention du 12 décembre 1917. La banque n'est donc pas en retard pour l'exécution des charges qui lui sont imposées par cet article premier puisqu'elle dispose d'un délai de dix ans soit jusqu'au 29 décembre 1928.

C'est en effet de toute évidence une charge pour la banque quoi qu'on ait parfois soutenu le contraire que la création de ces bureaux auxiliaires. Etablis dans de petits centres car les agglomérations plus importantes sont déjà pourvues ils font peu d'affaires. Aussi leurs bénéfices ne suffisent-ils pas en général à couvrir les frais, soit frais généraux, soit amortissement des frais de premier établissement. Il est juste néanmoins d'obliger la banque à développer

ces bureaux, afin de favoriser dans la mesure du possible les colons éloignés dont l'énergie le travail et l'abnégation méritent les quelques sacrifices que l'on fait pour eux.' Cependant il ne faut pas oublier que la banque possède dans tous les centres ou presque des correspondants qui font les encaissements, les paiements et autres opérations de telle sorte que la banque ne connaît pas de places non bancables puisqu'elle escompte même le papier de places où elle n'a ni bureaux ni succursales. Enfin l'article 1^{er} prévoit la création d'une succursale et d'un bureau auxiliaire par décret mais sur l'initiative du gouverneur général de l'Algérie ; c'est donc une absolue garantie que dans l'avenir les besoins de l'Algérie en cette matière seront amplement satisfaits.

ARTICLE 2. — L'article 2 traite la question assez épineuse de la redevance payée à l'Etat par la banque.

Jusqu'au renouvellement de 1911 cette redevance était une somme fixe : l'article 4 de la loi du 5 juillet 1900 avait prévu les chiffres suivants :

200.000 francs par an du 1^{er} janvier 1900 au 31 décembre 1905 ; 250.000 francs par an du 1^{er} janvier 1906 au 31 décembre 1912 ; 300.000 francs par an du 1^{er} janvier 1913 au 31 décembre 1920.

Cette redevance devait être versée par moitié les 30 juin et 31 décembre de chaque année. Depuis 1911 ce système forfaitaire a été abandonné et la redevance est devenue proportionnelle. Les deux méthodes ont des avantages.

La redevance fixe a celui de la certitude : en outre, elle supprime toute intervention de l'Etat dans les affaires de la banque. C'est cette raison qui l'avait surtout fait préconiser par M. Rouvier, lorsqu'il disait : « C'est en quelque sorte une patente supplémentaire que l'on impose à l'établissement d'émission. Qu'il y gagne peu ou beaucoup, l'Etat n'a pas à l'examiner il a traité à forfait. »

Néanmoins, le système actuellement en vigueur est infiniment plus juste en même temps que plus avantageux pour l'Etat.

Examinons en effet la base juridique de cette redevance. En autorisant la banque à émettre des billets, l'Etat lui confère un avantage considérable car il lui permet de se procurer à très bon compte tout au moins en ce qui concerne la circulation à découvert, des ressources considérables. Dès avant la guerre, le billet n'était pas seulement un signe représentatif des espèces métalliques déposées en caisse et employé à leur place parce que plus commodes : c'est là un avantage du billet de banque mais c'est le moindre service qu'on puisse lui demander : les billets émis au contraire au delà de l'encaisse permettent à la banque de faire des opérations plus fructueuses sans autre frais que ceux de fabrication des billets. Le papier-monnaie ainsi obtenu augmente la somme des moyens d'échange mis à la disposition du public et aussi les possibilités du crédit. C'est pour la banque un avantage considérable qui est la justification de la

redevance. Comme le dit si bien M. Oualid (1) : « Le privilège d'émission dans la mesure où il aboutit à une émission dépassant l'encaisse et les avances gratuites à l'Etat à un véritable crédit gratuit fait par le public à la banque grâce à un démembrement régalien de l'Etat qui a droit de ce fait à une redevance. »

C'est donc très justement que la loi du 29 décembre 1911 faisant porter la redevance sur la circulation à découvert décidait qu'« à partir du 1^{er} janvier 1912 la Banque de l'Algérie verserait à l'Etat français... une redevance calculée à raison de 0 fr. 50 0/0 par 100 fr. du montant des billets constituant la partie de la circulation totale excédant l'ensemble des encaisses en numéraire (2) ».

Certains avaient reproché à cette clause son caractère aléatoire : que la banque vienne à restreindre le montant de sa circulation et la redevance finirait par n'être plus qu'un leurre ; mais, outre que la banque n'aurait aucun intérêt à une manœuvre de ce genre le Gouvernement, pour répondre à ces préoccupations ajouta à cet article 4 la fixation d'un minimum de redevance dont le chiffre fut de 750.000 francs. Cette révision donnait donc à l'Etat un avantage considérable, puisqu'avec l'ancienne Convention le chiffre maximum de la redevance (chiffre prévu pour la période de 1913 à 1920) ne devait être que de 300.000 francs.

1. W. Oualid, *op. cit.*

2. Loi du 29 décembre 1911, article 4.

La Convention du 12 décembre 1917 conserve à la redevance son caractère de proportionnalité ainsi que le chiffre minimum de 750.000 francs. On aurait pu augmenter largement celui-ci mais l'expérience a montré que les sommes payées par la banque au titre de cette redevance ont été toujours bien supérieures à 750.000 francs. Mais, sur trois points importants, l'ancien système se trouve profondément modifié.

Tout d'abord, cet article 2 établit une distinction très juste entre la circulation tunisienne et la circulation algérienne qui sont frappées séparément. Avant 1920, la circulation à découvert était taxée à raison de 0 fr. 60 0/0 dont 0 fr. 50 revenait à l'Algérie et 0 fr. 10 à la Tunisie. C'était admettre en somme que la circulation tunisienne était le cinquième de la circulation algérienne. En fait, il était loin d'en être ainsi et la proportion était bien plus souvent du sixième ou du septième ainsi que le montre le tableau suivant :

Années.	Circulation alg.	Circulation tunis.	Proportion
1911-1912	185.285.200	31.041.420	5.98
1912-1913	192.096.570	36.369.580	5.71
1913-1914	305.167.875	49.039.350	6.22
1914-1915	363.185.635	53.398.200	6.80
1915-1916	416.191.465	53.626.530	7.76
1916-1917	524.705.610	69.286.950	7.57
1917-1918	782.403.680	101.702.680	7.69

On voit par conséquent combien la Tunisie était avantagée qui, pour l'année 1915-1916, par exemple

percevait une redevance sur une circulation supposée de 469.817.995 : 6 soit 78.302.999 francs alors que la circulation effective ne se montait qu'à 53.626.530 francs.

C'est là le grave inconvénient du forfait basé sur les statistiques des années écoulées, alors que rien ne peut permettre de savoir si ces prévisions correspondront à la réalité des faits. Aussi, doit-on se féliciter que la nouvelle Convention distingue les deux circulations qui, d'ailleurs, ne se confondent pas en pratique, les billets tunisiens étant frappés conformément à l'article 4 du décret tunisien du 8 janvier 1904, de l'estampille particulière « Tunisie ». Il est de toute justice de proportionner les avantages retirés par chaque pays de la convention, à l'importance des bénéfices que la banque retire elle-même de son exploitation dans chacun des deux pays.

En ce qui concerne la circulation tunisienne le système forfaitaire a été conservé mais avec une clause additionnelle qui écarte l'inconvénient signalé plus haut. En effet, l'article 4 de la Convention du 30 décembre 1918 relative à la Tunisie prévoit le versement d'une redevance égale au cinquième de celle payée à l'Algérie sans que cette somme puisse jamais être inférieure à 150.000 francs. Mais ce même article ajoute : « Toutefois, si, à un moment donné, le calcul de la redevance due à la Tunisie effectué en prenant pour base la circulation productive particulière de la régence et comme taux celui pratiqué

en Algérie conduisait à des résultats plus avantageux pour le protectorat, c'est ce mode de calcul qui serait employé pour la Tunisie au lieu du calcul forfaitaire du cinquième de la redevance algérienne. » Jusqu'en 1924, cette clause additionnelle n'a pas eu l'occasion de jouer : le tableau suivant montre que la redevance payée à la Tunisie a bien été le cinquième de celle payée à l'Algérie.

Années	Redevance à l'Algérie	Red. à la Tunisie
1920-1921	8.745.000 dont le cinquième est bien	1.745.000
1921-1922	7.165.000 —	1.433.000
1922-1923	4.985.000 —	997.000

Il n'en a pas été de même en 1924 : la redevance algérienne s'est élevée à 7.095.000 francs dont le cinquième est 1.419.000. Or, la Tunisie a perçu 1.594.000 francs. Cette somme a été calculée en tenant compte de la circulation productive de la régence et du taux d'escompte moyen pratiqué dans l'Afrique du Nord suivant la méthode prévue par l'article 2 de la Convention du 12 décembre 1917. Cette méthode nécessite quelques explications.

Si le principe de la redevance proportionnelle a été conservé, deux points importants ont été modifiés : la base et le taux.

A) *La base.* — Considérons l'Algérie ; seule la circulation algérienne entrera en ligne de compte mais ce n'est pas toute la circulation algérienne, ce n'est même pas toute la circulation à découvert qui sera frappée. Que dit l'article 2 en effet ? La redevance

sera calculée « sur le montant des billets constituant la circulation algérienne, déduction faite de l'ensemble des encaisses en numéraire et des avances consenties gratuitement ou à un taux réduit à l'Etat ou à la colonie dans un intérêt public ». La Convention fait allusion aux avances prévues par les lois des 5 juillet 1900 et 29 décembre 1911 et qui ont d'ailleurs été augmentées par la loi du 29 décembre 1918. A raison de leur caractère particulier ces avances, contractées dans l'intérêt exclusif de la colonie ne pouvaient être l'occasion d'un prélèvement aussi fort puisqu'aussi bien elles ne sont pas pour la banque une source de profits. Une loi du 30 novembre 1915 avait déjà fait la discrimination entre la circulation productive et ces avances ; ces dernières étaient frappées d'une redevance beaucoup moindre ; nous verrons à l'article 3 que son taux a été également augmenté dans de notables proportions.

B) *Le taux.* — La Convention de 1911 prévoyait un taux uniforme de 0,50 pour 100 francs. Celle de 1917 l'a remplacé par un taux proportionnel au taux moyen d'escompte pratiqué par la banque pendant l'année écoulée. La redevance s'élevant avec le taux il en résulte que la Banque n'a pas intérêt à élever celui-ci d'une manière excessive ; elle perçoit dans ce cas des remises plus fortes, mais les effets se raréfient et elle paie plus au Trésor.

Le tarif fixé pour cette redevance est le suivant :

Un huitième du taux officiel moyen de l'escompte

lorsque ce taux sera inférieur à 5 0/0, soit $5 : 8 = 0,625$.

Un septième du taux officiel moyen de l'escompte lorsque ce taux sera compris entre 5 et 6 0/0, soit : $5,50 : 7 = 0,785$.

Un sixième du taux officiel moyen de l'escompte lorsque ce taux sera supérieur à 6 0/0, soit $6,50 : 6 = 1,083$.

Mais, que faut-il entendre par taux officiel moyen de l'escompte ? Le Conseil d'administration en effet, lorsqu'il établit le taux de l'escompte fixe deux chiffres qui diffèrent presque toujours de 1 0/0 : le premier le plus faible est le taux commercial qui s'applique aux effets ordinaires, d'une durée au plus égale à cent jours. Le second appelé taux de campagne, s'applique aux effets de campagne d'une échéance peu éloignée et dont l'escompte est naturellement plus cher, parce que la banque a plus de risques. Les variations de ces deux taux sont parallèles et c'est dans la même délibération que le conseil en élève ou en abaisse le tarif. Le taux officiel moyen de l'escompte sera le taux obtenu en faisant la moyenne des deux taux pendant une année. Le calcul sera facile si aucune variation de taux n'est intervenue : dans le cas contraire, on établira une moyenne proportionnellement au nombre de jours pendant lequel chaque taux a fonctionné. Prenons en exemple l'année 1912 pendant laquelle une crise viticole a contraint la banque à varier assez fréquemment ce taux. Les modifications ont eu lieu aux dates suivantes :

Dat	Taux commercial	Taux de campagne	Taux moyen
27 septembre 1911	5 o/o	6 o/o	5,50 o/o
5 janvier 1912	4,50 o/o	5,50 o/o	5 o/o
17 octobre 1912	5 o/o	6 o/o	5,50 o/o
4 novembre 1912	5,50 o/o	6,50 o/o	6 o/o
27 décembre 1912	6 o/o	7 o/o	6 50 o/o

Nous aurons le calcul suivant :

Du 1^{er} au 5 janvier : 4 jours à 5,50 0/0.

Du 5 janvier au 17 octobre : 286 jours à 5 0/0.

Du 17 octobre au 4 novembre : 18 jours à 5,50 0/0.

Du 4 novembre au 27 décembre : 53 jours à 6 0/0.

Du 27 au 31 décembre : 5 jours à 6,50 0/0.

Soit :

$$\frac{4 \times 5,50 + 286 \times 5 + 18 \times 5,5 + 53 \times 6 + 5 \times 6,50}{365} = 5,19 \text{ o/o}$$

Dans sa rigueur mathématique, ce système est à la fois d'une grande souplesse et d'une grande équité. Il est intéressant d'examiner maintenant ce que l'Algérie a gagné ou perdu au nouveau système, en comparant les redevances versées par la banque avant l'entrée en vigueur de la nouvelle convention avec celles qu'elle aurait payées sous l'empire de l'ancien régime. Nous aurons en même temps l'occasion de voir fonctionner ce système de redevance assez compliqué. Etudions par exemple l'année 1916.

La circulation était au 31 décembre 1916 de 364.793.460 francs. De ce chiffre, il faut déduire l'encaisse (qui se montait à la même date à 67.895.423 francs et les avances à l'Etat soumises

À un régime spécial qui atteignaient le chiffre de 49.027.777 francs soit en tout 117.013.200 francs.

Le solde sur lequel doit se calculer la redevance est donc de $364.793.460 - 117.013.200 = 247.780.260$ fr.

Le taux de l'escompte est resté pendant toute l'année invariablement fixé à 5,50 0/0 : le tarif à appliquer est donc le septième du dit taux, soit 0,785.

La redevance perçue d'après le nouveau système aurait donc été en 1916 de :

$$\frac{247.780.260 \times 0,785}{100} = 1.945.066 \text{ frs.}$$

En fait, la redevance versée a été de 1.734.153.

L'expérience pourrait être faite pour toutes les années précédentes mais ce simple exemple suffit à montrer que l'Algérie et conséquemment la Tunisie retirent de cet article un avantage considérable. Outre cet accroissement des redevances, ce système par sa grande souplesse s'adapte beaucoup mieux aux fluctuations du crédit : il est par conséquent le plus équitable possible. Dans son exposé des motifs, le Gouvernement le recommande en ces termes : « Ce système qui a fait ses preuves dans la Métropole présente l'avantage essentiel d'associer la colonie aux bénéfices procurés à la banque par la hausse du loyer de l'argent sans que ce prélèvement risque de devenir lui-même au détriment de l'activité économique une cause abusive de cherté des capitaux. Établi pour la Banque de France dans la Convention de 1911 on n'avait eu qu'à s'en féliciter. »

Le dernier paragraphe de l'article 2, prévoit les majorations ou créations futures d'impôts. Il n'y aura pas cumul de ces impôts et de la redevance, mais dans cas où on voterait un régime d'impôts tel que la somme à payer par la banque serait plus élevée que la redevance elle devrait verser le supplément ; en somme comme le dit M. Ribeyre en matière de conclusion à cette question : « La banque sera soumise à celui des deux régimes qui sera le plus rigoureux, mais à lui seul » (1).

Toutes ces dispositions sont complétées par une Convention additionnelle passée le 4 octobre 1918 entre le ministre des Finances et M. Moreau. Par cette convention la banque s'oblige à verser à l'Etat toutes les fois que le dividende distribué dépassera 150 frs net par action au porteur « une somme égale à l'excédent réparti multiplié par le rapport existant entre le montant des billets de la circulation algérienne et celui de la circulation totale de la banque. De la sorte l'Etat est assuré de toucher une part importante des bénéfices de la banque quel que soit le mode de calcul de la redevance.

Il est à remarquer que le système adopté sauvegarde les droits de la Tunisie et à l'époque où la convention fut signée il avait pour principal but de réserver à l'avance les droits du Maroc. Quoi qu'il en soit, la banque reste libre de fixer son dividende

1. Paul Ribeyre, Doc. Parlem. [Chambre, annexe n° 4434, page 590.

à sa guise ; le rôle du fisc se bornant simplement à percevoir l'impôt d'une manière automatique lorsque à la publication des résultats de l'exercice le dividende distribué dépassera 150 francs net.

ARTICLE 3. — Il concerne les avances faites à l'Etat par la banque : celles-ci ont toujours été soumises à un système spécial : on ne pouvait songer en effet à réclamer à la Banque de l'Algérie une redevance dont le taux nous l'avons vu, peut dépasser 1 0/0 sur des billets pour lesquels l'Etat ne lui donne que 1 0/0 d'intérêt : alors que la banque doit supporter des frais de fabrication qui sont loin d'être négligeables. C'est en effet pour couvrir à peu près ceux-ci que la nouvelle convention laisse à la banque sur cette partie de sa circulation un intérêt ramené à 0,60 0/0 soit 1 0/0 — 0,40 (redevance spéciale prévue par l'art. 3) soit 0,60 0/0. Sur des avances similaires, la Banque de France paie, il est vrai, une redevance de 0,50 0/0 : cette faveur faite à l'Algérie a pour but de compenser ses frais plus élevés d'impression des billets. Elle était obligée en effet à cette époque de passer pour ce faire par l'intermédiaire de la Banque de France qui lui faisait imprimer ses billets à ses papeteries d'Arches. Ce service ne pouvait être rendu gratuitement, d'où cette différence de 0 fr 10 entre les deux établissements.

Aujourd'hui il n'en est plus de même ; la Banque de l'Algérie a acquis au Ruisseau près d'Alger un

Immeuble destiné à la fabrication de ses billets de banque. Cette imprimerie qui a été installée avec le concours des ingénieurs de la Banque de France fonctionne depuis le mois de juillet 1923. Néanmoins, par suite de l'émission sans cesse croissante des billets, les frais de fabrication ne cessent d'augmenter : ils sont loin d'être négligeables, puisqu'ils s'élevaient pour l'année dernière à 1.173.000 francs.

Mais, ce dont il faut surtout féliciter le Gouvernement c'est d'avoir prévu que le produit de cette redevance serait « exclusivement affecté au remboursement des avances exceptionnelles faites à l'Etat ». Et ne faut-il pas davantage encore le louer d'avoir tenu la main à l'exécution de cette clause. Comme nous l'avons vu, les avances exceptionnelles à l'Etat étaient en effet intégralement remboursées dès juillet 1920.

ARTICLE 4. — Nous y retrouvons la même préoccupation que dans l'article précédent, celle d'amortir le plus rapidement possible la dette de l'Etat envers la banque.

Cet article 4 complète la disposition de la Convention du 6 septembre 1915 : il devait lui-même être complété par un avenant du 31 mars 1918. Tous ces textes ont pour but la liquidation du moratorium des échéances. Nous avons vu que les échéances des effets de commerce avaient été à dater du 1^{er} août 1914 prorogées par des décrets successifs de mois en mois, puis de trimestre en trimestre jus-

qu'à ce qu'interviennent pour la liquidation de cet état de choses qui ne pouvait être que temporaire, les deux décrets du 20 mars et du 25 juillet 1916. Mais le retour au régime normal n'était évidemment possible que pour les non-mobilisés : il restait encore de nombreux effets en souffrance et sur les effets même qui devenaient exigibles, il était facile de prévoir que la banque ne manquerait de subir des pertes importantes. Aussi, le 6 septembre 1915 avait-elle fait insérer dans la convention conclue avec le gouvernement une clause prévoyant que le taux d'intérêt des avances exceptionnelles à l'Etat serait porté de 1 à 3 0/0 un an après la cessation des hostilités. Ce supplément d'intérêt ne devait pas être compris dans les bénéfices à distribuer aux actionnaires mais former un fonds de réserve destiné à couvrir les pertes que pourrait subir la banque sur son portefeuille moratorié. Le reliquat de ce fonds de réserve serait employé au remboursement des avances faites par la banque à l'Etat.

C'était surtout la proclamation d'un principe : les modalités d'application restaient encore dans l'ombre. D'où l'intérêt de cet article 4. Tout d'abord, la Convention de 1915 ne précisait pas si le fonds de réserve couvrirait seulement le principal des effets moratoriés ou s'il serait employé aussi à compenser la perte résultant pour la banque du non-paiement des intérêts courus depuis l'échéance. La convention de 1917 répond très nettement à cette question en disant « le

compte spécial sera débité du montant en principal des effets impayés provenant du portefeuille immobilisé par la prorogation des échéances. » Pour pouvoir inscrire l'effet au débit du compte, il faudra que la banque n'ait pu obtenir le paiement ni du cédant ni du débiteur principal. Il est prévu surtout « qu'à aucun moment le solde créditeur du compte ne pourra être supérieur au montant des effets prorogés; l'excédent de même que toutes sommes, devant être versées ultérieurement au compte spécial sera porté en amortissement de la dette de l'Etat envers la banque ou directement au compte du Trésor, lorsque cette dette sera remboursée. » L'avenant du 31 mars 1918 prévoit le paiement par la banque sur le solde du compte d'amortissement d'un intérêt calculé au taux net des avances à l'Etat. Ce solde ne devait jamais à la vérité être bien important, non plus par conséquent que l'intérêt payé par la banque. Mais cet avenant copié sur celui passé entre le Gouvernement et la Banque de France avait surtout pour but de montrer les situations parallèles de nos deux établissements d'émission. A la Banque de France, le compte spécial était infiniment plus considérable car il avait pour objet de couvrir outre les pertes résultant du non-recouvrement d'effets moratoriés les créances résultant des versements effectués chez les correspondants alliés ou neutres en contre-partie du règlement en France par l'intermédiaire de la banque d'effets ou d'opérations antérieures au 4 août 1914.

Malheureusement pour la Banque de France il y avait dans les avances faites à l'Etat une différence de degré trop forte pour que les deux situations se résolvent parallèlement. Les avances de cette dernière banque sont loin d'être remboursées, loin même d'être en partie amorties, elles ne cessent de croître sans que l'on puisse prévoir où l'on pourra arrêter cet appel sans fin au crédit.

En ce qui concerne son portefeuille moratorié la banque devait le voir décroître assez rapidement et si M. Ribeyre signalait encore dans son rapport au parlement l'existence au 15 janvier 1918 de 77.500.000 francs d'effets prorogés il n'y en avait plus au 31 octobre de la même année que pour 56.747.542 francs et le 31 octobre 1919 pour 32.140.023 francs. Enfin, dans le compte-rendu de 1920, M. Moreau pouvait dire avec fierté : « Nous avons éliminé de notre portefeuille comme nos statuts nous y contraignaient, tout le papier douteux. Le montant de nos engagements moratoriés qui le 4 août 1914, s'élevait à 356.617.442 fr. n'était plus le 14 octobre 1920 que de 7.762.819 fr. dont le recouvrement total nous paraît assuré. »

ARTICLE 5. — Cet article répond aux desiderata des assemblées algériennes. Les délégations financières en particulier, avaient demandé que l'avance sans intérêt de 5 millions prévue par les lois des 5 juillet 1900 et 29 décembre 1911 fût portée à 26 millions, arguant de ce fait que c'était pour la banque un bien petit sacrifice eu égard aux bénéfices réa-

lisés par elle. C'est en effet une méthode simple que celle de ces emprunts à la circulation surtout en période de cours forcé mais les inconvénients de ces méthodes paresseuses rendent souvent le remède pire que le mal. Ces emprunts s'ils sont excessifs, ne deviennent plus qu'une inflation nouvelle, qui augmentant les disponibilités monétaires provoque infailliblement la hausse des prix. Certes, les demandes des délégations financières étaient fondées et ceux pour lesquels elle demandait des subsides fort intéressants mais le gouvernement répondait avec juste raison « qu'il ne pouvait être question de chercher en procédant à un accroissement arbitraire des avances le moyen de mettre gratuitement à la disposition de la colonie toutes les sommes dont elle aurait pu prévoir un emploi utile ou bienfaisant. » On a préféré s'en tenir à une règle de prudence : on a calculé que le montant des sommes mises gratuitement à la disposition de la banque par les soldes créditeurs des comptes-courants des départements algériens des territoires du sud, et par les fonds libres de la colonie atteignait environ 18 millions en prenant la moyenne des six années précédant 1918. C'est à ce même chiffre de 18 millions qu'on a estimé pouvoir fixer sans dommage pour l'économie algérienne le montant de l'avance sans intérêt à demander à la banque. Ce mode de calcul dont la prudence mérite d'être louée se retourne aujourd'hui contre ses auteurs car toutes les fédérations agricoles prétendent obtenir

une augmentation de cette avance en se basant sur ce fait que les disponibilités mises gratuitement à la disposition de la banque par les soldes créditeurs des comptes-courants ont énormément augmenté. Elles évaluent la moyenne de ces soldes à 80 millions pour les six années de 1919 à 1924 et sont d'autant plus assurées dans leurs prétentions qu'elles s'appuient sur « la base de calcul admise en 1918 par le Parlement » (1). Les agriculteurs escomptaient que le Gouvernement ferait pression sur la banque afin d'obtenir satisfaction en lui refusant toute augmentation nouvelle de son pouvoir d'émission, augmentation qu'elle réclamait depuis longtemps. Leurs espérances ne devaient pas cette fois encore être réalisées.

En ce qui concerne les Monts de Piété pour lesquels les délégations financières avaient demandé un prêt de 3 millions moyennant un intérêt réduit de 2 0/0 rien n'est prévu et rien ne pouvait être prévu à leur sujet dans la convention de 1917. Celle-ci, de même qu'elle ne prévoit aucune affectation spéciale pour les 18 millions de l'avance sans intérêt devait également laisser à une loi postérieure le soin d'attribuer une part des redevances de la banque à tels ou tels établissements algériens. Le ministre des Finances consulté sur ce point mais au sujet de la Banque de France par la Commission des Finances

1. Réunion des présidents des caisses régionales de Crédit mutuel agricole du 1^{er} décembre 1924 Cf. également Confédération générale des agriculteurs algériens. Séance du 28 février 1925.

avait répondu par une lettre du 28 janvier 1918 : « Le Gouvernement estime qu'il y aurait un inconvénient des plus graves à opérer un emprunt même amortissable à la circulation en vue de constituer aux Monts de Piété une dotation gratuite ou à bas prix. On peut envisager à leur profit des prélèvements sur le produit de la redevance supplémentaire prévue par la convention. Mais il appartient à une loi spéciale de régler l'affectation de cette redevance. »

ARTICLE 6. — Il ne présente aucune difficulté. D'elle-même la banque avait offert à l'Algérie et à la Tunisie le concours de ses services pour le règlement par virement et par chèques des recettes et dépenses de leurs trésors. La Commission des Finances de la Chambre avait en outre demandé l'extension à l'Algérie du système des chèques postaux afin de diminuer dans la mesure du possible la circulation. Sur demande du Ministre des Finances le directeur de la banque donna l'assurance dans sa lettre du 22 mars 1918 que son concours était entièrement acquis à cette innovation. « La banque disait-il s'engage à demander l'ouverture à son nom de chèques postaux dans les bureaux régionaux qui seraient ouverts dans l'Afrique du Nord en exécution de la loi du 10 janvier 1918. La banque ne peut en effet qu'envisager favorablement une organisation dont les services seconderont utilement tous les efforts qu'elle-même ne cesse de faire pour développer les paiements par écritures sans mouvement

matériel ni immobilisation d'espèces ou de billets.

ARTICLE 7. — Avant la guerre il faut bien le reconnaître, l'Algérie ne possédait que bien peu de valeurs mobilières. Les colons algériens préféraient consacrer leurs disponibilités, quand ils en avaient à l'achat de nouvelles terres ou à l'amélioration de leurs plantations. En particulier la transformation et la reconstitution du vignoble algérien avec des plants américains avaient exigé de leur part de très gros sacrifices : aussi les capitaux algériens s'étaient-ils portés tout naturellement vers les prêts hypothécaires, qui offraient l'avantage d'un taux d'intérêt plus élevé et d'une sécurité presque absolue. La guerre venant, l'Etat français dut faire appel au concours de tous ses enfants et le concours financier n'était pas le moins utile. L'incertitude de cette période troublée, l'abondance des récoltes, les hauts prix pratiqués et aussi il faut bien le dire des sentiments profonds de patriotisme déterminèrent un grand nombre de colons algériens à souscrire pour des sommes souvent importantes aux différents emprunts de guerre ou aux bons de la Défense Nationale. Ainsi, l'année 1917 pour l'Algérie seule a fourni au Trésor par cette voie, 157.600.000 francs et l'année 1918, 568.310.000 francs.

Il était donc juste que l'on étendit à l'Algérie ce tarif de faveur pour la mise en dépôt et la garde des titres nominatifs pratiqué par la Banque de France depuis 1911. Par cet article 7, la Banque de l'Algérie

s'engage « à réduire de moitié les droits qu'elle percevait pour la garde des titres nominatifs qui lui sont remis en dépôt ». Mais on cherchait surtout par cette mesure à aiguiller le public vers les titres nominatifs afin d'éviter autant que possible les évasions en matière fiscale. On devait aller plus tard beaucoup plus loin jusqu'à demander la suppression du malheureux titre au porteur ; mais celui-ci présente par ailleurs trop d'avantages sur le titre nominatif pour qu'une différence de quelques francs puisse lui enlever la faveur des capitalistes.

ARTICLE 8. — Il concerne la création de la Banque Industrielle de l'Afrique du Nord. C'est là une des clauses les plus importantes et les plus neuves de l'accord passé avec la Banque de l'Algérie, disait en substance M. Ribeyre, « une grande innovation qui couronne le projet de loi » affirmait M. Lavergne, pourtant peu suspect d'un enthousiasme exagéré.

Par sa lettre du 11 décembre 1917, au ministre des Finances, M. Moreau posait les bases de ce nouvel établissement qui devait être créé au mois d'août 1919. Il prévoyait un capital de 10 millions de francs divisé en 50.000 actions de 200 francs libérées du quart. Une deuxième lettre du 14 octobre 1918 devait modifier ce point ; le capital, toujours fixé à 10 millions de francs était divisé en actions de 100 fr., un droit de priorité de souscription étant accordé aux actionnaires de la Banque de l'Algérie à raison de 2 actions de la nouvelle société pour une action

de la Banque de l'Algérie. En outre, le Gouvernement se réservait de voir augmenter sur sa demande le capital originaire de 10 millions dans une proportion dont le maximum ne devait pas dépasser 33 0/0. En fait, il usa de ce privilège. Le capital de la Banque Industrielle est en effet de 12.500.000 frs et il est composé de 125.000 actions de 100 francs originellement libérées d'un quart. L'appel d'un second quart décidé par le Conseil d'administration dans sa séance du 6 mai 1925, a eu lieu au mois d'octobre 1925. L'objet de cette banque est de faire des prêts à long et moyen terme aux entreprises commerciales et industrielles de l'Algérie : mais la difficulté qui arrête en général les établissements de ce genre est le manque de crédits qui les oblige à payer un taux d'intérêt très élevé l'argent dont elles ont besoin. Toute autre est la situation de la Banque industrielle : dès sa naissance, la Banque de l'Algérie lui a en effet fourni un capital de 10 millions de francs, dont 5 millions comme don gratuit, et les 5 autres comme avance sans intérêt remboursable à la fin du privilège, c'est-à-dire en 1945. En compensation de cet avantage considérable, fait au nouvel établissement, la Banque de l'Algérie aura part à l'administration de celui-ci, sans néanmoins qu'il en soit une filiale. La banque désignera le tiers des administrateurs et un des censeurs mais les administrateurs communs à la Banque industrielle et à la Banque de l'Algérie ne pourront se trouver en majorité dans le conseil.

Enfin, le directeur général de la Banque de l'Algérie est de droit commissaire du Gouvernement auprès de la Banque industrielle et possède un droit de contrôle assez étendu.

A l'heure où nous écrivons, la Banque industrielle a déjà plus de six ans d'existence et dans cette courte période les services qu'elle a pu rendre sont loin d'être négligeables. Elle s'est particulièrement intéressée à l'industrie des tabacs, si importante en Algérie, à la construction et à l'entreprise et l'industrie oléicole et viticole. Le nombre des sociétés qu'elle commandite croît chaque année mais surtout elle guide les premiers pas de cette jeune industrie et empêche souvent de venir au jour certaines affaires mal conçues qui ne seraient pour elle qu'une gêne sans aucun profit pour la collectivité. Les effets négociés par elle qui s'élevaient en 1920 à 5.580 pour une valeur de 35 millions de francs atteignaient en 1924 le chiffre de 37.535 pour une valeur de 284 millions. Pour étendre ses affaires à toute l'Afrique du Nord, la Banque industrielle a été conduite à ouvrir une agence à Tunis et tout récemment une autre à Casablanca. Quant aux actionnaires, la progression constante des bénéfices indice d'une prudente gestion est de nature à leur donner toute confiance. Le tableau suivant est tout à fait significatif :

Années	Bénéfices nets	Dividende
1919	219.665	»
1920	621.416	4 00
1921	825.992	5 00
1922	940.578	5 50
1923	1.003.285	6 00
1924	1.206.531	7 00

Les réserves dans lesquelles sont compris les 5 millions prêtés gratuitement par la banque atteignent déjà 6.721.000 francs. Quant à l'action elle est cotée en Bourse au cours de 288 francs (1). L'avenir de cette société se présente donc sous les plus heureux auspices ; tout permet de bien augurer des services qu'elle rendra grâce à sa prospérité à l'industrie et au commerce nord-africain.

Modifications aux statuts de la banque

Elles ont porté sur deux articles : les articles 11 et 65.

A l'article 11, § 3, on a ajouté à la liste des opérations que la banque est autorisée à faire les mots suivants :

« A faire pour le compte de sa clientèle moyennant couverture préalable toutes opérations de bourse par les intermédiaires officiels habituels. »

C'est une pratique qui se justifie d'elle-même et l'on n'a d'ailleurs fait là que sanctionner une situation de fait.

1. Cours du 8 janvier 1926

La modification apportée à l'article 65 insérée sur la demande de la Commission des affaires musulmanes a pour but de permettre aux indigènes de faire partie des Conseils d'administration des succursales de la banque. C'est là pour nos sujets musulmans une satisfaction morale qui présente à leurs yeux un intérêt certain. Actuellement, tous les Conseils d'administration des succursales de la Banque de l'Algérie comprennent un membre indigène.

Dispositions annexes

Là se termine la loi du 29 décembre 1918 mais quelques points annexes qui depuis longtemps déjà étaient en discussion ont été réglés parallèlement à la convention, M. Moreau ayant par ses lettres du 11 décembre 1917 et du 14 octobre 1918 assuré le ministre que la banque donnerait sur ces points satisfaction aux desiderata algériens.

1^o *Crédits de campagne et d'exportation.* — Il s'agit de ces crédits dits de campagne que la banque depuis longtemps déjà consentait aux agriculteurs par des valeurs à trois mois renouvelables deux fois ce qui portait la durée du crédit à neuf mois. Par sa lettre du 11 décembre 1917, M. Moreau reconnaît la légalité de ces crédits de campagne, reconnaissance qui était réclamée depuis longtemps par les Chambres de commerce et les Syndicats commerciaux et agricoles d'Algérie.

2° Echange des billets au départ de l'Algérie.

— On sait que si les billets français ont cours en Algérie la réciproque n'est pas vraie. Aussi, bien des voyageurs s'étaient-ils trouvé gênés à leur arrivée en France par manque de billets français et contraints parfois pour s'en procurer de payer un droit de change tout à fait injustifié. Cette pratique abusive avait donné lieu à de très nombreuses réclamations. C'est l'autorité militaire qui devait en cette matière montrer le chemin. Une circulaire du ministre de la Guerre du 19 novembre 1915 prévoyait le change gratuit pour les militaires venant de l'Afrique du Nord. Mais, ce n'était qu'une solution partielle et d'ailleurs temporaire. Les deux lettres du directeur de la banque du 11 décembre 1917 et du 14 octobre 1918 viennent résoudre ce problème. La banque s'oblige « à échanger au pair, contre des billets de la Banque de France, 4.000 francs de billets algériens à toute personne justifiant de son départ d'Algérie dans chacune des villes d'Alger, Oran, Bône et Philippeville ».

3° La question des vieux billets. — Parmi les billets que les établissements d'émission lancent dans la circulation, il en est toujours un certain nombre qui sont détruits ou perdus et qui ne pourront jamais de ce fait être présentés au remboursement. Il en résulte un bénéfice que l'Etat a entendu se réserver par l'article 15 de la loi du 17 novembre 1897. Tel est l'objet de la convention additionnelle du 4 mars

1918. En effet la loi du 3 avril 1880 a supprimé de la circulation les coupures de 20, 10 et 5 francs. En outre, au début de son privilège la banque avait émis des billets à impression noire qui furent ensuite remplacés par des billets à impression bleue. La convention additionnelle prévoit le versement au Trésor d'une somme équivalente au montant des billets de ces deux sources non rentrés, le Trésor prenant à sa charge les demandes de remboursement qui pourraient se produire ultérieurement. Le montant de ces billets est le suivant :

15 billets de 1.000 fr.	15.000
53 billets de 500 frs	26.500
1.072 — 100 frs	107.200
1.036 — 50 frs	51.800
696 — 25 frs	17.400
1.765 — 20 frs	35.300
2.784 — 10 frs	27.840
5.305 — 5 frs	26,525
Soit au total.....	307.565

Cette somme a été versée par la banque au Trésor le 5 février 1919.

CONCLUSION

Nous avons vu dans leurs grandes lignes, l'ensemble des conventions passées entre la banque et le Gouvernement français à l'occasion du renouvellement du privilège d'émission. Tous leurs articles ou presque, énoncent des charges pour la banque et si l'on en excepte la participation à l'administration de la Banque Industrielle, le seul avantage que la banque retire de ces textes, c'est... le renouvellement de son privilège. On a estimé et à juste titre que c'était là une compensation plus que suffisante des sacrifices qui lui étaient demandés, et certains ont même protesté contre la trop grande bienveillance du ministre des Finances qui avait conclu ces accords.

Aussi, des vœux ne devaient-ils pas tarder à être émis en très grand nombre réclamant de la banque de nouveaux sacrifices. La plupart proposaient au Gouvernement de n'accorder à la banque une augmentation de sa circulation fiduciaire que contre l'acceptation par elle de charges supplémentaires. C'est en effet que le chiffre de 1.300 millions fixé comme maximum d'émission paraissait insuffisant. Aussitôt après la guerre, le Conseil d'administration

s'était efforcé de pratiquer une politique de déflation et il était arrivé à restreindre considérablement le montant des billets en circulation. De 1.228.380.000 frs en octobre 1920, il était tombé à 802.000 francs en octobre 1922. Mais le développement de ses affaires empêcha longtemps la banque de poursuivre cette politique. En octobre 1923, on était revenu au chiffre de 1.034.341.000 francs. Malgré la diminution des avances sur titres, la banque manquait des disponibilités nécessaires pour donner satisfaction à tous ses clients. Aussi, en juillet 1924, demanda-t-elle au ministre des Finances de rendre un décret l'autorisant à élever le plafond de sa circulation à 1.700.000 frs. Elle lui représentait qu'il n'y aurait là aucune inflation, la valeur des billets étant représentée par des effets de commerce. Le ministre des Finances se laissa convaincre et prépara un projet de décret mais le Conseil d'Etat refusa son approbation. Une nouvelle démarche de la banque le 26 août 1926 n'eut pas plus de succès. Devant cette opposition irréductible, il ne restait au ministre qu'à retirer son projet de décret : c'est ce qu'il fit.

La banque, arguant de ce refus, se mit alors à restreindre, dans une proportion assez forte les crédits de campagne et d'exportation. Ce resserrement bancaire ne pouvait manquer de soulever de véhémentes protestations. Successivement la Fédération des caisses régionales de Crédit mutuel agricole la Confédération générale des agriculteurs, la

Fédération des maires d'Algérie réclamèrent l'admission directe à l'escompte du papier de campagne des Caisses régionales et l'augmentation de l'avance sans intérêt de 18 millions. Ces demandes devaient rester sans résultat; ce fut en vain également que les parlementaires algériens se rendirent chez M. Moreau qui n'eut pas de peine à leur prouver l'excès de ces doléances; il les assura que le meilleur moyen d'obtenir satisfaction était d'appuyer auprès du Gouvernement les demandes réitérées faites par la banque en vue d'obtenir l'augmentation de son pouvoir d'émission. Mais c'est seulement le 5 décembre 1925 que le décret partant de 1.300 à 1.700 millions la faculté d'émission de la Banque de l'Algérie put enfin voir le jour.

Quant à la Banque agricole dont il a été tant question elle n'est encore qu'un projet; d'après celui-ci, la banque y porterait au nouvel établissement une contribution financière à un taux de 2 0/0. Ce projet approuvé par les Délégations financières avait été incorporé dans le budget de 1926. Mais la Chambre des députés a disjoint les articles relatifs à la création de la Banque agricole ils formeront un projet spécial qui sera présenté au Parlement dans le courant de l'année. Il est à souhaiter que cette création ne soit pas retardée davantage.

La Banque de l'Algérie en effet, de par ses statuts, et malgré la lettre de son directeur du 4 octobre 1918 si souvent invoquée contre elle ne peut escompter le

papier des caisses de Crédit agricole mutuel. Il serait injuste en revanche de ne pas signaler l'œuvre féconde accomplie en Algérie par notre établissement d'émission. Le total des effets reçus à l'escompte et à l'encaissement s'élevait pour l'exercice 1923-1924 à 8.226.036.000 fr. en augmentation de 3.478.226.000 fr., sur l'année précédente. Le montant de son portefeuille n'a cessé de croître et atteignait au 30 novembre 1925 : 1.314.656.000 francs.

L'augmentation du chiffre d'affaires de la banque devait fatalement entraîner un accroissement parallèle de ses bénéfices, accroissement qui se répercute également sur les sommes versées par elle au Trésor. Pour l'année 1923-1924 les bénéfices nets de la banque se sont élevés à 22.198.941.29 et ont permis de porter le dividende de 195 à 205 francs par action au porteur. Mais l'impôt du superdividende payé par la banque pour toute distribution de bénéfice au-dessus de 150 francs a rapporté au Trésor à lui seul 2.750.000 francs. C'est loin d'être tout ce que la banque a fourni à l'Etat ou à la colonie. La redevance à l'Algérie s'est élevée à plus de 7 millions de fr. ; celle versée à la Tunisie atteignant 1.600.000 fr. A ces sommes déjà si importantes il faudrait ajouter les intérêts payés aux Trésors sur les soldes créditeurs de leurs comptes courants, ainsi qu'à la Banque de France, sommes qui ne peuvent être exactement évaluées étant bloquées par la Banque dans un compte général « Intérêts et autres Dépenses ».

L'Algérie a donc eu largement sa part dans les bénéfices réalisés par la banque, non seulement par les redevances perçues mais surtout par le développement que son établissement a su imprimer à sa vie économique : aussi, malgré les protestations que provoque auprès de certains le chiffre de ses bénéfices nous semble-t-il souhaitable de voir se poursuivre pendant de nombreuses années une prospérité si favorable à l'Afrique du Nord.

**Vu : le Président de la thèse,
NOGARO**

**Vu : le Doyen,
BERTHÉLEMY**

**Vu et permis d'imprimer,
Le Recteur de l'Académie de Paris,
P. LAPIE**

BIBLIOGRAPHIE

SUR L'ALGÉRIE EN GÉNÉRAL

- Reclus (E.)*. — Géographie Universelle, t. XI.
- Leroy-Beaulieu (P.)*. — L'Algérie et la Tunisie. Paris, Guillaumin, 1897.
- Girault (A.)*. — Principes de Colonisation et de Législation coloniale, t. I et III. Paris, Sirey.
- Wahl (A.)*. — L'Algérie. Paris, Alcan, 1903.
- Penciolelli (P.)*. — Le problème économique et l'aide économique algérienne. Encyclopédie Parlementaire. Paris, 1922.
- Leroy-Beaulieu (P.)*. — La France dans l'Afrique du Nord.
- Demontes (V.)*. — Renseignements sur l'Algérie économique. Paris, 1922.
- L'Algérie pendant ces dix-huit mois de guerre (Bulletin de la Société de Géographie d'Alger, 1915).
- Laboubec*. — Notes sur l'Industrie algérienne. Jourdan, Alger, 1917.
- Perreau-Pradier et Besson*. — L'Afrique du Nord et la guerre. Paris, Alcan.
- Direction des Douanes de l'Algérie*. — Un volume annuel et un bulletin trimestriel.

- Gouvernement Général de l'Algérie.* — Tableau du Commerce de l'Algérie. Un volume par an.
Bulletin de l'Office de l'Algérie à Paris.
Syndicat Commercial algérien. — L'Algérie et ses Ports.
Chambres de Commerce algériennes. — Notices et Bulletins.

SUR LA QUESTION BANCAIRE

- Lévy (R. G.).* — Banques d'Emission et Trésors Publics. Paris, 1911.
Aubry. — Les Banques d'Emission.
D'Eichtal (Ad.). — Les Banques d'Emission.
Nogaro (B.). — La Monnaie et les Phénomènes monétaires contemporains.
Nogaro (B.) et Oualid. — L'évolution du Commerce du Crédit et des Transports. Paris, Alcan, 1914.
Oualid (W.). — Le Privilège de la Banque de l'Indo-Chine et la question des Banques Coloniales. Paris, 1923.
Huart (A.). — Etude comparée des principaux systèmes de Banques.
Nogaro (B.). — Le problème monétaire dans l'Indo-Chine française. Bruxelles, 1922.
Denizet. — Les Banques coloniales. Thèse Paris, 1899.
Philiper (E.). — Contribution à l'étude du crédit agricole en Algérie. Thèse Paris, 1903.
Martin (Germain). — Les Finances publiques de la France et la fortune privée. Payot, Paris, 1925.

SUR LA BANQUE DE L'ALGÉRIE

Garrat (H.). — La Banque de l'Algérie. Paris, Savine, 1892.

Barbedette. — La vérité sur la Banque de l'Algérie
Djidjelli-Angeli, I, 1896.

Avenol (H.). — Les Banques algériennes et la Banque de
l'Algérie (Revue des Sciences Politiques, décembre 1916).

Lacergne (B.). — La Banque de l'Algérie. Sirey, 1919.

*Comptes rendus annuels à l'Assemblée générale des
Actionnaires de la Banque de l'Algérie.*

*Rapports annuels du Directeur de la Banque de l'Algérie
au Président de la République.*

Rapport fait à la Chambre des Députés par M. P. Ribeyre.
Doc. Parl., Chambre, Annexe n° 4434.

Rapport fait au Sénat par M. Chastenet. Doc. Parl.,
Sénat, annexe n° 466.

Jais. — La Banque de l'Algérie et le Crédit Agricole.
Thèse Paris, 1902.

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE	5
---------------	---

PREMIÈRE PARTIE

SITUATION DE LA BANQUE A LA VEILLE DE LA GUERRE

CHAPITRE PREMIER. — Capital et Réserves.....	9
CHAPITRE II. — Circulation.....	17
CHAPITRE III. — Les principales opérations faites par la Banque.....	26
CHAPITRE IV. — Le Compte courant du Trésor. Mécanisme du change franco-algérien.....	39
CHAPITRE V. — Situation générale de la Banque en 1913.....	49

DEUXIÈME PARTIE

LA GUERRE

CHAPITRE PREMIER. — La crise économique résultant de la guerre. Comment la Banque s'efforce de la surmonter.....	61
CHAPITRE II. — La Banque au Maroc et en Tunisie.	80

CHAPITRE III. — Situation de la Banque de l'Algérie en 1918.....	92
--	----

TROISIÈME PARTIE

LE RENOUVELLEMENT DU PRIVILÈGE

CHAPITRE PREMIER. — Les solutions en présence. .	101
CHAPITRE II. — L'opinion algérienne.....	109
CHAPITRE III. — Les Débats au Parlement.....	120
CHAPITRE IV. — La Loi du 29 décembre 1918 et les textes annexes.....	126
Conclusion.....	155
Bibliographie.....	161



